UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Stratégies de sortie de crise en commune de Bugabira (1993 -2005)

Habonimana, Charles -Tyler; Sous la direction de : Nicolas Hajayandi

2010
UB, FLSH
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1621

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI
FACULTE DES LETTRES
ET SCIENCES HUMAINES
DEPARTEMENT D'HISTOIRE



STRATEGIES DE SORTIE DE CRISE EN COMMUNE DE BUGABIRA (1993-2005)

Par
Charles-Tyler HABONIMANA

Sous la direction de :
Nicolas HAJAYANDI

Mémoire présenté et défendu en vue de l'obtention du grade de licencié en Histoire

Option : Science Politique

Bujumbura, Août 2010

DEDICACE

A ma famille pour sa tendresse et patience ;
A mon regretté grand frère qui nous a quitté trop tôt ;
A toute personne passionnée pour la paix et la réconciliation.

REMERCIEMENTS

Au terme de ce travail, nous saisissons l'opportunité d'exprimer nos profonds sentiments de reconnaissance à toutes les personnes qui, avec dévouement, ont contribué à son aboutissement.

Nous pensons particulièrement au professeur Nicolas HAJAYANDI qui, malgré ses multiples obligations, a bien voulu mettre à notre disposition son temps. Ses sages réflexions, ses précieux conseils et ses remarques pertinentes nous ont été d'une grande utilité dans l'accomplissement de ce travail. Qu'il trouve ici l'expression de notre profonde gratitude.

Nous adressons également nos sincères remerciements à tous les professeurs de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines singulièrement ceux du Département d'Histoire pour la formation tant intellectuelle que morale qu'ils nous ont dispensée.

Notre reconnaissance ira également aux différents agents administratifs qui nous ont livré des informations enrichissant notre travail.

Enfin, à toutes les personnes pour qui notre réussite sera une fierté surtout la famille Prosper HABONIMANA, Jean-Chrysostome MUTEBUTSI, Gervais RWABUDURANYA qui ont tout fait pour nous soutenir dans la réalisation de ce travail. Qu'ils soient rassurés de notre grande reconnaissance.

Charles-Tyler HABONIMANA

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

BOB	: Bulletin Officiel du Burundi
CNDD-FDD	: Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Forces pour la Défense de la Démocratie
CNR	: Conseil Norvégien pour les Réfugiés
CRS	: Catholic Relief Services
DEA	: Diplôme d'Etudes Approfondies
DPAE	: Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
Ed.	: Edition
FLSH	: Faculté des Lettres et des Sciences Humaines
FPR	: Front Patriotique Rwandais
FPSE	: Faculté de la Psychologie et Sciences de l'Education
FRODEBU	: Front pour la Défense de la Démocratie
FROLINA	: Front pour la Libération Nationale
HCR	: Haut Commissariat pour les Réfugiés
IRC	: International Rescue Committee
ITAB	: Institut Technique Agronomique du Burundi
LGDJ	: Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence
MOLIBA	: Mouvement de Libération des Bahutu
MPD	: Mouvement pour la Paix et la Démocratie
MPDRN	: Ministère de la Planification, Développement et Reconstruction Nationale
NEA	: Nouvelles Editions Africaines
ONG	: Organisation non Gouvernementale
Op. cit.	: Opere citato
PALIPEHUTU	: Parti pour la Libération du Peuple Hutu
PAM	: Programme Alimentaire Mondial
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PRP	: Parti pour la Réconciliation du Peuple
PUF	: Presses Universitaires de France
SPAT	: Schéma Provincial de l'Aménagement du Territoire
UB	: Université du Burundi
UBU	: Umugambwe w'Abakozi b'Uburundi
UNICEF	: United Nations for International Children Emergency Found
UPEBU	: Unité du Peuple Burundais
UPRONA	: Union pour le Progrès National

TABLE DES MATIERES

DEDICACE.....i
REMERCIMENTS.....ii
LISTES DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....iii
TABLE DES MATIERES.....iv

INTRODUCTION GENERALE.....1

1.Intérêt et choix du sujet.....2
2. Présentation de la problématique.....3
3.Hypothèse de travail.....4
4.Délimitation du sujet.....4
5.Méthodologie de travail.....4
6.Difficultés rencontrées.....5
7.Les grandes articulations du travail.....6

CHAPITRE I : PRESANTATION GENERALE DE LA COMMUNE DE BUGABIRA.....7

1.Localisation de la commune de Bugabira.....7
2.Historique de la commune de Bugabira.....11
3.Le peuplement de la commune de Bugabira.....15
4.Les aspects socio-économiques.....19
a. L'agriculture.....19
b. L'élevage.....22
c. La pêche.....23
5.Les infrastructures socio-culturelles.....25
a. Le secteur éducatif.....25
b. Le secteur sanitaire.....30
c. Le secteur religieux.....31
Conclusion partielle.....32

CHAPITRE II : LA COMMUNE DE BUGABIRA FACE A LA CRISE D'OCTOBRE 1993.....33

1. Qu'est ce qu'une crise ?.....33
2. Activation d'une haine politico-ethnique (1988-1993).....34
a. La tragédie de 1988.....34
b. L'unité nationale.....40
c. L'ère de la « Démocratie ».....43
d. La campagne électorale et la victoire du FRODEBU.....47
3.Le « séisme » de 1993 et ses effets 50

a. La crise, paradoxe de l'unité nationale 50
b. Apparition des réfugiés et d'une population sinistrée.....52
c. Problème de promiscuité..... 56
d. La valeur justice en « decrescendo »..... 57
4.Les aides humanitaires ou actions humanitaires.....57
5.Impact de la crise.....59
a. Sur le secteur socio-économique.....59
b. Sur le phénomène identitaire : la peur de l'autre.....60
Conclusion partielle.....62

CHAPITRE III : STRATEGIES DE CONQUETE DE LA PAIX A BUGABIRA.....63

1. Retour forcé des réfugiés en 1994.....63
2. La sensibilisation à la paix.....66
a. Les descentes des autorités.....66
b. La recherche des semences et les bonnes récoltes.....69
3. La pratique de réconciliation à Bugabira : « Guhamba amacakubiri ».....71
a. Les cotisations ménagères.....73
b. Les journées de rassemblement 74
c. Analyse de la pratique de réconciliation.....78
4. Effets de la stratégie réconciliatrice à Bugabira.....81
a. Promotion de la bonne cohabitation.....81
b. Dilapidation des biens agricoles.....83
c. Les démantèlement progressif des camps de déplacés.....83
5.Réinsertion des déplacés et rapatriés sur les collines d'origine.....85
6.Echange spatial entre « ethnies » : la femme.....86
7. Une paix retrouvée ?.....88

CONCLUSION GENERALE.....90

BIBLIOGRAPHIE..... 93

ANNEXES.....97

INTRODUCTION GENERALE

Historiquement, le régime politique burundais a connu des moments tragiques. Le régime des monarques sacrés menait, à maintes reprises, des guerres contre les envahisseurs. De même, les loyalistes combattaient les rebelles. Le Nord-est du Burundi n'a pas été épargné par ces difficultés. La province de Kirundo était souvent le théâtre des affrontements comme l'attestent les noms de certaines localités (Murya Gihana na Rurinda, par exemple dans la commune de Bugabira) ou cette expression *kirundi* « kubura Shinge na Rugero ». En effet, GIHANA, fils du roi rwandais CYILIMA, fut tué et enterré à Bugabira quand il voulait venger son père qui avait perdu la guerre contre MUTAGA SENYAMWIZA. Sous le règne de NTARE RUGAMBA, beaucoup de Rwandais furent tués à Kirundo dans leur tentative d'occuper deux massifs anciens (endroit stratégique) à savoir Shinge et Rugero mais en vain : d'où l'expression « kubura Shinge na Rugero ». Ces deux localités existent encore aujourd'hui.

La période post-coloniale marque un tournant décisif dans l'histoire du Burundi. Depuis 1965, le pays connaît des moments de crise à caractère répétitif. A titre d'exemple, on se rapporte aux événements de 1972, 1988, 1991 et 1993. Le dénominateur commun de ces différentes crises est le « cachet ethnique » comme l'a souligné Jean Pierre CHRETIEN :
« *[...] la crise de 1965 a cristallisé une conscience tutsi, le « fléau »(Ikiza) de 1972 est comme l'événement fondateur d'une mémoire hutu dans le Burundi actuel.* »[1]

La crise de 1988 à Ntega et Marangara a emporté des vies humaines. Elle avait un caractère ethnique. Pour résoudre cette question ethnique, la troisième République a créé la politique du dialogue et de concertation sociale et ethnique entre les Burundais et a prôné la politique de l'unité nationale.La crise de 1993, quant à elle, a été la plus profonde et a endeuillé la province de Kirundo. Toutes les communes ont enregistré des victimes des « premiers massacres par sexe et par groupes d'âges. »[2] Les massacres avaient un caractère de « massacres sans adversaires ».

[1] CHRETIEN (J.P.), *La crise d'Août 1988 au Burundi*, Paris, Karthala, 1989, p.43
[2] NGAYIMPENDA (E), *Crise socio-politique et déstructuration des ménages au Burundi*, Bujumbura, Février 1999, p.34

La récente crise a dégagé les insuffisances du processus qui était déjà en cours après l'assassinat du Président Melchior NDADAYE. Elle a montré que le changement est un phénomène de longue durée et qui ne se décrète pas. En effet dans plusieurs collines du pays, les gens se sont entretués. Dès l'éclatement de cette crise, à Bugabira, la situation de méfiance réciproque selon que les personnes s'identifiaient à telle ou telle autre « ethnie » s'est manifestée. L'autorité locale en place n'a pas réussi à rassembler ses administrés. Par conséquent, certaines personnes se sont entassées dans des camps de déplacés à l'intérieur des frontières de la commune et d'autres ont été contraintes à se réfugier au Rwanda. Toutes les deux catégories, dans leurs nouveaux milieux de vie, espéraient pouvoir être plus ou moins protégées.

1. Intérêt et choix du sujet

L'étude sur la commune de Bugabira ne manque pas d'intérêt. Depuis les années 1980, elle est considérée comme une commune d'immigration. Les populations des provinces de Ngozi et de Kayanza quittaient constamment leurs communes pour aller s'établir en province de Kirundo surtout en communes de Busoni et de Bugabira[3]. A côté de ces immigrants, Bugabira a accueilli beaucoup de réfugiés rwandais en 1959 et en 1994. Les relations étaient telles qu'il était difficile d'opérer une distinction entre Burundais et Rwandais. De là, ces nouveaux venus influencent les attitudes et les comportements de la population de cette commune.

Même si nous ne sommes pas natif de la commune de Bugabira, mais natif de la province de Kirundo, nous avons privilégié cette commune dans la perspective de prolonger l'étude dirigée par Jean Pierre CHRETIEN, *La crise d'Août 1988 au Burundi* (1989). En effet, la commune de Bugabira est frontalière avec la commune de Ntega, une des deux communes qui ont été le théâtre du conflit (Ntega-Marangara) en 1988.

[3] CHRETIEN (J.P.), *Op. cit.*, p.12

Notre sujet de recherche est : « **Stratégies de sortie de crise en commune de Bugabira (1993-2005)** ».

Le choix de ce sujet n'a pas été un fait du hasard. En octobre 1993, le Burundi a connu « une des grandes crises de l'époque post-coloniale »[4] car il avait une « nature généralisée et [un] caractère décisif »[5]. Des déplacés de guerre apparaissent au Burundi. Des camps de déplacés sont nés. La seule commune de Bugabira en avait six en 1994. Mais en 1999, il n'y en avait aucun. Notre travail nous a alors permis de comprendre la stratégie de réconciliation adoptée et qui a réussi à Bugabira uniquement.

2. Présentation de la problématique

La crise de 1993 a montre les insuffisances de la Charte de l'unité nationale. A travers tout le pays, le désordre et l'insécurité se sont installés. A Bugabira, le tissu social a été déchiré et la peur de l'autre a vu le jour.

Passionné pour le rétablissement de la paix et de la sécurité, le nouvel administrateur de Bugabira a songé en 1995 à une stratégie de réconciliation. D'abord, il a cherché les moyens possibles pour créer les conditions favorables au développement économique. Ensuite, il a initié la pratique de réconciliation dite *Uguhamba amacakubiri* (enterrer les divisions ethniques).

Notre travail a pour objectif d'étudier les stratégies de réconciliation d'une population victime de la crise. Pour ne pas tomber dans les généralités et pour ne pas être superficiel, nous avons jugé bon d'analyser cette question sur une population bien déterminée et sur une période précise. Cette population est celle de la commune de Bugabira en province de Kirundo.

---

[4] NDAYISHIMIYE (P), *Les tentatives d'explication des crises de régimes politiques africains post-coloniaux (1960-1995) : cas du Burundi*, Mémoire, UB, FLSH, 1996, p.36

[5] *Ibidem.*

3. Hypothèses de travail

a. L'administrateur communal en place a réussi à rassembler autour de lui la population de sa commune grâce aux conditions environnantes favorables.
b. La population de Bugabira avait horreur de la guerre au regard de ce qui s'est passé à Ntega, une des communes limitrophes de même que les massacres et les tueries sélectives au sein des habitants de la même commune et a facilement adhéré aux initiatives de l'administration.

4. Délimitation du sujet

Notre travail couvre la période de 1993-2005. L'an 1993 marque le début de la crise socio-politique la plus récente. Cette crise a déchiré le tissu social et ses conséquences pèsent encore aujourd'hui sur la vie nationale. L'an 2005 marque la fin de la Transition et le remplacement de l'initiateur de la pratique de réconciliation par un autre administrateur communal, membre du parti CNDD-FDD au pouvoir actuellement.

5. Méthodologie de travail

Nous avons consulté des documents écrits et effectué un travail de terrain. En effet, la lecture des ouvrages des différents auteurs nous a permis de confronter les résultats d'enquête en commune de Bugabira aux expériences des autres observateurs qui ont écrit sur la tragédie d'octobre 1993 au Burundi ou sur d'autres thèmes qui s'en rapprochent. De plus, nous avons mené des entretiens auprès de la population de la commune ciblée et nous avons fait une enquête à l'aide d'un questionnaire. Les questions et les réponses fournies par les enquêtes auprès de 29 personnes nous a permis de connaître du dedans le déroulement de la tragédie, le climat social prévalant antérieurement et après octobre 1993 jusqu'en 2005. Aussi cela nous a aidé à analyser le comportement collectif dans la commune en question.

Comme nous venons de le signaler, notre travail sur terrain s'est réalisé grâce à un questionnaire et des entretiens tous auprès des personnes de catégories différentes (agriculteurs, fonctionnaires, adultes et vieux). Pourtant, Peter EASTON nous met en garde en disant :

« *Le questionnaire est peut-être un instrument le plus fréquemment employé dans tous les enquêtes de tout genre (pédagogique, socio-économique, administrative, etc.) mais il présente une série d'inconvénients qu'il est important de reconnaître [...]*»[6]

A travers ces propos, Peter EASTON reconnaît que le questionnaire oral ou écrit peut comporter des lacunes liées aux problèmes de fidélité et de validité. Alors, nous avons tenté de faire une interprétation des données recueillies sur terrain lors des entretiens oraux.

L'enquête que nous avons menée n'a pas porté sur tous les habitants de la commune de Bugabira. Plutôt, nous avons fait un échantillon comme nous le conseille le statisticien L.T. DAYHAW qui définit l'échantillonnage comme :

« L'opération qui consiste à prélever un certain nombre d'éléments dans l'ensemble des éléments qu'on veut observer ou traiter. »[7]

En effet, nous avons pu distribuer 24 questionnaires (8 par zone) à des personnes différentes (hommes, femmes, adultes, agriculteurs et fonctionnaires). Nous avons reçu en retour 19 questionnaires remplis. Dans le souci de compléter cette enquête, nous avons alors mené des entretiens avec des personnes natives et habitant la commune ciblée dont les agriculteurs, des lauréats du secondaire, des administratifs qui ne sont pas en fonction ou en exercice. Enfin nous nous sommes entretenu avec cinq autres personnes non originaires de cette commune et leurs témoignages nous ont été utiles. Ces dernières personnes sont natives des communes de Ntega et de Busoni, toutes frontalières avec la commune de Bugabira.

6. Difficultés rencontrées

Notre recherche sur terrain s'est heurtée à quelques difficultés. Les difficultés majeures sont entre autres :

- La contrainte financière nous a empêché d'avoir un appareil enregistreur ; ce qui nous a contraint à prendre des notes tout au long des entretiens.

[6] EASTON (P.), *L'éducation des adultes en Afrique noire*, Tome 2, Paris, Karthala, 1984, p. 33
[7] DAYHAW (L.), *Concepts et méthodes de la statistique*, Tome 1, Paris, Karthala, 1975, p. 33.

- La deuxième difficulté est liée aux mauvaises habitudes de la population enquêtée oralement dans notre zone d'étude. Cette population a tendance à monnayer l'information. Avant ou après l'entretien, certains de nos enquêtés nous exigeaient ou réclamaient à boire sous prétexte que la gorge se dessèche en parlant.
- La troisième difficulté est que les jeunes gens refusaient souvent de nous accorder un entretien concernant la « pratique de réconciliation et ses effets ». Ils nous renvoyaient chaque fois chez leurs aînés plus informés mais difficiles à trouver.
- L'autre difficulté éprouvée et non négligeable, c'est le manque de certaines données utiles et intéressantes dans les archives communales (mots de circonstance lors des rassemblements, les effectifs de la population qui regagnait les collines d'origine chaque année et l'organisation des journées de rassemblement).

7. Les grandes articulations du travail

Nous avons étalé notre travail de recherche sur trois chapitres.
Dans le premier chapitre consacré à la « Présentation générale de la commune de Bugabira», nous avons analysé les données structurelles et spécifiques de la commune de Bugabira. Il s'agit de sa localisation, son historique, son peuplement, les structures socio-économiques et les infrastructures socio-culturelles.

Dans le deuxième chapitre intitulé : « La commune de Bugabira face à la crise d'octobre 1993 », nous avons d'abord analysé le climat social antérieur de 1993 et le comportement de la population de cette commune selon l'appartenance politico-ethnique sans oublier les problèmes qu'éprouvait la population dans les camps de déplacés. Enfin, nous avons porté notre regard sur les actions humanitaires et sur l'impact de la crise sur le secteur socio-économique et sur le phénomène identitaire.

Le troisième et dernier chapitre concerne les « Stratégies de conquête de la paix à Bugabira». Nous nous sommes penché sur la sensibilisation à la paix pour mieux gérer la crise. Pour cette même gestion, nous avons pu analyser la pratique de réconciliation et ses effets immédiats qui ont permis de ressouder le tissu social.

CHAP. I : PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE DE BUGABIRA

1. Localisation de la commune de Bugabira

La commune de Bugabira est une des sept communes de la province de Kirundo. Cette province se situe au Nord-est du Burundi. Exceptée la superficie des lacs, cette province s'étend sur 1.870 km^2.[8] Elle s'étend essentiellement sur la région naturelle de Bugesera et marginalement sur la région de Bweru. Les communes de Gitobe, de Vumbi et une partie de Bwambarangwe se trouvent dans le Bweru. D'autres communes à savoir Bugabira, Busoni, Kirundo, Ntega et une autre partie de Bwambarangwe se trouvent dans la région de Bugesera.

S'étendant sur une superficie de 235,35 km^2 (y compris la superficie des eaux, soit 5,73 km^2), la commune de Bugabira se localise au Nord-ouest de la commune de Kirundo, au Nord de la commune de Ntega, à l'Ouest de la commune de Busoni. Elle est aussi limitrophe avec le Rwanda. Cette commune se situe exclusivement dans les dépressions du Bugesera sur 1000m et 1500 m d'altitude. Elle est occupée par des lacs et des vallées marécageuses.

Au Burundi, les lacs du Nord se situent dans la province de Kirundo. Ces lacs sont au nombre de huit à savoir : Cohoha, Gacamirinda, Gitamo, Kanzigiri, Mwungere, Narungazi, Rweru et Rwihinda surnommé « Lac aux oiseaux ». Parmi ces lacs, les plus importants sont Cohoha, Rweru et Rwihinda. Autour de ces huit lacs se présentent des papyrus témoignant leur faible profondeur.

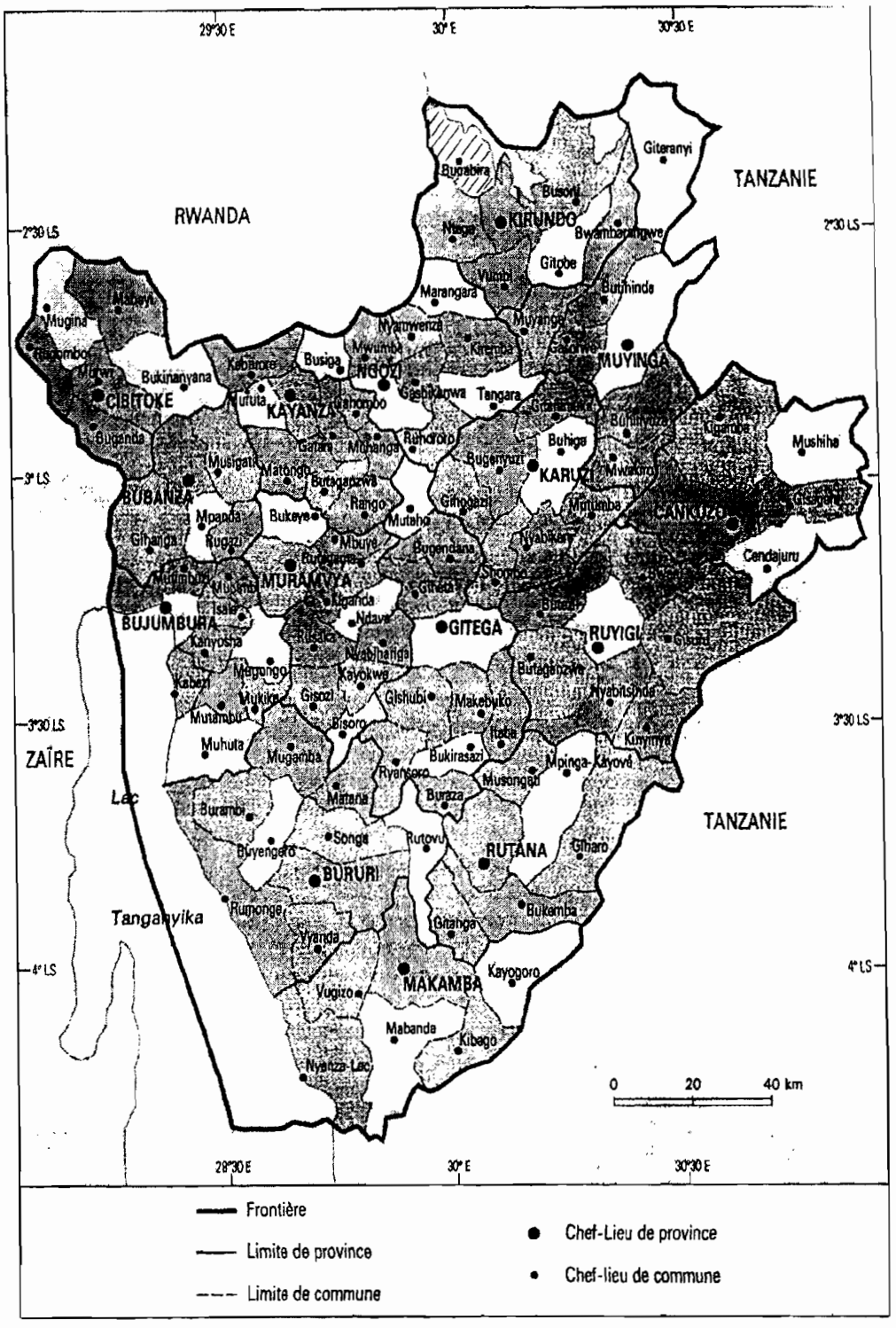
La commune de Bugabira connaît alors l'existence des lacs Cohoha, Rwihinda, Gacamirinda et Gitamo. La partie ouest de cette commune est longée par la rivière Kanyaru. Cette rivière sépare Bugabira et le Rwanda. La Kanyaru dépose des crues dans la commune de Bugabira au cours de la période pluvieuse. Les eaux des lacs Cohoha et Gacamirinda alimentent la Kanyaru. Mais celles des lacs Rweru et Kanzigiri alimentent la rivière Kagera.

[8] CHRETIEN (J.P.), *Op. cit.*, p.11.

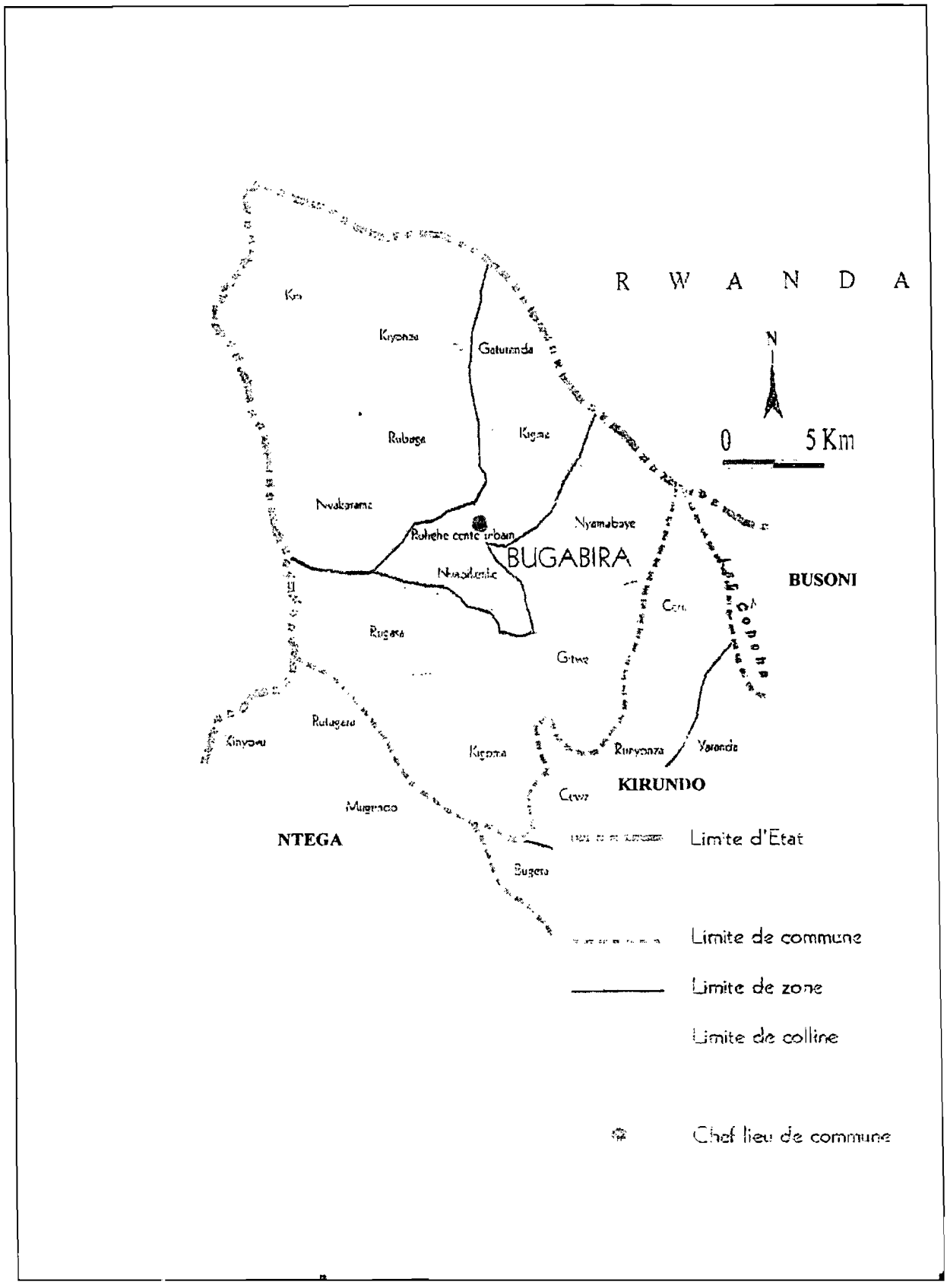
Au point de vue climatique, la région de Bugesera reste jusqu'aujourd'hui une région aride. Les pluies sont rares et irrégulières. La commune de Bugabira, se localisant dans cette région, connaît une situation particulière de même que Busoni, Kirundo et une partie de Ntega. La pluie y tombe rarement et le nombre de mois secs varie entre cinq et huit. Néanmoins, les autres communes de la province de Kirundo surtout celles qui se trouvent dans le Bweru vivent des conditions différentes car il pleut normalement. La sécheresse qui sévit souvent dans le Bugesera a depuis longtemps entrainé des conséquences néfastes sur la vie économique de la région.

Au point de vue administratif, la commune de Bugabira est subdivisée en trois zones qui sont Kigoma, Kigina et Kiyonza. Selon le découpage administratif actuel, cette commune comprend douze collines à savoir Kigoma, Gitwe, Nyamabuye, Rugasa, Nyabikenke, Kigina, Rubuga, Kiyonza, Kiri, Gaturanda, Nyakarama et Ruhehe qui est le chef-lieu de la commune.

LOCALISATION DE LA ZONE D'ETUDE



Source : NDAYIRUKIYE (S) et alii, *Géographie du Burundi*, Paris, Hatier, 1991, p.10.



Source : Atlas cartographique URAM/SPAT Kirundo, 2007, p.3.

2. Historique de la commune de Bugabira

Notre zone d'étude renferme une histoire et une évolution administrative intéressantes. En effet, la commune de Bugabira se situe dans l'ancien Royaume de NSORO NYABAREGA de la dynastie des «Bahondogo ». Cette dynastie a été inaugurée par KAGESERA du clan « hondogo » au 15è siècle et elle s'est étendue sur trois siècles. Selon VANSINA, la dynastie des « Bahondogo » a eu une puissance qui a duré jusqu'au partage de la région par les monarques burundais et rwandais[9]. Un des sites de NSORO était implanté à Cewe, une colline de la commune de Kirundo et frontalière avec la colline de Kigoma de la commune de Bugabira.

Après l'inauguration de la dynastie « ganwa » au Burundi, les monarques étaient animés d'un esprit de conquête. Ainsi, NTARE RUSHATSI unifia par force le foyer du sud et le foyer du Nord, c'est-à-dire les régions actuelles de Buyenzi, de Mugamba, de Bututsi et de Kirimiro. MUTAGA SENYAMWIZA mourut sur le champ de bataille contre les Rwandais. C'est sous son règne que sur la colline de Nyamabuye eurent des combats contre les Rwandais. Dans les combats, les Rwandais étaient faibles. C'est à cette époque que le prince GIHANA, fils de CYLIMA du Rwanda, fut envoyé en qualité de « sauveur » (umutabazi) de son pays. Il était envoyé pour se sacrifier sur le territoire burundais. Apprenant l'arrivée de GIHANA à Bugabira, MUTAGA désigna lui aussi un « sauveur » en personne d'un cousin, RURINDA, fils de GAKAMBA. Les combats étaient durs. GIHANA fut tué mais RURINDA se suicida sur le lieu de bataille. Les deux personnalités furent enterrées dans cette localité. Cet endroit commémoré encore aujourd'hui, se situe sur la colline Gitwe selon le découpage administratif local de la commune. Voulant faire remonter la frontière du pays jusqu'à Nyabarongo, MUTAGA SENYAMWIZA a perdu la guerre et a été tué sur le champ de bataille.

L'autre illustre roi du Burundi dans les combats fut NTARE RUGAMBA. Il était contemporain de YUHI GAHINDIRO, MUTARA II RWOGERA, MIBAMBWE SENTABYO, tous rois du Rwanda. La mort du prince GIHANA inquiétait ces rois rwandais qui livraient incessamment des combats contre le Burundi. Au cours de cette période, le Burundi perdit le Buyenzi rwandais actuel, un prolongement du Buyenzi burundais.

[9] NSHIMIRIMANA (J.B.), *La crise de Ntega et son impact sur la population du Bugesera (1988-1994)*, Mémoire, U.B., FLSH, 2002, p. 11.

Quant au Bugesera, cette région était convoitée par NTARE RUGAMBA (± 1800-1850) et MIBAMBWE SENTABYO (± 1796-1801). Cette région a été conquise et départagée entre les deux monarques. NTARE s'en prit au souverain du Bugesera, NSORO NYABAREGA en le promettant : « *Si tu pars au ciel, je me ferai abeille, si tu vas sous la terre, je te suivrai comme la taupe.* »[10]

Vaincu, NSORO disparut dans l'île du lac Cohoha. NTARE devrait avoir une mainmise sur le Bugesera qui s'étendait sur le mont Kigali au Nord. Mais la guerre contre NSORO inquiéta YUHI GAHINDIRO, souverain du Rwanda. Celui-ci craignait une éventuelle invasion du Burundi. Mais les deux rois sont parvenus à fixer la frontière sur les lacs Cohoha et Rweru.

Cette entente pour le partage du Bugesera n'a pas réglé une fois pour toutes les hostilités entre le roi du Burundi et celui du Rwanda. D'un côté, NTARE RUGAMBA organisa sans succès une attaque contre YUHI GAHINDIRO. De l'autre, le guerrier rwandais RUGAJU attaqua le Burundi au Nord-est. Cette expédition rwandaise se solda par un cuisant échec à Kumuharuro (Centre urbain de la province de Kirundo) dans sa tentative de prendre Shinge et Rugero mais en vain. Ces deux massifs usés par l'érosion se trouvent tout près du Lycée de Kirundo en commune de Kirundo. Cet échec de RUGAJU a laissé une expression « kirundi » en mémoire de ces durs combats : « kubura Shinge na Rugero » (perdre Shinge et Rugero). Lors de ces combats, des amas de cadavres rwandais s'observaient (Ikirundo c'imivyimba y'abanyarwanda). Cette campagne militaire est connue dans la tradition rwandaise sous l'appellation « Kumuharuro ».[11] Cette localité se trouvant non loin du lac Cohoha aurait pris le nom de Kirundo en raison de l'énorme amoncellement de cadavres rwandais.

Dans le but de gérer les conquêtes, NTARE RUGAMBA plaçait ses fils les plus valeureux à la périphérie pour contrecarrer les attaques extérieures. Le Bweru et le Bugesera ont été confiés à NDIVYARIYE. Mais la partie qui nous intéresse était sous le contrôle des descendants de MUTAGA SENYAMWIZA, les Basine jusqu'en 1930. A cette date, les Belges réorganisèrent administrativement le Royaume du Burundi et particulièrement le Bweru et le Bugesera.

---

[10] MWOROHA (E.), *Histoire du Burundi. Des origines à la fin du XIX^e siècle*, Paris, Hatier, 1987, p. 145.
[11] *Ibidem*, p. 147.

Ainsi, l'extrême-Nord du Burundi fut découpé en deux chefferies. Ce sont notamment le Bukakwa-Bukuba confié à Aloys NYAWAKIRA en 1930 et le Bwambarangwe-Busoni confié à Jean-Baptiste NTIDENDEREZA en 1944. La région de Bugabira se trouvait dans la chefferie de Bukakwa-Bukuba. Cette chefferie était une subdivision du territoire de Muhinga.

En 1960, le pouvoir colonial créa les provinces et les communes. Le Burundi comptait 36 chefferies. Celles-ci étaient subdivisées en 525 sous-chefferies. Ainsi, par ordonnance législative n°221/253 du 26 Septembre 1960, les chefferies furent supprimées et remplacées par les provinces. Ces provinces étaient au nombre de 18 : Usumbura, Bubanza, Mwisare, Cibitoke ; Ngozi, Kayanza, Muhinga, Kirundo, Gitega, Karusi, Bukirasazi, Ruyigi, Cankuzo, Rutana, Muramvya, Mwaro, Bururi et Makamba.[12] Les sous-chefferies agrandies étaient constituées en communes, entités décentralisées de base. En vertu de l'ordonnance n° 221/255 du 31 décembre 1960 portant sur la réorganisation administrative de l'Urundi, 181 communes furent créées.

Dans le souci de renouvellement et de démocratisation des institutions, les Belges scindèrent les territoires de Muhinga en deux provinces : la province de Muhinga composée par les communes de Rugari, Butihinda, Gisanze, Muyange-Gashoho, Gasorwe, Muhinga, Gisenyi, Buhinyuza et Mwakiro, et la province de Kirundo composée par les communes de Bugabira, Busoni, Butambuka, Bwambarangwe, Kirundo, Kanyinya, Ntega, Bukuba, Buzigo, Butarugera et Vumbi[13].

En 1965, les communes sont encore une fois réorganisées en tenant compte des ressources par rapport au nombre d'habitants. Les communes ont été réduites à 78. Plusieurs d'entre elles deviennent des zones. De même, la province de Kirundo fit place à l'arrondissement de la province de Muyinga. Cet arrondissement fut découpé en 5 communes (Busoni, Bwambarangwe, Kirundo, Ntega et Vumbi-Bukuba). L'ancienne commune de Bugabira devint à ce moment une zone de la commune de Kirundo.

---

[12] GAHAMA (J.), *Question d'histoire du Burundi*, Cours de la 1ère Licence, Histoire, Année Académique : 2003-2004.

[13] BUKURU (P.), *L'organisation et le déroulement des élections communales et législatives au Burundi (1960-1961)*, Mémoire, U.B., F.L.S.H., 1990, p.60.

Tenant compte des objectifs de la population, de la distance à parcourir pour arriver au centre de négoce, au dispensaire ou au chef-lieu de la commune, la deuxième République procéda à une nouvelle réorganisation du pays. A cet effet, le Premier Ministre et Ministre du plan, pour le programme gouvernemental de redressement national en 1977, affirma :
« *Les limites des communes, des arrondissements et même des provinces sont à retoucher. Plusieurs handicaps sont nés d'une délimitation ne tenant pas compte de certaines réalités. C'est ainsi que plusieurs collines sont souvent à des distances parfois trop grandes du chef-lieu de la commune, de l'arrondissement, ce qui handicape le travail administratif.* »[14]

Le long parcours dont parlait ce dirigeant de la deuxième République était une réalité pour la population de notre zone d'étude. Elle devait faire une longue marche pour aller demander un service administratif ou pour saisir la justice. La nécessité de construire des infrastructures administratives et sociales était fort ressentie par la population. La population de Bugabira qui s'estimait à 30.227 habitants en 1979 n'avait ni bureau communal proche, ni tribunal de résidence et encore moins de bureau d'Etat-civil proche. Pour faire enregistrer un nouveau-né ou tout simplement pour déclarer la mort d'une personne, il fallait au moins parcourir 27 kilomètres. Et pour obtenir la justice au tribunal de résidence, il fallait parcourir aussi 40 km environ. Suite à cette distance, les gens se déplaçaient la nuit avant l'aube ou allaient passer ailleurs la nuit chez les parentés habitant près du bureau ciblé sous peine de trouver les portes fermées.

Ces contraintes ont été atténuées par la réforme administrative de 1982. Cette dernière faisait suite à l'approbation par référendum de la Constitution du 18 septembre 1982. Cette Constitution sera promulguée le 20 septembre 1982. En vertu du décret-loi n° 1/29 du 24 septembre 1982, le Burundi subit une nouvelle délimitation des provinces et des communes. Kirundo retrouva son ancien statut de province perdu en 1965 et Bugabira retrouva sans détours celui de commune. La province de Kirundo est, dès lors, composée de 7 communes à savoir Bugabira, Busoni, Bwambarangwe, Gitobe, Kirundo, Ntega et Vumbi. Le Centre urbain de la province se trouve en commune de Kirundo.

[14] BANYANKIYE (M.), *Evolution politico-administrative en territoire et province de Bujumbura (1933-1993)*, Mémoire, U.B., FLSH, 1999, p. 54.

3. Le peuplement de la commune de Bugabira

Le peuplement de Bugabira s'inscrit dans le cadre de l'occupation de la province de Kirundo. Jusque vers la fin des années 1960, cette province avait des espaces vides d'hommes très importants.
C'est pourquoi elle constitue, comme le souligne Jean Pierre CHRETIEN, « *une région traditionnelle d'immigration pour les régions les plus peuplées du pays et les mouvements d'installation continuent à se renforcer* [...]. »[15]

Ainsi, la province de Kirundo est peuplée pour la plupart par les populations venues d'autres régions. Mais il y avait depuis longtemps des foyers de peuplement moins denses comme l'attestent les enclos de NSORO NYABAREGA. Ces enclos étaient dispersés ça et là au Nord-est du pays. Il y avait les enclos de Marembo (en commune de Busoni), l'enclos de Yaranda, de Munzenze, de Kirundo, de Karamagi et de Cewe (en commune de Kirundo), les enclos de Gitwenzi et de Mwendo en commune de Ntega), d'autres enclos se trouvaient en commune de Vumbi. NSORO n'avait aucun site en commune actuelle de Bugabira. L'inexistence de sites à Bugabira explique que, à ce temps-là, notre zone d'étude avait une poignée d'habitants. Sa grande partie était constituée d'une savane boisée habitée par les animaux sauvages. A ce propos, Gérard RUGEMINTWAZA note que « *d'après le recensement de 1931, la population des communes Kirundo-Bugabira était estimée à 19.462 habitants, soit une densité de 43,64 hab/km*^{2}. »[16]

Cette population se concentrait dans la commune de Kirundo au bord des lacs, dans les vallées marécageuses à terres fertiles. Néanmoins, cet espace était insalubre et devrait influencer négativement le peuplement de la région. Ce peuplement ne s'explique pas uniquement par cette raison naturelle. D'autres raisons sont les séquelles de l'expansion coloniale des Allemands et les disettes sans oublier les famines fréquentes qui entravaient la croissance démographique jusque dans les années 1960.

---

[15] CHRETIEN (J.P.), *Op. cit.*, p. 11.
[16] RUGEMINTWAZA (G.), *Evolution démographique des communes Kirundo/Bugabira d'après les registres missionnaires de Kanyinya (1940-1990)*, Mémoire, U.B., FLSH, Bujumbura, 1992, p. 10.

L'explosion des naissances fut la conséquence de la maîtrise des épidémies (qui menaçaient la population) par le pouvoir public. Elle survint aussi au moment où le climat est devenu clément dans cette localité de Bugesera. L'accroissement naturel de la population ne suffit pas pour justifier l'augmentation de la population à Bugabira. Plutôt, il convient d'ajouter les immigrants des régions les plus peuplées du Burundi surtout les provinces de Kayanza et de Ngozi.

D'autres populations migrantes sont associées à la mobilité des chefs comme le soulignait le Professeur Christian THIBON quand il écrit :

« *L'expansion territoriale et le renforcement du pouvoir central réalisés par NTARE RUGAMBA et par MWEZI GISABO ne l'ont été qu'après un accroissement du peuplement et grâce à lui.* »[17]

En effet, les chefs ont joué un rôle important dans l'occupation des régions périphériques comme celle de Bugabira. Cette localité était confiée aux Basine après la conquête du Bugesera. En 1930, Aloys NYAWAKIRA a été placé à la tête de Bukakwa-Bukuba et emmenait une population depuis Muramvya.

« *Le chef Nyawakira procéda au limogeage de certains sous-chefs trouvés sur place notamment les Basine, emmenant de Muramvya avec lui 30 [...] et d'autres courtisans, etc. Certains d'entre eux n'ont pas eu de sous-chefferies à commander.* »[18]

L'avènement des chefs et des courtisans n'a pas épuisé la totalité de l'espace à Bugabira. L'occupation des terres s'est faite timidement et progressivement. A partir de 1960 jusqu'en 1980, de nouveaux-venus sous forme de pionniers sont installés dans cette zone. A cette époque, quelques centres sanitaires ruraux ont été construits et des cultures non saisonnières se sont intensifiées. Pour cela, les maladies et les famines étaient un peu maîtrisées. Et le mouvement migratoire était soutenu par la politique nationale de redistribution spatiale de la population burundaise sous le régime de la deuxième République surtout.

---

[17] THIBON (C.), *Démographie historique*, Cours de la 1ère Licence, Histoire, 1991 cité par RUGEMINTWAZA (G.), *Op. cit.*, p. 14.

[18] *Ibidem*, p.17.

A cette époque, la pression démographique était à l'origine d'un déséquilibre entre terre et population. Ce déséquilibre est souvent lié aux départs des personnes pour la recherche d'autres terres. Que ce soit en Afrique en général ou au Burundi en particulier, et surtout que l'économie du pays repose sur l'agriculture, la recherche des terres cultivables est une préoccupation permanente. Face au manque des terres arables, les populations des provinces de Kayanza et de Ngozi se sont lancées dans un mouvement migratoire à destination des provinces de Kirundo et de Muyinga. En province de Kirundo, les communes de Bugabira et de Busoni étaient plus visées par ce phénomène.

En réalité, le peuplement de Bugabira a été complexe. A côté des raisons économiques, les raisons socio-politiques ne sont pas à négliger. D'après Gérard RUGEMINTWAZA, « *les premiers Rwandais traversent la Kanyaru à partir de 1959 et s'installèrent sur les collines Rugasa, Gaturanda, Kiri, Kigina, frontalières du Rwanda et plus tard un camp de réfugiés a été construit sur la colline Bugera en commune de Kirundo.* »[19]

En effet, en novembre 1959, s'est opérée « une révolution sociale » au Rwanda. Cette révolution a emporté des vies de certains Rwandais de l'ethnie tutsi et hutu. D'autres rescapés ont franchi les frontières burundo-rwandaises ou ont fui vers l'Ouganda ou ailleurs. Au Burundi, ils se sont installés dans plusieurs coins du pays surtout au Nord. Une partie de ces réfugiés s'installa à Bugabira. Aussi dans la période de 1963-1964, d'autres Rwandais vinrent au Burundi pour des raisons sécuritaires. De même en 1973, après la prise du pouvoir par Juvénal HABYARIMANA, d'autres Rwandais fuient leur pays. Pas mal d'entre eux ont réussi à s'infiltrer dans la couche paysanne dans certaines zones d'accueil. Et ce mouvement se répercuta immédiatement sur la langue et la culture au cours des années au sein de la population burundaise. A ce sujet, MURARA est on ne peut plus clair quand il écrit :

« *Les populations frontalières de Kirundo sont marginales de par leur situation géographique, le sont aussi pour des raisons historiques et linguistiques. Populations marginales et ambiguës dans la mesure où elles participent à deux espèces ou aux systèmes de cultures pour autant qu'il n'y ait pas de trop grandes ruptures linguistiques.* »[20]

---

[19] RUGEMINTWAZA (G.), *Op. cit.*, p.109.

[20] MURARA (J.), *La population étrangère au Burundi: un fait social et économique*, Mémoire, U.B., FLSH, 1982, p. 72.

Mise à part la position géographique de Bugabira frontalière avec le Rwanda, l'infiltration des Rwandais dans cette contrée a fait qu'il y ait confusion de culture et de langue. A écouter les habitants de cette commune parler, il y a difficulté d'opérer une distinction entre Burundais et Rwandais. La langue parlée est proche du « Kinyarwanda». Certains noms des personnes ressemblent aux noms des Rwandais, c'est le cas de MUKARWEGO, RWAMWIZA, IYARWEMA, GASONI, KABERA, NYIRIMANA, CYAGUPEWA, NYIRANDAGIJIMANA, etc.

Enfin, l'autre cause d'immigration dans cette localité est de type matrimonial. Les femmes quittent parfois leurs familles pour aller se marier à Bugabira. Mais cette forme d'immigration n'est pas accentuée. Néanmoins, il y a des Rwandais(es) qui trouvent des épouses (époux) au Burundi et vice-versa notamment à Bugabira.

Cette forme d'immigration de type matrimonial a été soulignée par tous nos enquêtés.

Il importe de signaler que la population de Bugabira évolue rapidement. En effet, d'après les données issues des recensements de la population de 1979 et 1990, les effectifs des habitants s'évaluaient respectivement à 30.227 et à 49.786. Cette situation dépend du mouvement naturel de la croissance mais dans les années 1980, les soldes migratoires justifiaient cette croissance.

Le mouvement migratoire opéré à Bugabira a généré des effets négatifs et positifs. Ainsi, l'occupation des terres par les migrants entraine aujourd'hui un conflit entre éleveurs, natifs et agriculteurs, immigrants venus de Ngozi et de Kayanza. Pourtant l'apport positif est remarquable car les immigrants ont développé une économie monétaire basée sur le commerce des produits vivriers. Donc, et les natifs et les immigrants s'occupent de l'agriculture pour la subsistance et pour le marché si le problème climatique ne se pose pas. Néanmoins, l'élevage du bétail reste en grande partie l'activité des natifs et l'élevage du porc celle des immigrants.

En somme le peuplement de notre région d'étude serait fonction du processus d'expansion vers le Nord-est du Burundi. Ce mouvement de la population faisait suite aux mutations des chefs, à des pressions démographiques et à des crises politiques qui ont secoué l'ensemble de la région.

De même, la nouvelle tendance du développement du pays sous le régime de la deuxième République a joué un rôle non négligeable dans l'occupation du Nord et en particulier l'occupation de Bugabira qui était une zone quasi-forestière.

4. Les aspects socio-économiques

a. L'agriculture

Selon le Dictionnaire le Petit Robert, l'agriculture est la culture du sol et d'une manière générale, l'ensemble des travaux transformant le milieu naturel pour la production des végétaux et des animaux utiles à l'homme. Cette activité qui pousse l'homme à exploiter la terre dans le souci de produire ce dont il a besoin est multiséculaire au Burundi. Ce pays a une économie basée sur l'agriculture. La quasi-totalité de la population vit de cette activité agricole. En province de Kirundo, l'activité agricole offrait de bons rendements. La province était, jusqu'en 1998, considérée comme le grenier du pays.

1°. Les principales productions agricoles

En province de Kirundo, l'agriculture n'est pas modernisée. L'engrais chimique n'est pas utilisé. Les fertilisants utilisés sont les débris en décomposition et les déchets des animaux domestiques. Mais la terre tend à s'épuiser suite à la pression démographique et à l'exiguïté des terres.

A Bugabira, la population cultive les plantes traditionnelles (sorgho, haricot, arachide,...) et d'autres qui sont d'imposition coloniale (café). L'activité agricole dans cette région dépend étroitement du régime des pluies. En temps normal, on cultive la pomme de terre, le haricot, le soja, le petit pois, le tourne-sol, l'arachide, le manioc, le bananier, la colocase, le maïs, la patate douce, les légumes, les choux, les poireaux, les tomates, l'igname, la courge, le sorgho, ... Certaines de ces plantes sont associées sur un même champ (haricot + petit pois + colocase + maïs ou haricot + arachide + maïs, ...). Suite à la rareté des terres et de la pression démographique, la population cultive aussi le haricot dans la bananeraie.[21]

[21] Résultats d'enquête (Bugabira, Avril 2009).

Certaines cultures procurent de l'argent à la population. C'est le cas du sorgho, du café, et de la banane. Le sorgho sert à la fabrication de la bière de sorgho. Cette boisson est depuis longtemps consommée lors des fêtes en famille. Quant à la banane, elle est consommée cuite ou sert à la fabrication de la bière. La banane à bière est très prépondérante sur quelques collines et occupe de vastes étendues souvent loin des maisons d'habitation.

Depuis 1988, le climat n'est pas clément dans la région de Bugesera et particulièrement à Bugabira et à Busoni. La production du café, du sorgho et du haricot tend à disparaître suite à la sécheresse. Le manioc qui résistait à la sécheresse est menacé par la mosaïque du manioc. Pour pouvoir survivre, la population habitant le littoral des lacs ou de la rivière Kanyaru cultive certaines plantes comme les légumes, les choux, les oignons, le poireau. Toutefois le rendement reste faible comme l'exprime Evariste KAMANZI:

« *Barima ibitunguru, amashu, itomate ; eka ibintu vy'imboga. None ivyo vyoheza bigatunga abantu ?* »[22]

Traduction libre:
« On cultive les oignons, les choux, les tomates ; simplement les légumes. Pensez-vous que la population peut vivre uniquement de ces plantes ? »

Les perturbations climatiques observées ces dernières années ont contraint la population à la mise en valeur du littoral des lacs. Pour une bonne exploitation de cet espace, des gens se sont réunis en associations d'agriculteurs.

Ces associés bénéficient de la part de l'Organisation Non Gouvernementale (ONG), Agro Action Allemande, des pompes à pédale qui leur permettent d'irriguer leurs champs. Encore une fois, l'espace exploité reste insuffisant pour couvrir les besoins alimentaires de toute la population.

La baisse de la production a affecté et la population et la commune. Certaines gens quittent souvent leur commune pour aller chercher de quoi manger ailleurs dans d'autres régions du Burundi ou au Rwanda.

[22] KAMANZI Evariste, Enquête orale, Nyamabuye, Mai 2009.

De même, la commune de Bugabira souffre de cette pénurie de denrées alimentaires du fait que les taxes communales ne sont plus perçues et cette situation entrave le développement de cette commune.

2°. Les contraintes agricoles

Généralement, la province de Kirundo est une région aride. Sa grande partie dont Bugabira s'étend sur la région de Bugesera. Cette région connaît la rareté des pluies depuis des années. Elle est sujette à des famines presque permanentes. Comme le note Gérard RUGEMINTWAZA, les plus importantes de ces famines se sont produites dans les dates suivantes : 1904-1909, 1916-1918, 1921-1923, 1925-1928, 1928-1930, 1931-1933, 1935-1936, 1941-1944. Le tableau suivant renseigne sur les noms qui ont été donnés à ces famines et leurs causes.

Tableau 1 : Chronologie des famines dans le Nord-est

Année	Nom de la famine	Les causes
1904-1909	RUMANYAMASUNZU ou KAMARAMAZA	- Campagne contre les chefs dissidents du Nord-est ; - Invasion des chenilles et des criquets ; - Manque des précipitations.
1915-1918	KIGOYI ou RUMANURIMBEBA	- [Deuil royal et guerre contre les Batare insoumis] ; - Méfaits de la première Guerre Mondiale ; - Mauvaise récolte du sorgho et d'éleusine.
1921-1923	RUYAGA	- Forte sécheresse
1925-1928	RUHEMURINTAKEKWA ou GAKWEGE	- Forte sécheresse ; - Maladie de charbon ; - Invasion des criquets.
1928-1930	RWAKAYIHURA	- Sécheresse
1931-1933	-	- Sécheresse - Invasion des sauterelles
1935-1936	GAHEMBE	- Sécheresse
1941-1944	RUZAGAYURA	- Longue sécheresse

Source : RUGEMINTWAZA (G.), *Op. cit.*, p. 25.

A voir ce tableau, nous constatons que parmi les causes des famines qui ont secoué le Nord-est du pays se trouve la sécheresse quasi-permanente. Aussi constatons-nous que ce même tableau n'est pas exhaustif. Dans les années 1980, cette partie du Burundi a connu une famine, Kagunira. Et depuis 1999, après une longue période d'abondance, la région de Bugesera connaît une insécurité alimentaire avec la famine surnommée Kigoyi.

Toutefois, dans la commune de Bugabira, les contraintes agricoles ne sont pas liées uniquement à la sécheresse. Les pluies excessives et la pression démographique y sont aussi pour une grande part.

b. L'élevage

Au Burundi, l'élevage est souvent associé à l'agriculture. On élève pour le fumier ou pour que la bête participe à l'économie du ménage. A Kirundo, l'activité agro-pastorale est une réalité. Cette activité génère souvent des problèmes entre agriculteurs et éleveurs. On élève le gros bétail, le petit bétail et les volailles. Néanmoins, les problèmes liés à cette activité ne sont pas de fraîches dates comme le dit Emile MWOROHA :

« *Les contradictions nées à cette époque entre les intérêts de l'élevage et ceux de l'agriculture sur les hauts plateaux de plus en plus peuplés du Burundi central ont sans doute trouvé leur solution dans les conquêtes de NTARE RUGAMBA : la nouvelle phase d'expansion qui s'ouvre à la fin du siècle [18ème siècle] par le partage du Bugesera fournit le supplément de terres nécessaires.* »[23]

Face à la pression démographique, la rareté de pâturages s'annonce. Des conflits entre éleveurs et agriculteurs s'observent fréquemment. Les premiers cherchent le pâturage et les seconds s'inquiètent de l'endommagement de leurs champs par les vaches.

Avec la crise socio-politique de 1993, l'activité pastorale a été fortement perturbée. Dans le but de la réhabilitation du cheptel, un organisme gouvernemental PRASAB (Projet de Réhabilitation du Secteur Agricole et de gestion durable des terres au Burundi) intervient pour relancer l'élevage.

[23] MWOROHA (E.), *Op. cit.*, p. 138.

Quelques personnes surtout associées bénéficient des animaux domestiques de race locale (chèvre) ou moderne (bouc). Cet organisme donnait aussi le gros bétail de type Frisonne aux personnes capables de l'entretenir. Ce bétail est élevé pour son lait. Pour bénéficier de la part du PRASAB d'une vache, les personnes devaient se réunir en association et s'organiser pour planter des herbes fourragères qui serviraient à nourrir le bétail.

D'une manière générale, la population de Bugabira pratique l'élevage intensif. L'éleveur quitte le domicile la matinée et retourne le soir avec ses animaux. Pendant la période de sécheresse, les éleveurs abattent leurs bêtes pour avoir de l'argent afin de nourrir les familles.

c. La pêche

Au Burundi, la pêche est pratiquée depuis longtemps. Pendant la colonisation, elle a connu un essor rapide sur le lac Tanganyika où on pratiquait à la fois la pêche traditionnelle, artisanale et semi-industrielle. La pêche traditionnelle dite coutumière se pratiquait sur le lac Tanganyika et sur les lacs du Nord. Les pêcheurs utilisent des pirogues en bois et se munissent des torches. Cette pêche se déroule à proximité des côtes durant toute la nuit. Les pêcheurs sont deux dans une pirogue. L'un rame et entretient la torche et l'autre lance le filet. Toutefois, à côté de cette technique de pêche, existe une autre qui est individuelle et simple. Pour celle-ci, une personne utilise toutes sortes de cordages munis d'hameçons et un roseau, un appât est attaché sur l'hameçon.

Les pêcheurs burundais s'intéressent beaucoup à la pêche traditionnelle (moins coûteuse) surtout dans les lacs du Nord. Mais comme le dit Sylvestre NDAYIRUKIYE, la pêche traditionnelle a été améliorée vers la fin de la colonisation :

« *L'amélioration de la pêche coutumière se double de la mise en place dans les années 1954-1955 de la pêche artisanale afin de protéger l'activité autochtone au moment où apparaît la pêche industrielle pratiquée par les Grecs.* »[24]

[24] NDAYIRUKIYE (S.) *et alii, La Géographie du Burundi*, Paris, Hatier, 1991, p. 183.

L'amélioration de la pêche sur le lac Tanganyika est l'œuvre des Grecs. Sur ce lac se pratiquaient en parallèle la pêche traditionnelle et la pêche industrielle. De même sur les lacs du Nord, la pêche a été améliorée surtout sur le lac Rweru où se trouvait un Grec connu sous le nom de NICHO. Celui-ci s'était installé à Nyagisozi en commune de Busoni. Il était aidé par les Congolais. Il pratiquait la pêche coutumière. Le poisson capturé n'était pas traité sur place. Il se vendait frais. Ces pêcheurs sont partis après l'éclatement de la crise de 1993. Leurs maisons ont été détruites.

Bien que la pêche, dans la région de Bugesera, soit de type traditionnel, les pêcheurs s'organisent en associations et ils bénéficient des aides pour pouvoir améliorer leur activité et parvenir à réduire la famine. Néanmoins, les prises de poissons ne sont pas très importantes. Pour augmenter la production, les pêcheurs en associations ont adopté la pisciculture.

A Bugabira, sur le lac Gacamirinda, certaines personnes sont associées. Les espèces de poissons ne sont pas très variées mais le poisson le plus capturé est de type Tilapia. Ce poisson se reproduit rapidement.

Certains pêcheurs utilisent un matériel non adéquat. C'est le cas notamment de l'utilisation des moustiquaires. Ce matériel détruit l'écosystème au niveau du littoral. Le Collectif des Associations, en encadrant les pêcheurs, tend de décourager ces pratiques.

La pêche, en province de Kirundo, n'engage pas beaucoup de dépenses chez les pêcheurs. Grâce aux prises de poissons, si minimes qu'elles soient, cette activité est rémunératrice et attire beaucoup de personnes. Les poissons capturés constituent un complément alimentaire et participent à l'économie des ménages des pêcheurs. Aussi le commerce du poisson frais ou séché bien qu'il soit moins développé, participe-t-il au développement de la commune du fait qu'il fournit des taxes sur les poissons vendus. Ce commerce se fait essentiellement dans les centres de négoce locaux. Ceci pour dire que les produits de la pêche des lacs du Bugesera sont vendus, là, à bas prix.[25]

[25] NDAYIRUKIYE (S.) *et alii, Op. cit.*, p. 183.

5. Les infrastructures socio-culturelles

a. Le secteur éducatif

Dans tous les pays du monde, l'analphabétisme est incompatible avec le développement social, politique et économique. Il est alors combattu grâce à la mise en œuvre des moyens permettant à assurer la formation et le développement d'un être humain. Ainsi, les leaders politiques des différents pays dont le Burundi veulent promouvoir le développement de leurs pays tout en commençant par la scolarisation des jeunes enfants. Ces personnalités s'inscrivent dans la logique de Jacques HALLAK qui les conseille à « *donner des priorités [...] à l'éducation, éradiquer un analphabétisme très répandu et de former les ressources humaines qualifiées nécessaires au développement.* »[26]

En Afrique, le secteur éducatif est la préoccupation des dirigeants politiques. L'objectif est de former des intellectuels qui pourront prendre en main les destinées de leurs pays respectifs. Cette formation débute par l'enseignement de base où, dans certains pays dont le Burundi, elle est gratuite. Ensuite elle se poursuit dans le secondaire et s'achève pour les plus courageux avec l'enseignement supérieur.

1°. Le primaire

A Bugabira, dans les années 1980, la population jeune était en croissance rapide. Cette jeunesse avait besoin d'un encadrement scolaire.[27] Les écoles primaires étaient quasi-inexistantes. La population immigrante s'est montrée demanderesse d'une formation de ses enfants. C'est pourquoi en 1976, cette population fournit une main d'œuvre pour construire une école primaire sur la colline de Kigoma. Cette école était destinée au premier degré. Certains enfants interrompaient leurs études à ce niveau. D'autres du second degré devraient se rendre à Kanyinya pour continuer leur formation ou à l'école primaire de Murama en commune de Kirundo. D'autres enfants ayant terminé le premier degré à Kigoma allaient à Kuntega en commune de Ntega. Pour le second degré, l'école était choisie selon que la distance était longue ou courte. Et dans l'impossible les écoliers préféraient abandonner.

---

[26] HALLAK (J.), *Investir dans l'avenir : définir les priorités de l'éducation dans le monde en développement*, Paris, Harmattan, 1990, p. 59.

[27] RUGEMINTWAZA (G.), *Op. cit.*, pp.114-115.

En 1977, une autre école primaire a été construite sur la colline de Kigina dans le souci de désengorger la première. Une fois de plus, la population immigrante a fourni sa main d'œuvre. La population autochtone n'avait pas encore senti le bien fondé de tel service public. Dans leurs habitudes, les immigrants construisent les maisons d'habitation le long de la route et en agglomération. Cette édification a favorisé l'implantation de multiples infrastructures socio-économiques dont les écoles.

La rareté des écoles primaires était perçue dans toute la province de Kirundo. Cela constituait un grand handicap en matière d'enseignement formel. Petit à petit et à compte gouttes, les infrastructures scolaires se multipliaient. Ainsi, en 1992, la situation scolaire à Kirundo se présentait comme suit :

Tableau 2 : Situation scolaire en 1992

Communes	**Ecoles complètes**	**Ecoles non complètes**
Bugabira	9	-
Busoni	14	5
Bwambarangwe	10	1
Gitobe	8	2
Kirundo	11	2
Ntega	7	6
Vumbi	9	4
Totaux	68	20

Source: NSHIMIRIMANA (J.B.), *Op. cit.*, p. 26.

A voir ce tableau comparatif, les communes de Bugabira, Gitobe et Ntega étaient moins fournies que les autres. Néanmoins dans toute la province de Kirundo, les infrastructures scolaires ne suffisaient pas. A ce problème, il convient d'ajouter la disparité et la répartition des infrastructures scolaires au sein d'une même commune. A Bugabira, en 1992, il y avait neuf collines subdivisées en 45 sous-collines. Il y avait des collines qui avaient deux écoles chacune et on pouvait voir une colline sans école. Par conséquent, beaucoup d'enfants parcouraient de longues distances pour aller à l'école. Ce long trajet décourageait rapidement les écoliers dont certains abandonnaient en cours de route leur formation.

Cette situation-problème semble être remédiée en ces dernières années. Dans toute la province et en l'occurrence en commune de Bugabira, le nombre d'écoles a considérablement augmenté.

Toutefois, on observe toujours des enfants qui abandonnent l'école. Ces abandons s'expliquent par divers facteurs. D'abord, en cas de bonne récolte, les revenus émanant de la production agricole détournent un bon nombre d'enfants du chemin de l'école. Ensuite, la pêche et le commerce prospères sur la frontière avec le Rwanda influencent négativement la scolarisation de certains enfants. Enfin, la famine sévissant dans la région oblige quelques écoliers à rester à la maison afin de chercher de quoi manger.

En vue de limiter ces abandons dus à la famine, des cantines scolaires ont été implantées dans certaines écoles primaires avec l'année scolaire 2000-2001. L'ONG « Agro Action Allemande » fournit la nourriture aux écoles ciblées en province de Kirundo. Cette aide alimentaire est composée essentiellement de la farine de maïs, haricot, huile de coton, sel, ... et des assiettes. Les écoliers amènent l'eau et le bois de chauffage chaque matin des jours ouvrables. Les parents, à tour de rôle, viennent à l'école pour préparer la nourriture destinée aux écoliers fréquentant cet établissement. Mais la situation n'a pas été maîtrisée totalement. Des écoliers déserteurs persistent. L'explication est tout à fait simple : la nourriture s'offre la journée et certains enfants, à la maison, dorment quelques fois ventre affamé. Cela contraint certains enfants à s'absenter souvent à l'école ou encore les enfants attendent impatiemment le nouveau repas sans se soucier de la formation scolaire. D'où à la fin de l'année, le rendement devient médiocre.

Pour une promotion d'écoliers débutant la première année, peu d'enfants arrivent en $6^{ème}$ année primaire. Parmi ceux-ci, peu d'écoliers terminent avec succès l'école primaire. Même ceux qui s'en tirent un peu bien sont pour la plupart admis aux collèges communaux. Peu de lauréats sont orientés dans les lycées. Ceux qui échouent sont presque laissés à eux-mêmes car il n'y a presque pas d'écoles ou centres de formation professionnelle (à Bugabira) qui puissent les récupérer.

A titre illustratif, le tableau ci-après renseigne sur le degré de réussites au Concours National, édition 2003, pour chaque direction scolaire à Bugabira.

Tableau 3 : Réussites au Concours National, Edition 2003 à Bugabira

Direction scolaire	Effectif total	Nombre de réussite	Pourcentage
KIYONZA	71	34	47,8
NYAMABUYE	43	16	37,2
RUBUGA	39	38	97,4
RUHEHE	44	25	56,8
MUYANGE	130	54	41,5
KIGINA	81	58	71,8
RUGANA	92	47	51,8
TOTAL	500	272	54,4

Source : Tableau fait par nous-même sur base des données trouvées à l'inspection communale de l'enseignement de base de Bugabira.

2°. Le secondaire

La commune de Bugabira souffre du manque d'établissements secondaires. Elle en dispose quatre dont un Lycée communal. Ces établissements sont répartis dans trois zones : la zone de Kigina pour le Lycée Communal de Bugabira, la zone de Kigoma pour le Collège Communal de Muyange et la zone de Kiyonza pour les Collèges Communaux de Kiyonza et de Kiri.

Le problème commun à ces écoles est le manque d'enseignants en qualité et en quantité. Toutefois, ce problème d'éducateurs est moins ressenti au Lycée communal installé au centre communal. Le manque d'enseignants est cruellement ressenti dans les autres collèges communaux. Selon Léonidas KARERANGABO, il est rare qu'on trouve des enseignants qualifiés dans ces collèges communaux :

- Au Collège communal de Muyange, le Directeur a un niveau humanité E.T.S. (Ecole Technique Secondaire) avec un corps enseignant de huit professeurs :
    - Deux professeurs qualifiés (I.P., E.N.S) ;
    - Six humanistes enseignants (Scientifique, Normale, Lettres Modernes)

- Au Collège Communal de Kiyonza, la situation semble être similaire. L'école dispose d'un corps enseignant de six professeurs. Trois professeurs dont le Directeur ont un niveau universitaire mais trois autres enseignants sont des humanistes.[28]

Le Lycée Communal de Bugabira est la seule école dans cette commune disposant d'un cycle supérieur. Ce Lycée ne peut pas accueillir tous les lauréats de la localité ayant terminé avec succès la dixième. Certains élèves sont orientés au Lycée Communal de Bugabira et d'autres sont orientés dans différentes écoles de la province de Kirundo (Lycée de Mukenke en commune de Bwambarangwe ; Lycée de Kirundo, Lycée de Kanyinya et I.T.A.B. Kigozi en commune de Kirundo). D'autres élèves sont orientés dans les autres provinces (Muyinga, Ngozi, ...).

Tout comme pour le primaire, certains élèves désertent l'école presque pour les mêmes raisons. Mais plus qu'à l'école primaire, des jeunes filles tombent enceintes et interrompent temporairement leurs études et retournent à l'école après l'accouchement. Les auteurs de ces grossesses peuvent être les enseignants, les commerçants, les agents de l'ordre ou les élèves. A ce propos, Pascaline KWIZERA s'exprime :

« *Abakobwa bamwe bamwe baratwara inda kandi baciga. Nk'abo muri komine y'iwacu [Bugabira], hari abazitwazwa n'abo bigana, abasoda, canke abadandaza. Emwe, hari n'uwo nzi yayitwajwe n'umwarimu yamwigisha muri « collège », ariko yaciye amutwara.* »[29]

Traduction :
« Certaines filles tombent enceintes étant encore sur le banc de l'école. Chez nous [à Bugabira], elles sont engrossées soit par leurs camarades d'école, soit par les soldats ou par les commerçants. Je connais un cas d'une fille dont le responsable de la grossesse était son professeur qui l'a prise en mariage par après. »

[28] KARERANGABO (L.), Professeur au Lycée Communal de Bugabira, entretien oral, Ruhehe, 13 mai 2009.
[29] KWIZERA (P.), Lauréate des humanités pédagogiques, Entretien oral, Ruhehe, juin 2009.

b. Le secteur sanitaire

La province de Kirundo connaît une insuffisance des infrastructures sanitaires. Dans plusieurs coins, les habitants d'une zone se font soigner dans un seul centre de santé. Le manque de ces infrastructures est inquiétant en commune de Bugabira. Dans cette commune, le paludisme et les maladies diarrhéiques y restent des affections les plus fréquentes.

Jusqu'en 1990, la commune de Bugabira disposait d'un seul centre de santé. Il était construit à Ruhehe au chef-lieu de la commune. La situation s'est améliorée petit à petit. Aujourd'hui, chaque zone possède au moins un centre de santé. Toutefois, ces infrastructures restent insuffisantes comme l'expriment nos enquêtés :

« *[...] Hari abanyagihugu barinda kuja kwivuza mu yandi makomine kubera babona ariho hafi kuko ng'aha mu Bugabira usanga amavuriro ari kure na kure ; kuko ari make bidashoboka ko yakira abarwayi bose nk'uko bavyipfuza.* »[30]

Traduction :
« Certaines personnes vont se faire soigner dans d'autres communes limitrophes où les distances leur paraissent abordables car ici à Bugabira les centres de santé sont très peu nombreux et ne peuvent pas satisfaire tous les patients. »

Un autre enquêté nous a dit :
« *Hariho abarwayi barinda kuja kwivuza muyandi ma komine nka Ntega, canke aho ari ugasanga ni kure yaho tuba.* »[31]

Traduction :
« Il existe des malades qui vont se faire soigner dans d'autres communes dont Ntega. Même le peu de centres de santé existant sont éloignés de nos ménages. »

Une autre informatrice Cassilde MURERWA nous a précisé que les habitants d'une zone se partagent un seul centre de santé : « *Izone yose isangiye ivuriro rimwe.* »[32] (« Toute une zone possède un seul centre de santé »).

[30] NCUTI Antoine, 55 ans, Enquêté, Nyakarama, Avril 2009.
[31] MIBURO Jean-Paul, 34 ans, Enquêté, Kigoma, Avril 2009.
[32] MURERWA Cassilde, 34 ans, Enquêté, Ruhehe, Avril 2009.

Tous nos enquêtés ont souligné la rareté des infrastructures sanitaires. Un habitant de la colline de Kiri, très éloigné du chef-lieu communal nous a précisé ceci :

« *Amavuriro muri ino komine [Bugabira] ntakwiye kuberako umurwayi ashika aho ivuriro riri atevye bitewe n'uko ata mavuriro akwiye ahari.* »[33]
Traduction :
« Dans notre commune [Bugabira], les centres de santé sont moins nombreux et insuffisants car un malade parcourt une longue distance à cause de la rareté des centres de santé. »

Enfin de compte, Bugabira dispose d'une couverture sanitaire très insuffisante. L'eau utilisée n'est pas propre. L'hygiène laisse à désirer. Les infrastructures sanitaires existantes ne servent pas mieux les patients de la région. De même, le personnel soignant n'est pas suffisant. Il n'y a que des infirmiers au sein de ces établissements médicaux. Le centre de santé de Ruhehe, souffre moins du manque du personnel soignant. Ce manque criant du personnel empire la situation des malades. Ceux-ci, s'ils ne vont pas chez les charlatans, sont contraints à aller se faire soigner dans les communes limitrophes.

c. Le secteur religieux

Depuis des siècles les Burundais adoraient leur Dieu (Imana). Cette religion est dite traditionnelle. C'est au début du XX^{ème} siècle que le christianisme fut introduit et cohabita pendant plusieurs années avec la religion traditionnelle. Dans le but d'évangéliser les habitants du Nord-est du Burundi, les Pères Blancs ont érigé en 1904 une mission à Kanyinya. A côté de cette mission, une école primaire a été construite. Quelques personnalités du Burundi y ont reçu la formation de base.

Au Burundi, autour des missions surtout catholiques, les Pères Blancs faisaient construire des écoles. Certaines d'entre elles étaient destinées à accueillir des enfants de bas âge afin de leur donner une formation scolaire. D'autres étaient destinées aux adultes qui y recevaient une instruction essentiellement religieuse.

[33] NIYORUREMA Déo, 32 ans, Enquêté, Kiri, Avril 2009.

Même si les religieux n'ont pas songé à construire beaucoup d'écoles à Bugabira, actuellement, pour la formation formelle, quelques écoles primaires sont sous-convention soit catholique (E.P. Ruhehe, E .P. Rugasa I, E.P. Kigoma, E.P. Gitwe, et E.P. Gaturanda) ou soit protestante (E.P. Kigina). En ce qui concerne la formation informelle dite « Yagamukama », il y a onze écoles autour des succursales de l'église catholique. Les Pentecôtistes ont eux-aussi des écoles informelles dites « Umutwenzi[34] » où les personnes reçoivent des notions d'alphabétisation.

Mise à part de nombreuses succursales, la commune de Bugabira dispose d'une seule paroisse catholique inaugurée en 1994. Il y a aussi plusieurs églises protestantes et deux mosquées dont une est construite au chef lieu de la commune et une autre à Kigoma.

Conclusion partielle

La commune de Bugabira est une région ayant un passé historique original. Cette région semble avoir fixé des fortes communautés humaines incorporées dans la population burundaise après la conquête du Bugesera par le roi NTARE RUGAMBA en 1801.[35] Cette conquête a été suivie des mouvements migratoires vers la région annexée. De plus, cette espace nécessitait des chefs capables d'éviter la segmentation du pouvoir central.

Cette zone connaît une désorganisation du réseau hydraulique et du régime des pluies. Les précipitations y sont irrégulières. Cette situation entraîne des famines épisodiques et parfois meurtrières. Dans cette partie du pays, le régime des pluies a été depuis longtemps perçu comme la cause principale de la famine. Dans cette contrée, le calendrier agricole est parfois perturbé. La sécheresse retarde le semis tandis que la pluie excessive fait pourrir les récoltes.

[34] Considérés comme étant dans les ténèbres, les adeptes illettrés de l'église pentecôtiste bénéficient d'une alphabétisation qui leur permet d'avoir une lueur sur la notion de la lecture de la Bible ; d'où le mot « umutwenzi » (une lueur ou une faible clarté).
[35] MWOROHA (E.), *Op. cit.*, p.145.

CHAP. II : LA COMMUNE DE BUGABIRA FACE A LA CRISE D'OCTOBRE 1993

1. Qu'est-ce qu'une crise ?

D'après Robert LAFON, « *La crise est ces phénomènes ayant un caractère transitoire et violent, par extension, indique à la fois une période grave de transition et les manifestations qui l'accompagnent (moment décisif ou dangereux) et en dehors d'un état évolutif, les paroxysmes perturbateurs survenant en état de santé apparente ou au cours d'une maladie chronique.* »[36]

Faisant référence à cette définition, nous pouvons dire que la crise est une manifestation pleine d'émotion, soudaine et parfois violente. Dans cette même logique, la crise de 1993 qu'a connue la société burundaise a été marquée par des perturbations manifestes. Cette période a freiné le dynamisme de la société et l'élan démocratique que le pays venait de prendre.

Définissant la crise sociale, MAUSS souligne que « *la crise est un état dans lequel les choses irrégulières sont la règle et les choses régulières impossibles. C'est le moment où « ça ne colle pas », où tout le monde colle avec tout le monde.* »[37]

Pour Rudolf ROZSOHAZY, la crise peut survenir dans n'importe quelle association ou endroit communautaire : « *Une crise peut être identifiée à partir des critères retenus dans un parti, dans un syndicat, dans une entreprise, dans une commune, dans l'Eglise, ...et même dans une famille.* »[38]

Selon le même auteur, le déroulement des crises suit des étapes :

1) « le système qui connaitra la crise ;
2) « les changements qui amènent la crise ;
3) « La rupture proprement dite ;
4) « le réajustement et le système nouveau. »[39]

---

[36] LAFON (R.), *Vocabulaire de Psychologie et de la Psychiatrie de l'Enfant*, 6è éd., Paris, P.U.F., 1991, p. 244.
[37] MAUSS (M.) cité par NDAYISHIMIYE (T.), *Impact socio-économique de la crise d'octobre 1993 à 2003. Cas de la commune de Mpanda*, Mémoire, U.B., FLSH, 2006, p. 5.
[38] ROZSOHAZY (R.), *Pour comprendre l'action et le changement politique*, Paris, Duculot, 1996, p. 95.
[39] *Ibidem*, p. 96.

A partir de ces différentes phases qui se terminent par la décision de l'avenir (séparation ou réconciliation), nous pouvons préciser que le phénomène-crise est un passage momentané et temporaire dans la vie politique d'une communauté des personnes.

2. Activation d'une haine politico-ethnique (1988-1993)

a. La tragédie de 1988

Selon Jean pierre CHRETIEN, les événements malheureux survenus au Nord-est du Burundi résultent de la régression ethnique. Cette régression s'explique par le non respect des bonnes valeurs burundaises. Ce sont ces dites valeurs qui aidaient à garder l'harmonie et la cohésion sociale sans se soucier des divergences claniques ou ethniques. A ce propos, Jean pierre CHRETIEN dit :

« *[...] Elle [la régression ethnique] se nourrit désormais d'une crise plus profonde des valeurs paysannes qui constituaient le ciment de cet état paysan. Dans un univers apparemment bloqué, l'alternative ethnique dégage des raisons d'espérer, représente une cause à laquelle se consacrer, voire se sacrifier. Pour les jeunes Hutu de 20 ans, le souvenir de 1972 n'existe qu'au travers des récits des aînés traumatisés, « soumis », et cette nouvelle génération qui vient d'être confrontée elle aussi au cours des dernières années du régime de Jean Baptiste BAGAZA, à l'arbitraire policier et administratif, et a fait à cette occasion son apprentissage politique, semble être tenté par le soulèvement émancipateur.* »[40]

L'activation d'une haine ethnique se manifeste surtout dans les anniversaires répétitifs de toutes les années. Les années dramatiques et mémoriales au Burundi résultent de la politique coloniale. Selon Joseph GAHAMA :

« *La politique ségrégationniste de la Belgique pratiquée sur tous les plans et privilégiant, il faut le reconnaître, l'aristocratie ganwa et quelques Tutsi au détriment des Bahutu, porte une lourde responsabilité dans les événements dramatiques de 1959, de 1963 et de 1973 au Rwanda et de 1965, de 1969 et de 1972 au Burundi.* »[41]

---

[40] CHRETIEN (J.P.), *Op. cit.*, pp.63-64.

[41] GAHAMA (J.), *Le Burundi sous administration belge : la période du mandat 1919-1939*, Paris, Karthala, 1983, p. 396.

Le Rwanda est à feu et à sang depuis novembre 1959. Beaucoup de Tutsi sont massacrés. D'autres ont franchi les frontières vers les pays limitrophes dont le Burundi. Le moteur de la violence ethnique qui hantait l'élite burundaise est l'événement de 1965. Ce fut une tentative de coup d'Etat par l'élite hutu contre la monarchie. Ce coup d'Etat manqué a été suivi par les massacres des comploteurs. En 1969, leurs proches collaborateurs ont tenté encore un coup d'Etat. D'autres massacres qui ont cristallisé la conscience hutu se sont produits en 1972.

Dans la période allant de 1972 à 1988 se sont développés des liens interethniques au sein des Hutu tout comme au sein des Tutsi. Ainsi, les activistes ethniques hutu, dans les camps de réfugiés ou ailleurs, se sont réunis dans le Parti de Libération du Peuple Hutu, PALIPEHUTU en sigle. Ce parti a été créé dans le but de revendiquer le pouvoir par la force tout en affirmant l'identité pro-hutu. Ledit parti trouve ses origines dans les événements de 1972 au moment où la conscience tutsi se situe dans la crise de 1965. A ce propos, l'auteur de La crise d'Août 1988 au Burundi le note en ces mots :

« C'est dans ce climat lourd de haines et d'intrigues qu'éclatèrent à la fin d'avril 1972 les événements qui mirent le pays à feu et à sang. Un mouvement hutu qui se traduit, entre autre par des massacres de Tutsi dans le Sud-ouest du pays, fut suivi par une répression massive qui s'éternisa durant deux mois : sans procès, avec la complicité des autorités civiles et militaires, des milliers de Hutu qui se sont distingués par leurs fonctions dans l'administration, l'économie ou les écoles furent éliminés systématiquement. Le régime Micombero réussit à se prolonger durant quatre ans, selon une logique de silence et de terreur qui débordait les démarcations ethniques dont elle s'était nourrie. Mais s'il est vrai que la crise de 1965 a cristallisé une conscience tutsi, le « fléau » (Ikiza) de 1972 est comme l'événement fondateur d'une mémoire hutu dans le Burundi actuel. »[42]

Il importe de signaler qu'il y a eu beaucoup de descentes des autorités de la première République pour la pacification. Néanmoins, à la suite des événements survenus en 1972, pas mal de Hutu se sont réfugiés dans les pays de la sous région. Parmi ces réfugiés, il y avait les ressortissants de Bugabira.

[42] CHRETIEN (J.P.), *Op. cit.*, p. 43.

Ces Burundais exilés se trouvaient éparpillés dans différents pays où ils créèrent des mouvements dans le souci de réagir à la violence du régime d'alors. Le Rwanda et la Tanzanie, pays limitrophes du Burundi, ont été favorables à la création des mouvements comme :

- Mouvement de Libération de Bahutu (MOLIBA) en 1969 ;
- TABARA et Umugambwe w'Abakozi b'Uburundi (UBU) en 1972 ;
- Mouvement pour la Paix et la Démocratie (M.P.D.) ;
- Unité du Peuple Burundais (UPEBU) avec sa branche armée Front de Libération Nationale (FROLINA) ;
- Le Parti pour la Libération du peuple Hutu (PALIPEHUTU) en 1982.

Les trois premières formations ont été créées à partir du Rwanda et les deux autres en Tanzanie. Mais le PALIPEHUTU a été fondé dans le but de parvenir à une fusion des forces hutu éparses pour une lutte commune. Ce mouvement adopta la stratégie de mobilisation par propagande et par conscientisation des masses « nombreuses » rurales. A ce propos Jean Pierre CHRETIEN reprend les propos du PALIPEHUTU :

« *Effectivement c'est sur notre parti que nous fondons nos espoirs. C'est grâce à lui que nous recouvrerons notre indépendance et que nous nous libérerons « du ghetto » où le Tutsi nous a réduits en nous massacrant et en nous forçant à l'exil, pour le seul tort d'être né hutu comme si c'est un pêché originel.* »

« *Militant, saviez-vous que depuis que le Burundi existe, les Hutu n'ont vécu en paix qu'avant l'arrivée des Tutsi. Nous entendons lutter pour le recouvrement de cette paix parce que les Tutsi ne nous l'accorderont jamais de bon gré.* »[43]

Afin de lutter pour une même cause, le PALIPEHUTU faisait asseoir l'idéologie du parti :
« *Plus un seul Hutu que ce soit à l'extérieur ou dans le pays ne se sent offusqué d'être appelé comme tel. Dans nos enclos, chez nos amis, tout le monde connaît maintenant notre parti. La grande majorité des Hutu sont maintenant éveillés et cherchent constamment à porter le flambeau de l'unité et de la solidarité parce qu'ils savent qu'ils luttent pour une même cause.* »[44]

---

[43] Bureau politique du PALIPEHUTU, « *La position des Bahutu face au coup d'Etat du 3 septembre* 1987 », Burundi, 5/9/1987 cité par CHRETIEN (J.P.), *Op. cit.*, p. 178.
[44] *Ibidem*, p. 179.

Depuis sa création, le leitmotiv du PALIPEHUTU était centré sur les enseignements divisionnistes. Ce parti était très connu dans les communes périphériques du Burundi. Au Nord-est, les communes de Ntega et de Marangara ont servi de terrain d'essai. Car le PALIPEHUTU a réussi à dresser les paysans Hutu contre les autorités communales et les Tutsi vers la fin des années 1980. Il recrutait dans les écoles secondaires les jeunes élèves hutu afin de les enrôler dan son armée. Un ancien élève du Lycée Rugari (Muyinga) nous a accordé un entretien :

« *Jewe, mu 1988, niga mu Rugari mu mwaka w'indwi. Mu buruhuko, abanyeshure b'Abahutu baragira "formation" y'igisoda ca PALIPEHUTU. Abagize rero iyo "formation" nibo baza baratwigisha ivy'igisoda c'uwo muhari mw'ijoro turi i Butihinda. Hagenda abarinda gusa. Twagenda tuvuye muri "étude" yo mw'ijoro. Tubadutse, twagira urugendo rw'isaha. Dushitse aho tugirira "formation" twaca dukora umwimenyerezo w'amasaha abiri, hanyuma tugasubira kw'ishure mu masaha icenda y'ijoro kuryama [...]. Twari abahutu 150 ico gihe mu banyeshure barenga nk'amajana ane. Tugiye muri "salle" ya "sport" niho twaca twiyibutsa ivyo twize i Butihinda. Nta mututsi yabica n'ikanda. Eka nta n'uwatugeramwo. Iyo aje twamubwira duti: "Genda gukina "Basketball". Aho rero ndakubwiye ukuri [...]. Umunyeshure yari akaze muri iyo "formation" yaturuka ku Ntega.* »[45]

Traduction libre :
« En 1988, j'étudiais en 7ème année au Lycée de Rugari. En vacances, les élèves Hutu subissaient une formation militaire du PALIPEHUTU. Ces élèves nous formaient à notre tour étant à l'école. Pour cette formation, nous partions à Butihinda. Seuls les élèves téméraires partaient. Nous y allions la nuit après l'étude du soir. Dès notre départ, nous faisions au moins une heure de marche. Arrivés à destination, nous subissions la formation pendant près de deux heures, puis nous regagnions l'école vers 3h du matin [...]. Parmi plus de 400 élèves, nous étions 150 Hutu. Si nous faisions du sport dans la "salle de sport", c'était pour nous une occasion de faire une révision de ce que nous avions appris à Butihinda. Aucun Tutsi n'était au courant. Si par hasard, il vient dans la salle où nous étions, nous le disions : "Vas-t-en jouer au Basketball". Je vous le dis avec franchise [...]. L'élève le plus virulent dans cette formation était originaire de la commune de Ntega. »

[45] Marc, Membre du PALIPEHUTU-F.N.L., Commandant, natif de Busoni. Entretien oral à la veille de Pâque 2009 (11-12 avril 2009) à Bwambarangwe.

Les enseignements du PALIPEHUTU se sont suivis des massacres à Ntega et Marangara. Les rescapés Tutsi, selon les multiples témoignages recueillis par Jean Pierre CHRETIEN, affirment que ce sont les Hutu qui ont commencé à les massacrer. De leur côté, les Hutu ont parlé d'une répression militaire. En effet, le 17 septembre 1988, au centre de Ntega, un rescapé en parla :

« *Au centre de Mugendo, il n'y eut pas de Messe le 15 contrairement à l'habitude. Vers 12h, deux enseignants Sylvestre CIZA et Alphonse BATABAZA surnommé Propagande, et un commerçant de Ntega, Venant HABONIMANA, arrivent à moto au centre et demandent à voir le directeur de l'école primaire de Mugendo (Hutu probablement). Celui-ci les suit et ils disent à la population qu'il faut commencer. Les Tutsi de Mugendo refluent vers une colline plus élevée. Le 16 août, ils sont encerclés par les assaillants, avec un tambour. Mêlée. C'est la fuite dans tous les sens vers les marais de papyrus. Beaucoup ont fuit à Kigoma en commune Bugabira.* »[46]

A Rusubije, en commune de Ntega, près de la Chapelle pentecôtiste de Karama, un groupe de Hutu parla à cet éminent historien :

« *Les camions sont venus le dimanche. Nous avons entendu parler de morts jusqu'au 21. C'est ce jour-là qu'ils sont arrivés le matin à 8h00. C'est à cette heure qu'ils ont agressé(...). Ils se sont mis à tirer et on s'en fuit. Vers 9h, l'avion est venu et nous a délogés des buissons où nous étions cachés. Il fauchait herbes et arbres, on s'enfuyait...Il continuait à tirer et crachait du feu. Certains sont morts (...) on a fui à Vumbi.* »[47]

Face à la menace de la mort, les personnes selon leur appartenance ethnique quittèrent leur commune pour aller ailleurs où elles espèrent avoir une sécurité. Un Tutsi voyait en un Hutu son ennemi mortel et vice-versa. Les Tutsi ont alors fui (pour ceux de Ntega) au centre communal, au centre urbain de Kirundo tous sécurisés par les militaires et d'autres se sont réfugiés à Bugabira essentiellement sur la colline de Kigoma. Les Hutu de Ntega, quant à eux, se sont réfugiés dans les marais de papyrus pour certains et les autres sont partis au Rwanda ou ont fui à Vumbi.

[46] CHRETIEN (J.P.), *Op. cit.*, p.23.
[47] *Ibidem*, p. 24.

Nos enquêtés nous ont tous affirmé qu'il y a eu une population venue de Ntega qui s'est installée à Kigoma.

« *Hari abavuye ku Ntega bahungiye muri Bugabira ku musozi wa Kigoma.* »[48] (« Certains des habitants de Ntega ont fui à Bugabira sur la colline de Kigoma. »)

D'autres en nombre très réduit nous ont dit qu'il y a eu certains réfugiés venus de Ntega en 1988 qui sont parvenus à Ruhehe, chef-lieu communal.

Craignant le prolongement de la tragédie de 1988, la population de Bugabira passait la nuit à la belle étoile à la maison ou dans les marais et d'autres encore avaient franchi la frontière burundo-rwandaise. Curieusement, les dommages de la crise de 1988, à Bugabira, n'ont pas été très considérables. Les administratifs à la base ont essayé de tranquilliser leurs dirigés pour barrer la route aux assassins. Le retour au calme et à la tranquillité dépendait étroitement du retour sur les collines d'origine des habitants de Ntega.

Quelques mois après l'éclatement de la crise de 1988, le gouvernement de la troisième République a donné une amnistie générale à la population de Ntega et Marangara. Cette amnistie s'est suivie d'une phase de reconstruction et de rapatriement massif des réfugiés au Rwanda. Ainsi timidement les personnes ont rejoint leurs collines d'origine mais quelques unes en nombre très réduit sont restées au centre urbain de Kirundo ou aux centres communaux. Pour cette phase de reconstruction, l'UNICEF a volé au secours de la population en détresse. Cet organisme donnait bois, portes, fenêtres, roseaux et tôles à toute personne qui a accepté de construire une maison sur la colline natale. Cette assistance était accordée à toute personne dont sa maison d'habitation ou seulement la cuisine a été détruite par la guerre. C'est ce que Fabien NSABIMANA nous a souligné :
« *On donnait 40 tôles à chacun pourvu que sa maison ou sa cuisine ait été recensé parmi les maisons incendiées ou détruites à cause de la tragédie de 1988. Quant à nous, nous n'avons rien reçu. La bonne cohabitation qui caractérisait ma famille et la famille tutsi environnante a épargné notre habitat. Uniquement, au temps de la répression militaire, on a gardé des vaches dans notre maison. Ma famille n'a rien gagné de la guerre pour la reconstruction.* »[49]

[48] MBANZABIGWE Sylvestre, 59 ans, Enquêté, Kigoma, avril 2009.
[49] NSABIMANA Fabien, 33 ans, natif de Ntega et enseignant au Lycée de Mukenke, Entretien oral, juin 2009.

La reconstruction des maisons détruites était parallèle à la « reconstruction des cœurs blessés ». Ainsi, les Hutu et les Tutsi, rescapés, construisent ensemble et tour à tour les maisons des victimes de la guerre. Cette solidarité a aidé la population à se réconcilier dans les meilleurs délais. A ce moment, il n'y a pas eu des camps de déplacés à Ntega et à Marangara.

Dans le Nord-est du Burundi, la psychose de la guerre ne s'est pas effacée avec l'accalmie retrouvée après les événements de 1988. Plutôt elle s'est renforcée en 1990, 1991 et 1992. En effet, en octobre 1990, au Rwanda, une guerre civile éclate. Des réfugiés rwandais ont été accueillis à Bugabira et à Busoni. En 1992, le Bugesera rwandais composé essentiellement des Tutsi a été attaqué. Encore une fois, des Rwandais ont fui vers le Burundi et les sites ont été aménagés à Busoni et à Kirundo. Du côté du Burundi, en 1990 et 1991, le PALIPEHUTU a multiplié ses attaques. En ces mêmes périodes, le Front Patriotique Rwandais (F.P.R) attaquait le Rwanda. Les jeunes Tutsi de Kirundo surtout de Bugabira partirent pour rejoindre les rangs du F.P.R. Ce départ souligne à quel degré la question ethnique a touché la population de Kirundo.

Dans l'ensemble, la population burundaise était hantée de la haine ethnique. L'unité nationale était ébranlée. Et le ressentiment ethnique a été animé par la mort du Président Melchior NDADAYE en 1993.

b. L'unité nationale

La nation burundaise est habitée par les Hutu, les Tutsi et les Twa. Ces composantes étaient unies par la culture, la coutume, la langue parlée, la religion, etc. L'unité des Burundais se manifestait surtout à travers la solidarité entre les familles en faisant fi des liens claniques. Selon AMADOU-MAHTAR M'BOW.

« *La nation est [...] une grande communauté des hommes qui sont unis par les liens divers mais surtout précisément par la culture. La nation existe par « la culture et pour la culture », et elle est donc la grande éducatrice des hommes pour qu'ils puissent « être davantage » dans la communauté. Elle est cette communauté qui possède une histoire dépassant l'histoire de l'individu et de la famille.* »[50]

[50] AMADOU-MAHTAR M'BOW et alii, *Le consensus et la paix*, Paris : UNESCO, 1980, p.35.

La culture est l'ensemble des activités soumises à des normes socialement et historiquement différenciées, et de modèles de comportement transmissibles par l'éducation, propre à un groupe social donné.[51] Elle est le pilier d'une société. En effet, un pays sans culture est voué à sa disparition. De même, l'unité dans un pays est un élément fondamental pour la cohabitation harmonieuse des hommes. L'unité existe quand les personnes s'acceptent mutuellement dans leur diversité. Elles doivent manifester une tolérance et une solidarité interne. Selon Emile DURKHEIM, l'unité se traduit par un consensus spontané des habitants d'une communauté.

« *Ce qui fait l'unité des sociétés organisées comme tout organisme, c'est le consensus spontané des parties. C'est cette solidarité interne qui, non seulement, est tout aussi indispensable que l'action régulatrice des centres supérieurs, mais qui en est la condition nécessaire.* »[52]

Dans une société, l'unité épargne les habitants des dissensions, des querelles ou des divisions de tout genre. Au Burundi, depuis la veille de l'indépendance, l'unité a été remise en cause. La situation a été empirée par les crises répétitives et sélectives qui ont endeuillé le pays. La solidarité a été ébranlée. Manifestement, les événements de 1988 ont laissé un grand désarroi dans la population burundaise. Ils ont ravivé la lecture ethnique dans les différents domaines de la vie du pays. Comme le problème ethnique s'était déjà posé, le gouvernement de la troisième République songea à un remède à cette question cruciale. Le Président BUYOYA jeta les bases d'une politique de l'unité nationale. Il inaugura un partage systématique du pouvoir à tous les niveaux entre Hutu et Tutsi. Par la suite il entama une politique de reconstruction de la société civile.

Le gouvernement a reconnu l'existence d'un problème spécifique : un problème ethnique qui était destiné à être résolu par le dialogue et le respect mutuel. Néanmoins la politique de réconciliation adoptée après 1988 démarra dans un climat de peur. Tracts rumeurs et déclarations du PALIPEHUTU étaient multiples.

---

[51] *Dictionnaire universel*, 5ème édition, Paris, Hachette, 2008, p.317.
[52] DURKHEIM (E.) cité par SCHWARZ-LIEBERMANN VON WAHLENDORF, *Politique, Droit, Raison*, Paris, L.G.D.J, 1982, p.48.

Pour mener des investigations poussées sur la question de l'unité nationale dans ses fondements historiques et socio-culturels, le gouvernement a mis en place une commission paritaire composée de 24 membres. Elle a alors organisé un débat national en ville et dans la campagne. Cette tâche a été sanctionnée par un projet de la Charte de l'Unité Nationale.

Cette Charte a été soumise à la population burundaise par référendum le 5 février 1991. Adopté à environ 90%, la Charte de l'Unité nationale donna espoir d'un avenir meilleur auprès de certains Burundais. Son adoption portait un soutien au régime d'alors, d'où les activistes du PALIPEHUTU remettaient en cause cette politique. La population de Kirundo a approuvé la Charte de l'Unité nationale exceptée la commune de Ntega.

Tableau 4 : Résultats du scrutin pour la Charte de l'unité nationale à Kirundo[53]

Classement des communes	Pourcentage de suffrages positifs	Pourcentage de suffrages négatifs
Ntega	17,89	79,89
Vumbi	66,50	33,50
Kirundo	80,54	19,37
Bugabira	82,19	17,79
Busoni	91,54	8,42
Bwambarangwe	92,37	7,31
Gitobe	99,69	0,31

Source : Archives du Ministère de l'Intérieur

Dans la province de Kirundo, seule la commune de Ntega n'a pas adopté la Charte de l'unité nationale. Ce comportement peut être expliqué par l'écoute attentive de la population aux enseignements du PALIPEHUTU. Ce mouvement multipliait des tracts et des déclarations qui devraient dérouter la population. Suite à ces tracts et déclarations, la commune échappait à l'autorité administrative légitime. Quant à la commune de Bugabira, la population a approuvé la Charte de l'unité nationale à 82,19% des suffrages positifs au moment où la commune de Ntega limitrophe n'a totalisé que 17,89% des suffrages positifs.

[53] RUTIKANGA (I.), *La crise d'Octobre 1993 : Comportement de la population de la commune Busoni*, Mémoire, U.B., FLSH, 1996, p.18.

Pour pas mal de politiciens burundais, cette Charte de l'Unité devrait être une référence de toutes les lois.

« *La Charte de l'Unité est un premier consensus sur les premiers principes de base, tout le reste de nos règlements. Sans cette Charte, il manquerait une arme et une fondation à nos lois, tous les débats sur les droits et les devoirs de la personne humaine étaient viciés d'autant plus facilement qu'en dehors de cette charte, il est difficile de tenter quelque chose de raisonnable.* »[54]

Pour faciliter la socialisation à la politique de l'unité, le drapeau, les képis, les monuments et l'hymne de l'unité ont été inventés. Toutes ces images symboliques servaient à renforcer et à encrer l'unité dans les cœurs des Burundais. Dans les fêtes, tout comme dans les établissements scolaires, l'hymne de l'unité était chanté après l'hymne national « BURUNDI BWACU ». Ainsi, l'unité qui était une valeur traditionnelle devient une exigence et une nécessité opposées à la division ethnique. Dans la joie de l'installation d'une politique de l'unité, le Burundi s'ouvre à la démocratisation des institutions.

c. L'ère de la « Démocratie »

La démocratie se fonde sur plusieurs partis politiques sans lesquels elle est impossible. Elle doit bénéficier des hommes politiques de qualité qui la mettent en marche. La démocratie se construit sur la tolérance, la justice, le respect mutuel, le respect des droits de l'homme, la culture du débat et de compromis...Elle se caractérise par les élections libres et transparentes, le gouvernement de la majorité, le respect de la minorité et l'opposition. La démocratie à laquelle nombreux pays aspirent a commencé en Occident pour être exportée dans les pays du Tiers-monde dont le Burundi.

Maints pays africains ont épousé ce modèle politique de l'Occident autour des années 1990. Ces pays abandonnèrent le monopartisme. La démocratisation du Burundi en 1992 s'inscrit dans la logique de la politique internationale. Un pays qui résisterait à la démocratisation des institutions se serait coupé des bailleurs de fonds du Nord. A ce propos, CHANTEBOUT est clair :

---

[54] MUKASI (C.) cité par NSHIMIRIMANA (J.B.), *Op. cit.*, p.94.

« *Ces Etats accablés sous les dettes et dépendent de leurs productions, sont la plupart trop fragiles pour résister durablement aux incitations qui leur viennent des pays du Nord (...). La victoire de la démocratie est le résultat de l'attrait exercé sur les peuples du monde entier pour la façade de prospérité économique qu'affiche l'Occident et qui contraste puissamment avec leur propre stagnation.* »[55]

La plupart des pays du Tiers-Monde ont été contraints à « avaler » la politique proposée par l'Occident. En grande partie, les aides dépendaient étroitement de l'acceptation de la démocratisation des institutions. Et la démocratie des pays occidentaux, pour se répandre ailleurs dans le monde, nécessitait une économie en croissance du fait qu'un pays nouvellement démocratisé était assisté. Ainsi, « une démocratie politique a besoin, pour être solide, d'une économie en voie d'expansion. »[56]

Avec la démocratisation des institutions en Afrique, les relations (avec l'Occident) qui était « d'amitié et de coopération » deviennent de « démocratie et de développement. »[57]

Au Burundi, la démocratie fut introduite au lendemain de l'adoption de la Charte de l'Unité. Dans le but de réintroduire dans le pays le multipartisme, une Commission constitutionnelle a été mise en place. Elle travailla d'arrache pied et proposa à la fin de son travail un projet de constitution. Ce projet s'inscrivait dans le droit chemin de l'unité nationale et traçait le chemin du multipartisme politique. Soumis à la population par référendum, ledit projet fut adopté le 9 mars 1992 à 90%. Cette adoption de la Constitution consacrant le multipartisme fut alors promulguée le 15 avril 1992.

En province de Kirundo, la population a participé au vote de 1992 en témoignant sa fidélité au régime comme nous l'indique ce tableau suivant :

---

[55] CHANTEBOUT (B.), *Droit Constitutionnel et Science politique*, 10è éd., Paris, Armand-Colin, 1991, p.346.

[56] SCHWARTZENBERG (R-G.), *Sociologie politique. Eléments de science politique*, 3è éd., Paris, Monschretien, 1977, p.12.

[57] NZOJIBWAMI (L.), *Comportements politiques des habitants de la commune Mugamba face aux changements politiques intervenus au Burundi de février 1991-juin 1996. Essai d'analyse*, Mémoire, U.B., FLSH, 2002, p.40.

Tableau 5 : Résultats du scrutin de la Constitution à Kirundo

Commune	Nombre d'inscrits au rôle électoral	Nombre de participants au vote	% des suffrages positifs exprimés par rapport aux votants	% des suffrages négatifs exprimés par rapport aux votants
Bugabira	21.819	21.204	89,3	10,5
Busoni	38.596	37.591	85,83	14,13
Bwambarangwe	18.553	17.908	87,89	11,79
Gitobe	18.871	18.726	89,54	10,46
Kirundo	28.755	28.118	88,49	10,69
Ntega	29.120	28.200	79,54	20,45
Vumbi	25.937	24.851	93,04	6,95

Source : RUTIKANGA (I.), *La crise d'Octobre 1993 : Comportement de la population de la commune Busoni*, Mémoire, U.B., FLSH, 1996, p.20.

Au niveau provincial, la population s'est prononcée à 87,28% en faveur du multipartisme. La commune de Vumbi vient en tête avec 93,04%. Ntega qui avait rejeté la Charte de l'Unité à 79,89% a voté pour la Constitution à 79,54%. Vraisemblablement, le vote « non » de la Charte est proche du vote « oui » de la Constitution. A cela deux hypothèses peuvent être avancées : la première est que, pour le vote de la Charte, les activistes divisionnistes remettaient en cause les actions des dirigeants de l'époque assimilés au parti UPRONA ; la seconde hypothèse est que, pour le vote de la Constitution, à côté des dirigeants disant que le vote « non » traduisait la « trahison », les activistes divisionnistes avaient changé de tactique : prendre le pouvoir pacifiquement avec le soutien populaire. Ainsi, la population de Ntega a voté la Constitution qui allait consacrer le multipartisme. Mais au niveau provincial, la commune de Ntega enregistre aussi un faible taux de vote favorable. Avec le multipartisme, les mouvements créés à partir du Rwanda et de la Tanzanie seraient les bienvenus pour revendiquer le pouvoir.

Pour la commune de Bugabira, la Constitution a été adoptée à 89,3%. Lors du scrutin de la Charte, elle avait occupé la 4ème place, mais elle a occupé la 3ème place pour le vote de la Constitution. Cela traduit l'obéissance des habitants de cette commune à leurs dirigeants locaux. Les subversifs n'étaient pas écoutés. Les autorités locales mobilisaient la population à participer massivement en faveur de la politique du gouvernement. Les autorités qualifiaient le vote « non » de refus au régime en place.

A l'échelle nationale, la Constitution de 1992 a été adoptée à 90%. Elle donnait ouverture au multipartisme. Par définition, le multipartisme est *« [...] le système dans lequel un nombre plus ou moins élevé de partis politiques exercent une influence réelle sur la vie politique et établissent entre eux des alliances plus ou moins solides. »*[58]

Au Burundi, l'heure de la « Démocratie » s'annonce avec le multipartisme. Des hommes politiques se lancent dans la fondation des partis politiques et cherchent à tout prix un soutien populaire pour parvenir au pouvoir. Préalablement, la formation d'un parti politique devrait respecter la Charte de l'Unité des Burundais. Ce principe se laissait voir dans la définition d'un parti pour les dirigeants :

« Un parti politique est une association sans but lucratif, dotée de la personnalité civile et regroupant les citoyens autour d'un projet démocratique fondé sur l'unité nationale avec un programme aux objectifs précis, dicté par le souci de réaliser l'intérêt général et le développement de tous. Les partis politiques concourent à l'expression du suffrage et participent à la vie politique par les moyens pacifiques. »[59]

Cette définition est proche de celle proposée par Georges BURDEAU :
« Un parti politique est tout groupement d'individus qui, professant les mêmes vues politiques, s'efforcent de les faire valoir, à la fois en y ralliant le plus grand nombre possible de citoyens et en cherchant à conquérir le pouvoir ou du moins à influencer ses décisions. »[60]

Les deux définitions convergent sur l'idée de rallier les citoyens autour d'un programme précis dans le but de conquérir le pouvoir ou d'exercer une influence sur la vie politique du pays. Néanmoins, Georges BURDEAU n'insère pas l'idée d'unité nationale, chère aux Burundais. Ce concept d'unité nationale devrait renforcer le désir d'éviter la reproduction de la violence ethnique survenue à la veille de l'indépendance du Burundi. Ainsi donc, pour être agréés, les partis devraient respecter la Charte de l'unité et démontrer leur caractère national. Reconnu par la loi, les partis politiques agréés jusqu'en 1993 attendaient impatiemment le signal pour se lancer dans la compétition politique.

---

[58] DEBBASCH (C.) et PONTIER (J-M.), *Introduction à la politique*, 3ème éd., Paris, Dalloz, 1991, p.273.
[59] Décret-loi n°1/010 du 15 Avril 1992 cité par NSHIMIRIMANA (J-B.), *Op. cit.*, p.97.
[60] BURDEAU (G.), *Traité de science politique*, Tome III, Paris, L.G.D.J., 1982, p.262.

d. La campagne électorale et la victoire du FRODEBU

Dans la vie politique de tout pays, la campagne électorale est une période cruciale. Les acteurs politiques se lancent à la recherche d'un soutien populaire de leurs programmes et idéaux de leurs partis politiques. A ce moment, les hommes politiques font la chasse aux électeurs. Cette chasse change de tactique ou de technique d'une élection à l'autre. Selon Monica CHARLOT, le plan d'une campagne se dresse comme suit :

1) *« Différencier les groupes d'individus à influencer ;*
2) *« Etablir les buts psychologiques à atteindre chez les éléments de chaque groupe ;*
3) *« Mettre sur pied les organes pour réaliser l'action vers ces buts ;*
4) *« Créer, par ces organes, des forces d'actions de propagande ;*
5) *« Distribuer ces actions dans l'espace et dans le temps ;*
6) *« Coordonner ces actions ;*
7) *« Contrôler la préparation des actions, leur exécution et leurs effets. »*[61]

Ce plan d'action montre que chaque propagande suit en principe une ligne directrice suivante :
Doctrine → Programme → Slogan → Symbole.

Au Burundi, lors de la campagne pour les élections présidentielles, trois partis politiques ont pu présenter leurs candidats. C'est notamment l'UPRONA représenté par le Président sortant le Major Pierre BUYOYA, le FRODEBU représenté par Melchior NDADAYE et le P.R.P représenté par Pierre-Claver SENDEGEYA.

La campagne électorale de 1993 était riche en divisions à connotation ethnique. En effet, le FRODEBU semblait porter les idéaux des anciens membres des mouvements activistes hutu. Ses slogans éveillaient la conscience ethnique des Hutu en exploitant le passé surtout en rappelant la répression systématique de 1972, l'exil, la frustration et la rébellion. Certains slogans et les mots d'ordre du FRODEBU étaient :

[61] CHARLOT (M.), *La persuasion politique*, Paris, Armand-Colin, 1970, p.24.

- « Genda mporona warambabaje »
  « Ote-toi de là UPRONA, tu m'a fait souffrir. »[62]
- « Leta mporona twarabahinyuye ! »
  « L'Etat UPRONA, nous vous avons démasqués. »[63]

Selon Jean Pierre CHRETIEN, « *la stratégie du FRODEBU a manifestement joué de cette corde [le poids des sensibilités ethniques malgré le vote de l'unité] : dénonciation des crimes passés de « l'armée tutsi », attaques contre les réfugiés rwandais, raillerie sur le fait « qu'on ne pouvait forcer les gens à s'aimer », multiplication des provocations notamment contre les Hutu militant à l'UPRONA décrits comme des traitres.* »[64]

Voulant réagir au comportement du FRODEBU, l'UPRONA tomba dans le même piège. En repérant les principaux thèmes de l'adversaire, en les classant par ordre d'importance et en les combattants, les adeptes de l'UPRONA tentèrent de les détruire en ridiculisant le parti adversaire. En effet, le « Burundi nouveau » serait synonyme de changement, à la destruction de l'unité des Burundais ; ce qui entraînerait une guerre civile. Aussi, l'UPRONA disait que le changement déclencherait la désobéissance civile, le terrorisme, le mensonge. C'est peut-être pour cette raison que l'UPRONA choisit la transcription sur le bulletin de vote son candidat avec un enfant à la main et les mots « Ushaka kuvyara ugaheka, Tora BUYOYA » (« Si tu désires élever ton enfant mis au monde, vote pour BUYOYA).

Tout en boycottant le concept de l'unité, le FRODEBU affirmait que le changement allait de pair avec la démocratie accompagnée de tous les bienfaits notamment « la liberté, la paix, l'unité, la tolérance, le partage.»[65] Pourtant, le P.R.P se positionnait entre les deux groupes rivaux et hostiles. Il voulait réconcilier les Hutu et les Tutsi. Il prêchait alors la justice, l'équité, l'acceptation de la différence, la tolérance, le repentissage et le pardon.[66]

---

[62] NDUWAYO (G.), *La crise d'octobre 1993 au Burundi : Essai d'interprétation,* Mémoire, UB, FLSH, 1998, p.58.
[63] *Ibidem.*
[64] CHRETIEN (J-P), *Le défi de l'ethnisme. Rwanda et Burundi : 1990-1996*, Paris, Karthala, 1997, p.52.
[65] NIMUBONA (J.), *Election présidentielle du 1er juin 1993 au BURUNDI : Problématique de la légitimation en situation de dynamique socio-politique*, Mémoire D.E.A., Université de Bordeaux I, 1994, p.98.
[66] *Ibidem*, p.99.

Au cours de la période de propagande, le sentiment ethnique était exacerbé. Après la campagne présidentielle, la population burundaise se rendit le 1er juin 1993 aux urnes. Au niveau national, le FRODEBU a recueilli 64,75% des suffrages exprimés et l'UPRONA reconnut sa défaite. De même à Kirundo, le FRODEBU a eu une victoire écrasante avec 76,65% et l'UPRONA se contenta de 21,59%. A Bugabira, le FRODEBU a recueilli 68,99% et l'UPRONA 29,16% mais à Ntega, le FRODEBU a eu 87,82%.

Après les présidentielles, les élections législatives furent organisées. Elles se déroulèrent en date du 29 juin 1993. Au niveau national, il était prévu 81 sièges de parlementaires. La province de Kirundo devrait fournir 6 députés. Après le vote des parlementaires, le FRODEBU rafla 65 des 81 sièges et l'UPRONA 16 sièges. Sur 6 prévus à Kirundo, le FRODEBU prit 5 et l'UPRONA 1seul siège. Le tableau ci-après renseigne sur la répartition des députés à Kirundo.

Tableau 6 : Les députés élus dans la circonscription de KIRUNDO en 1993

FRODEBU (76,14%)	UPRONA (15,54%)
1. BANSUBIYEKO Simon 2. KIBASHA Claudette 3. MANIRAMBONA Consolate 4. MINANI Jean 5. NDAYEGAMIYE Frédéric	1. NIBIGIRA Gérard

Source : Tableau fait par nous-même.

A Bugabira, tout comme ailleurs dans le pays, la victoire du FRODEBU a rangé la population en deux camps opposés : les uns, les partisans du changement, manifestaient une joie ; les autres, les « perdants », étaient frustrés. Voici quelques témoignages :

« *Intsinzi ya FRODEBU nayakiriye mu munezero.* »[67] (« La victoire du FRODEBU m'a beaucoup enchanté »).

« *Intsinzi ya FRODEBU yarambabaje.* »[68] (« La victoire du FRODEBU m'a profondément blessé au cœur »).

[67] RWABUDARANYA Gervais, 52 ans, Enquêté, Ruhehe, avril 2009.
[68] MBANZABIGWE Sylvestre, 59 ans, Enquêté, Kigoma, avril 2009.

La campagne de 1993 se fondait « *sur la résurrection des profonds traumatismes des années 1972-1973, la destruction de la politique de l'unité nationale, la désobéissance civile, l'exaltation de la majorité ethnique et la diabolisation, bref, sur la redynamisation de la haine.* »[69]

Les effets de cette campagne n'ont pas tardé à se manifester. La passion ethnique a été exploitée après l'assassinat du Président élu Melchior NDADAYE en octobre 1993. A la suite de ce coup d'Etat, et l'Etat et la population ont été déstabilisés. La population adopta un comportement bizarre selon les divergences idéologiques et ethniques. Ce coup de force prolongea le pays dans une crise socio-politique sans précédent au Burundi.

3. Le « séisme » de 1993 et ses effets

a. La crise, paradoxe de l'unité nationale

L'adoption de la Charte de l'unité nationale à plus de 89% donnait espoir à bon nombre de Burundais. Néanmoins, l'avènement de plusieurs partis a montré les revers de l'unité des Burundais.

En effet, au moment de la conquête du pouvoir, le sentiment ethnique a été exacerbé. La victoire du FRODEBU était synonyme de la majorité ethnique. Cette victoire a été suivie d'un nettoyage dans différents services de l'Etat. Cette situation annonçait les tensions sociales. Le FRODEBU distribuait des postes pour récompenser ses militants sur tout le territoire national.

A Kirundo, les anciennes autorités ont été limogées en faveur des Frodebustes. A Bugabira et à Busoni, les nouveaux dirigeants n'étaient pas originaires de la région. Le FRODEBU avait mandaté Anatole KARENZO, non natif de la province Kirundo pour être administrateur à Bugabira. A Ntega, le FRODEBU mandata une personne qui s'est illustrée dans les massacres de 1988. Tout cela inquiétait les autochtones et les rescapés de 1988. Jean Bosco NSHIMIRIMANA nous relate la situation :

« *Dans cette province [de Kirundo], le FRODEBU avait nommé des gens qui s'étaient illustrés dans les massacres d'Août 1988 ou qui aspiraient à cette logique de violence. Alphonse BUCANA par exemple fut nommé Administrateur*

[69] RUKINGAMA (L.) cité par RUTIKANGA (I.), *Op. cit.*, p.30.

de la commune [de] Ntega. Comme la plupart des administratifs et chefs investis à Kirundo (communes [de] Busoni, Bugabira) étaient originaires de Kayanza et de Ngozi, ce n'est pas étonnant que les actions subversives après la mort de Melchior NDADAYE se reproduisirent sous le modèle de Ntega-Marangara. »[70]

La population immigrante dans cette région était accusée d'être extrémiste. A Bugabira, la population autochtone avait souhaité vainement la nomination à la tête de la commune d'un Frodebuste natif. Les « perdants » des élections se sont plongés dans l'angoisse. La situation s'est compliquée après l'annonce de la mort du Président NDADAYE.

Dans notre zone d'étude, tout comme ailleurs dans la province, les militants de l'UPRONA ont été massacrés sans une moindre résistance sauf quelques collines à savoir Kigoma et Kigina où les Tutsi se sont dressés contre les Hutu enragés.[71] Dans ces tueries sélectives, les bourreaux visaient le sexe masculin. Les femmes étaient laissées surtout pour les corvées ou les rapports sexuels ou encore les petites filles étaient laissées dans l'espoir qu'elles deviendront des femmes de leurs enfants hutu à l'âge nubile. Une jeune enseignante, HABINEZA Alice nous fait part de sa mémoire de la crise :

« *Après avoir tué mon père, ils sont partis. Ma mère et moi sommes restées en vie. Ils nous ont laissées dans la détresse. Les assassins laissaient les petites filles tutsi dans l'espoir qu'elles deviendraient leurs belles-filles.* »[72]

Les dégâts ont été limités par l'intervention militaire. Avec cette intervention, l'administrateur a fui la commune de Bugabira et Basile NYAKARERWA, un Officier de la Police Judiciaire (O.P.J) devient Administrateur ad intérim. La pacification n'a pas été facile. Les rescapés de la guerre rassemblés dans les camps de déplacés rêvaient à la vengeance. Jean-Marie-Vianney NKURUNZIZA nous a révélé les actions vendaliques sur la colline de Nyamabuye.

« *A la veille de Noël 1993, les jeunes Tutsi rescapés sont venus chez nous à Nyamabuye. Ils ont pillé et tué certains Hutu qui avaient passé la nuit dans les maisons.* »[73]

---

[70] NSHIMIRIMANA (J.B.), Op. cit., p.102.
[71] NDAGIJIMANA Ildephonse, Ancien administrateur de Bugabira (1994-2005), Entretien oral, Ruhehe, le 13 mai 2009.
[72] HABINEZA Alice, 26 ans, Entretien oral, Cewe, Mai 2009.
[73] NKURUNZIZA, J.M.V., Etudiant mémorand à l'U.B/FACAGRO, Entretien oral, Juillet 2009.

Lors de ces massacres, la mise à mort d'une personne appartenant à l' « ethnie » autre que celle du bourreau était, pour les virulents, un acte de bravoure. La chasse à l'homme concernait l'extérieur de son groupe ou étaient visés ceux qui étaient considérés comme traitres. A ce propos, Léonard W. DOOB nous dit :

« *La guerre commence dans l'esprit des hommes [...]. La tribu ou l'Etat est l'unité à l'intérieur de laquelle tuer est un meurtre et à l'extérieur de laquelle tuer est une preuve de virilité et de bravoure.* »[74]

Notre zone d'étude héberge les Batwa en plus des Hutu et des Tutsi. Les Batwa sont éparpillés sur les différentes collines. Lors de la crise, certains étaient pro-hutu et d'autres pro-tutsi en fonction de leur lieu de résidence. MABONDO Sylvain nous a informé que certains Batwa sont partis au Rwanda avec les Hutu.

« *En 1993, j'étais Frère au Petit Séminaire de Mutwenzi [Kirundo]. Je connais la réalité de Bugabira qui était proche de mon milieu de vie. Nous devons reconnaître que les Hutu ont commencé à massacrer les Tutsi. Du côté des Batwa, ceux-ci se rangèrent au côté soit des Hutu ou soit des Tutsi. Ce comportement s'explique par l'existence de plusieurs habitants Hutu ou Tutsi sur la colline où se trouvaient ces Batwa. D'ailleurs, il y a eu certains Batwa qui sont partis avec les Hutu au Rwanda.* »[75]

Dans la peur d'être tué, la population de Bugabira a dû quitter les domiciles pour aller s'installer dans les infrastructures publiques ou les bâtiments confessionnaux ou se réfugier au Rwanda.

b. Apparition des réfugiés et d'une population sinistrée

La crise institutionnelle de 1993 a débouché sur la déchirure du tissu social. Dans la peur de la mort, les rescapés quittèrent leurs maisons d'habitation. Cette population sinistrée a traversé une situation malheureuse : absence de nourriture, de l'eau potable, des médicaments,... Ceux qui avaient franchi les frontières sont des réfugiés et d'autres qui s'installaient dans les infrastructures publiques ou bâtiments confessionnaux sont des déplacés de l'intérieur.

---

[74] DOOB (L.W.), *La résolution des conflits*, Lausanne, Nouveau Horizons, 1984, p.
[75] MABONDO Sylvain, Ancien député du FRODEBU, Entretien oral, juillet 2009.

1°) Qu'est-ce qu'un réfugié ?

Selon le Dictionnaire « Le Petit Robert », le terme réfugié « *se dit d'une personne qui a dû fuir le lieu qu'elle habitait afin d'échapper à un danger (guerre, persécutions politiques ou religieuses, etc.)* »[76]

De sa part, le Centre pour les Droits de l'Homme s'approche de cette définition quand il explique le terme « réfugié ».

« *Le terme réfugié s'applique à toute personne qui, par la suite d'événements survenus avant 1/1/1951 et craignant avec raison d'être persécuté de son appartenance à certain groupe hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut, ou de fait de cette contrainte ne veut se réclamer de la protection de ce pays, ou qui, si elle se trouve hors du pays dans lequel elle avait la résidence habituelle à la suite de tels événements, ne veut pas y retourner.* »[77]

Nous pouvons alors dire qu'un réfugié est une personne qui effectue un mouvement migratoire forcé vers l'extérieur de son pays dont il a la nationalité. A Bugabira, les départs pour l'étranger existaient depuis l'époque coloniale en raison de la recherche des impôts. La sévérité du pouvoir colonial contraignait certains à rester dans le pays d'accueil. Les événements de 1972, 1988 et 1993 ont finalement amplifié le mouvement migratoire dans la sous-région. Il importe de noter qu'après l'accession à l'indépendance, l'émigration vers l'Ouganda est devenue une coutume et un fait psychologique. Aller en Ouganda était une fête mais aussi une étape importante dans l'acquisition du statut d'adulte.[78] Mais les départs suite aux différentes crises ethniques ont été des contraintes pour les gens afin de sauver leur vie en danger mortel.

2°) Qu'est-ce qu'une population sinistrée

Au Burundi, une population sinistrée englobe toutes les personnes qui vivent non pas chez elles mais ailleurs sur d'autres endroits à cause de la crise de 1993. Cette population englobe les déplacés de guerre, dispersés, réfugiés, regroupés et rapatriés. Ces différentes catégories de personnes vivent dans des conditions déplorables.

---

[76] ROBERT (P.), *Dictionnaire le Petit Robert*, Paris, 1984, p.1641.

[77] CENTRE POUR LES DROITS DE L'HOMME, *Droits de l'homme : recueil d'instruments internationaux*, New York, Nations Unies, Viii cité par NSHIMIRIMANA (S.), *Evolution historique des déplacés de guerre au Burundi de 1988-1999*, Mémoire, U.B., FLSH, 2002, p.12.

[78] RUGEMINTWAZA (G.), *Op. cit.*, p.75.

Dans un cadre général, une population sinistrée englobe toutes les personnes qui ont subi des dommages occasionnés par une catastrophe naturelle ou la guerre. Ces personnes restent ruinées et vivent dans la précarité. Elles parviennent à vivre ou à survivre grâce aux aides humanitaires ou à la mendicité.

3°) Formation des camps de déplacés de guerre

Selon le Dictionnaire Petit Larousse, le terme « camp » comporte deux significations :

1°) « *C'est un lieu aménagé pour le stationnement ou l'instruction d'une formation militaire* ;

2°) « *C'est un endroit sommairement équipé où des personnes sont regroupées dans des conditions précaires.* »[79]

La deuxième signification cadre avec le contexte de notre étude. Car des personnes, craignant d'être exécutées par leurs voisins, ont dû quitter leurs habitats pour aller dans des endroits sécurisés comme les écoles, camps militaires, hôpitaux ou bâtiments confessionnaux. Il y a eu d'autres personnes qui sont parties dans la nature où ils construisirent les huttes communément appelées « Blindées ». En référence aux déplacés de la deuxième Guerre Mondiale, les organisations humanitaires ont pu introduire le terme « réfugié » au Burundi. Même si les camps de déplacés de guerre étaient repérables à travers tout le pays, la province de Kirundo comptait à elle seule dix sept d'après le Rapport bimestriel d'avril 1994 du Catholic Relief Services (C.R.S).

[79] Dictionnaire Petit Larousse, Paris, Larousse, 1994, p.177.

Tableau 7 : Situation des déplacés en Avril 1994 à Kirundo[80]

Communes	Sites	Nombre
Bugabira	Ruhehe	7.971
	Ryagihana	1.250
	Vunga	3.608
	Rugasa	1.723
	Nyamabuye	1.069
	Muyumpu	974
Busoni	Rusarasi	4.148
	Marembo	6.667
	Mụrore	500
	Nyarunazi	4.752
Bwambarangwe	Mukenke	1.565
Gitobe	Centre	2.092
Vumbi	Centre	4.276
Kirundo	Murama	4.897
	Gahana	2.325
Ntega	Centre	1.380
	Kidèsani	477

Source : C.R.S, *Rapport bimensuel*, avril 1994.

En province de Kirundo, Bugabira et Busoni comptaient respectivement six et quatre camps de déplacés. En commune de Bugabira les déplacés totalisaient un effectif de 16.595 personnes et Busoni comptait 16.067 déplacés. A part que ces deux communes sont les plus vastes de la province, elles comptent beaucoup d'habitants Tutsi qui étaient visés par ces massacres. Néanmoins dans les camps de déplacés, il y avait peu de Hutu et de Twa comme nos enquêtés nous l'ont indiqué.

4°) Vie quotidienne d'un déplacé de guerre

Dans les sites, la population menait une vie précaire. Dans certains ménages, les femmes ou les enfants aînés étaient chefs de ménage. L'eau utilisée à Bugabira est puisée dans les lacs ou dans les marais. L'aide alimentaire était insuffisante. Les soins de santé étaient mal assurés. Les déplacés mouraient fréquemment à cause de la dysenterie bacillaire ou de la malaria.

[80] RUTIKANGA (I.), *Op. cit.*, p.57.

Face à l'insuffisance alimentaire, quelques personnes déplacées cherchaient à se débrouiller. Elles faisaient un petit commerce des produits alimentaires. D'autres, malgré leur insécurité, se rendaient timidement dans leurs champs sur les collines d'origine. Au retour, elles amenaient de l'eau, fagots de bois et quelquefois une quantité de vivres pour compléter les aides alimentaires. La soirée, les hommes, fatigués, devraient s'organiser pour la ronde nocturne et les femmes restaient à côté des enfants dans les huttes. Le lendemain, toutes les personnes s'apprêtaient à leurs travaux variés et ainsi de suite. La vie dans ces camps de déplacés était dure. Et l'organisation familiale dans le site reste plus ou moins conforme à celles des personnes restées sur la colline.

c. Problème de promiscuité

Le mot « promiscuité » vient du latin « promiscuus », c'est-à-dire « mêler » et signifie :

1°) « *Un assemblage d'individus très différents dont la réunion a un caractère disparate ou contraire à la bienséance* ;

2°) « *Une situation d'une personne soumise à des voisinages nombreux et désagréables.* »[81]

En référence de ces deux significations, nous pouvons dire que la promiscuité est liée à un effectif élevé de personnes vivant dans un espace extrêmement réduit. Dans cet espace s'y trouvent les ustensiles et les animaux. Les enfants, filles et garçons partagent le même lit avec leurs parents dans un ménage. D'ailleurs, « *un ménage est une entité constituée soit par une personne vivant seule soit la réunion de deux ou plusieurs personnes qui, unies ou non par les liens de famille, résident habituellement dans un même demeure et y ont une vie commune, c'est-à-dire pièce de séjour, salle à manger, cuisine commune.* »[82]

[81] ROBERT (P.), *Op. cit.*, p.1545.

[82] Famille d'aujourd'hui, cité par GAHUNGU (B.), *Vivre un camp de déplacés intérieur : les cas des camps de Muhanga. Réflexion sur la violation de la vie intime des communautés*, Mémoire, U.B., FLSH, 2003, p.43.

La promiscuité a entrainé l'effritement, la perte des valeurs morales. Les jeunes enfants se sont livrés à la prostitution. Les hommes et les femmes se livraient à des relations extra-conjugales. Les femmes veuves sont demanderesses de ces relations suite à la nécessité matérielle et psychologique.

d. La valeur-justice en « decrescendo »

La justice est normalement une vertu liée au respect du droit des autres. La justice intervient chaque fois pour asseoir un Etat de droit et lutter contre l'impunité. Cette valeur a été sacrifiée après l'éclatement de la crise. Les juges dans les tribunaux de résidence étaient presque inexistants. Certains étaient massacrés et d'autres avaient fui la guerre. D'autres encore étaient affectés par la crise et devenaient par la suite partiaux.

Les auteurs des crimes, bien qu'ils fussent identifiés par les rescapés, ne s'inquiétaient de rien. Cette situation d'impunité a accru les dégâts en province de Kirundo en général et en commune de Bugabira en particulier. En effet, les personnes accusées des massacres étaient capturées (même en cours de route) par des militaires déviants ou par les jeunes rescapés et ces captifs étaient mis à mort sans procès. C'était la vengeance pour la simple raison de la différence ethnique. Ces actes de vendetta concernaient et les déplacés installés dans les camps et les personnes restées sur les collines. La valeur-justice a été sacrifiée et l'impunité triompha.

4. Les aides humanitaires ou actions humanitaires

Pour la survie de la population sinistrée, il a fallu la mobilisation de la Communauté Internationale. Celle-ci a intervenu par le biais de plusieurs organismes dont le PAM, UNICEF, World Vison, IRC, CRS, CNR,... Ces différentes organisations accordaient des aides humanitaires à la population en détresse. Ainsi donc, l'aide est une action d'intervenir en faveur d'une personne en difficulté ; c'est alors une action, un appui aux nécessiteux. L'aide se confond à une assistance en matière humanitaire :

« *L'assistance désigne une action purement philanthropique visant à alléger les souffrances graves d'un incident grave ou la misère de la population ou d'un groupe de gens. Ce sont les souffrances qui fondent une action d'aide et de*

secours et qui créent au même coup un devoir d'assistance envers les populations souffrantes. Ainsi, les organisations humanitaires évoquent-elles l'idée du « bon samaritain ». »[83]

En effet, la population de Bugabira recevait une assistance composée de sheetings (pour couvrir les huttes), les couvertures (brankets), grains et farine de maïs, petits pois écrasés, riz, huile de coton, sel, haricots, sorgho, casseroles, assiettes, cuillères. La population bénéficiaire se plaint de la quantité reçue qui était insuffisante.

Le jour de la distribution des aides était comme un jour de fête. Hommes, femmes, enfants, adultes, passaient leur temps en attente de l'arrivée des humanitaires qui faisaient le bon samaritain. D'autres activités étaient suspendues. Dans ce contexte, l'aide alimentaire est un cache-misère et une catastrophe à long terme[84] du fait que la population est réduite à la mendicité. A ce sujet, Evariste NGAYIMPENDA souligne les conséquences d'une aide alimentaire prolongée quand il dit :
« *[...] La persistance de l'aide humanitaire quoi qu'indispensable produit des effets pervers en ce sens qu'elle risque d'entretenir une éthique de mendicité, laissant craindre le pire quant à la perspective de remise au travail de certains groupes de sinistrés auxquels elle a déjà par surcroît inculqué de nouvelles habitudes de consommation et habitué à de nouveaux besoins.* »[85]

En effet, l'aide prolongée induit un sentiment oisif chez la population bénéficiaire. Cette paresse finit par soumettre cette dernière à la mendicité. Ainsi donc la population assistée est réduite à l'incapacité de s'assurer une autonomie économique.

[83] BIGIRINDAVYI (N.), *Du droit d'assistance et l'ingérence humanitaire et le pouvoir de souveraineté des Etats en droit international,* Mémoire, UB, Faculté de Droit, 1999 cité par MUJAMBERE (A.), *Mémoire d'une population déplacée : le cas du site du chef-lieu de la commune Busoni*, Mémoire, U.B., FLSH, 2003, p28.

[84] NTAWUHORAKOMEYE (D.), *Effet de l'aide prolongée sur la psychologie des personnes déplacées de guerre*, Mémoire, U.B., FPSE, 2000, p.102.

[85] NGAYIMPENDA (E.), *Crise socio-politique et la déstructuration des ménages au Burundi*, Bujumbura, Février 1999, p.28.

5. Impact de la crise

a. Sur le secteur socio-économique

La crise, dès son éclatement, a affecté négativement tous les secteurs de la vie du pays dont le secteur économique et social. D'abord, dans notre zone d'étude, la production a chuté. Les sinistrés crevant de faim ont adopté de nouveaux comportements. Ils tendaient la main aux bienfaiteurs. Mais l'aide alimentaire était insuffisante en quantité et en qualité. La population de Bugabira qui était habituée à l'autosubsistance alimentaire vit en ces moments de crise grâce à l'aide.

Dans cette zone, la population est généralement agricole. Mais suite à la crise, les sinistrés ne vaquaient pas efficacement aux activités champêtres. Ils craignaient pour leur sécurité. De même pour les déplacés, la distance à parcourir était un handicap à l'exploitation des propriétés. A ce propos Barthelemy GAHUNGU note :

« *Incapables de réintégrer leurs propriétés, les sinistrés sont obligés de les exploiter à distance. Cependant, même là où les distances le permettent, de nombreux sinistrés n'osent plus aller entretenir leurs champs de peur de ne pas rentrer vivants ou parce qu'ils se demandent si ce sont eux ou leurs ennemis qui vont récolter.* »[86]

En effet, la population sinistrée de Bugabira cultivait tant bien que mal leurs champs. Le problème se posait au moment de la récolte. Par exemple sur la colline de Kiri frontalière avec le Rwanda, certains déplacés et certains réfugiés burundais se rencontrèrent la nuit ou quelques fois le jour dans les champs. Ils se disputaient la récolte.

Ensuite, les déplacés ont adopté un autre mode de vie. En effet, la vie conjugale a connu de perturbations. La pomme de discorde était quelque fois la polygamie, le concubinage. Certains jeunes enfants et adultes se livrèrent à la prostitution. Cette situation exposait la population aux maladies sexuellement transmissibles.

---

[86] GAHUNGU (B.), *Op. cit.*, p.69.

En définitive, dans cette zone, le vol et le vagabondage sexuel s'étaient accentués suite à la détérioration des conditions de vie. Surtout la population déplacée restait dans les sites où elle entretenait un sentiment d'oisiveté. A cela s'ajoutait la perte de sa dignité du fait qu'elle vit « mains tendues » étant consciente de la spoliation ou le pillage de leurs biens par leurs voisins de la colline.

b. Sur le phénomène identitaire : la peur de l'autre

Selon Guy DELPIERRE, « *la peur est un phénomène psychologique à caractère affectif marqué qui accompagne la prise de conscience d'un danger réel ou imaginé d'une même menace.* »[87]

En effet, la menace dont on manifeste une peur peut émaner d'une chose ou d'une personne. On peut avoir peur d'un individu, d'un groupe d'individus ou d'un animal. La peur est un danger imaginé suite à la mémoire négative renchérie par un phénomène devenu quotidien.[88]

L'identité, quant à elle, permet de reconnaître une personne pour telle sans confusion grâce aux éléments qui l'individualisent là où elle se trouve. Fort étonnant, au Burundi, l'identité est actuellement portée à l'ethnie avec plusieurs risques de se tromper si l'on se réfère aux caricatures dressées par l'homme Blanc.

Les différentes catégories sociales qui existaient depuis des siècles ont été manipulées par les colonisateurs dans l'intérêt de « diviser pour régner ». Ainsi, chaque catégorie sociale (Bahutu, Batutsi, Batwa) exceptée celle des Baganwa confondue aux Batutsi a été assimilée à une ethnie qui a fini par devenir un objet négatif.[89]

A la suite de l'ethnisation de la société burundaise, la période post-coloniale s'illustra par des événements sanglants. Les tueries furent sélectives. Les massacres visaient les gens de telle ou telle autre ethnie. La confiance qui prévalait dans l'esprit des Burundais céda à la peur selon l'appartenance ethnique.

---

[87] DELPIERRE (G.), *La peur et l'être*, Toulouse, Privat, 1973 cité par NSHIMIRIMANA (J.B.), *Op. cit.*, p.69.
[88] *Ibidem, p.87.*
[89] VIDAL (C.), *Sociologie des passions*, Paris, Karthala, 1991, p.24.

Ainsi, face à cette phobie de l'autre, les hommes ont préféré la haine, la suspicion et la violence. A ce propos, Jean Bosco NDAYISHIMIYE note que « *L'homme considère alors son voisin comme son ennemi qu'il faut garder à l'œil. Ce voisin devient l'autre qui fait peur et qui est source d'angoisse.* »[90]

Quant à Jean Pierre CHRETIEN, la peur au Burundi est l'acteur principal des drames qui ont endeuillé le pays et qui ont nourri son histoire.
« *La peur aujourd'hui est vécu, pensée, jouée, calculée. Elle n'est pas dans le décor du drame, elle en est devenue l'acteur principal [...]. L'identification ethnique dans ce pays, à défaut d'être culturelle ou marquée sur les papiers, se fait dans les cœurs en termes de violences remémorées ou redoutées.* »[91]

En effet, la peur suscitée par le souvenir des crises ethniques a poussé les hommes politiques burundais à exprimer leurs ambitions suivant un calcul à base ethnique. C'est le cas de la Convention de Gouvernement signé le 10 Novembre 1994. Ici, les hommes politiques ont pensé des stratégies de partage du pouvoir entre les Hutu et les Tutsi. Conséquemment, l'appartenance ethnique servait à justifier une destitution ou toute autre opposition.

D'après cette Convention, la province de Kirundo fut cédée aux Partis du Changement Démocratique. Mais suite à l'insécurité et à la criminalité qui a emporté le gouverneur Déo BIZIMANA, Frodebuste, en novembre 1993, ces partis n'on pas trouvé un candidat à placer à la tête de la province. La province fut confiée alors à Philippe NJONI, Uproniste. Les communes de Bugabira, de Busoni et de Kirundo furent confiées à la Coalition des Partis Politiques d'Opposition.

Ainsi, en date du 24 octobre 1994, Ildephonse NDAGIJIMANA, Uproniste, natif de la colline de Nyakarama, fut nommé Administrateur de la commune de Bugabira en remplacement de Basile NYAKARERWA qui assurait jusque-là l'intérimaire.

Le nouvel administrateur venait d'hériter d'une commune où se manifestait un climat malsain entre déplacés et les personnes restées sur les collines d'une part et entre les déplacés et les rapatriés (refoulés) installés dans le site de transit d'autre part.

---

[90] NDAYISHIMIYE (J-B.), *L'image de l'autre qui me fait peur*, Mémoire, U.B., F.P.S.E., 1997, p.48.
[91] CHRETIEN (J-P.), *Le défi de l'ethnisme* ..., p.162.

La peur, base de la haine et de la violence, dominaient tous les camps. La grande tâche de cette autorité était de redonner l'image d'un dirigeant rassembleur et promoteur d'un développement. Aussi devrait-il réconcilier les composantes ethniques de la commune.

Conclusion partielle

La population de Bugabira a été victime des moments de crise connus au Burundi. Les pertes humaines furent nombreuses. La violence ethnique déclencha une perception négative au sein des habitants de la commune. Les hommes ont opté pour la haine, la suspicion et la violence. Leur capacité d'aimer a cédé la place à l'incroyable capacité pulsionnelle de destruction.[92] La phobie de l'autre est en réalité le mobile de la violence, des agressions et des affrontements.

Dans un passé récent, au Burundi en général et dans notre zone d'étude en particulier, les tueries et les massacres nous font voir des situations qui dépassent l'entendement. Ainsi, Jean Bosco NDAYISHIMIYE dit :

« *Les membres d'une même communauté se suspectent les uns les autres, ils s'adonnent à une auto-extermination et mènent une vie de telle sorte que les uns n'osent plus s'approcher des autres. Nous assistons ainsi à l'effondrement de l'éthique humaine en général et de notre fondement culturel en particulier.* »[93]

En effet, la coutume burundaise bannit l'action de tuer. Les enfants étaient empêchés de tuer même un lézard. Pourtant en ces moments de crise, l'assassinat d'une personne appartenant à une autre ethnie était perçu par certains comme un acte de bravoure.

Somme toute, « tout change et tout évolue ». L'homme est un être qui peut se confesser et se repentir. Il n'est pas condamné à se pérenniser dans une situation maléfique. Il est apte à substituer les actes de destruction par les actes de construction. Ainsi donc, la population de Bugabira, lassée des maux de la guerre fratricide, a songé à la réparation du tissu social déchiré par elle-même. Elle inventa alors des stratégies de sortie de crise.

---

[92] NDAYISHIMIYE (J.B.), *Op. cit.*, p.48.
[93] *Ibidem.*

CHAP. III : STRATEGIES DE CONQUETE DE LA PAIX A BUGABIRA

« L'histoire ne doit pas servir comme un instrument d'accusation, de méfiance, de vengeance,... Elle doit servir comme un service d'inspiration pour bâtir un avenir commun et sûr. »[94]

Prenant pour prétexte des expériences du passé, les hommes politiques burundais ambitieux trouvaient la division ethnique comme un moyen efficace pour accéder au pouvoir ou garder tel ou tel autre poste. Ils ne cessaient de trouver de « bonnes raisons » pour continuer leurs manœuvres divisionnistes et ainsi conserver leurs postes. Pour eux, la réconciliation au Burundi leur paraissait impossible.

Néanmoins, à Bugabira, dans les premières années de la crise, la population songea à enterrer la hache de guerre. Ceci permettrait de sortir de la guerre et de retrouver la confiance entre les composantes ethniques. La perception négative et réciproque s'était accentuée avec le retour forcé des Burundais réfugiés au Rwanda. Les déplacés à majorité Tutsi les accusaient d'avoir participé aux massacres qui emportèrent les leurs. Ensemble, les habitants de cette commune décidèrent de bâtir la vie sur les expériences du passé et de préparer un avenir commun et meilleur.

1. Retour forcé des réfugiés en 1994

Suite à la crise de 1993, certains Burundais ont franchi les frontières. Des réfugiés se sont installés au Rwanda, en Tanzanie, en RDC (Ex-Zaïre) et ailleurs dans le monde. La plupart des habitants de Bugabira ont fui vers le Rwanda. Ils ont été installés non loin de la frontière burundo-rwandaise essentiellement dans les camps aménagés à Kagina, Ntyazo et Mututu.

Souvent, « le malheur ne vient pas seul ». Le séjour des réfugiés burundais au Rwanda n'a pas duré longtemps. En effet, après le sommet du 06 avril 1994 en Tanzanie consacré au problème burundais, le Président burundais Cyprien NTARYAMIRA et son homologue Rwandais Juvénal HABYARIMANA moururent suite à un crash à l'aéroport de Kanombe.

---

[94] Elikia MBOKOLO, « *Les grands moments du Tiers monde* » (Emission radiodiffusée) cité par MANIRAKIZA (A.), *Les vingt-cinq premières années de coopération entre le Burundi et la Belgique (1963-1987)*, Mémoire, UB, FLSH, 1992, p.v.

Ce fut alors le déclenchement du génocide des Tutsi rwandais. Par conséquent, une rébellion rwandaise, le F.P.R (Front Patriotique Rwandais), entreprit la conquête du pays et mit fin au génocide. Ce génocide contraignit les Hutu rwandais et les réfugiés burundais à exiler dans la sous-région. Néanmoins, certains Burundais retournèrent au bercail et certains Rwandais ont fui vers le Burundi. Consécutivement, les anciens réfugiés Tutsi rwandais s'empressèrent de rentrer dans leur pays natal.

La prise du pouvoir du F.P.R. a intensifié le mouvement des rapatriés à partir du Rwanda. Les rapatriés forcés ont été installés dans les sites de transit avant de regagner leurs collines d'origine. En province de Kirundo, les sites de transit étaient aménagés à Rukuramigabo en commune de Kirundo, à Mugendo en commune de Ntega, à Rusarasi et Rwibikara en commune de Busoni et à Kiri et Ruhehe en commune de Bugabira non loin des camps de déplacés.

D'après les données d'archives, les refoulés de Bugabira en date du 25 mai 1995 étaient répartis comme suit :

Collines	**Effectifs recensés**
Kiri	1260
Nyakarama	104
Rugasa	71
Ruhehe	76
	Total : 1531

Source : Registre des procès-verbaux, Bugabira, Archives communales, 1995.

Il importe de noter que d'autres refoulés de la commune de Bugabira étaient installés à Mugendo en commune de Ntega et à Rukuramigabo en commune de Kirundo.

Parmi les refoulés, certains étaient accusés des massacres de 1993. Ceux qui étaient repérés étaient immédiatement capturés et emprisonnés.[95] Les déplacés étaient accusés des réactions vengeresses. Cette situation de méfiance accentuait le sentiment de peur vis-à-vis d'autrui.

[95] NKUNZIMANA (G.), Etudiant mémorand U.B., originaire de Ruhehe, Entretien oral, avril 2009.

Inquiets d'être détenus, les refoulés avaient perdu une solidarité de masse. Ils étaient identifiables en deux groupes : autochtones et immigrants dits « Abayenzi ». Ce sont ces derniers (venus de la région de Buyenzi) qui se voyaient accusés de massacres. Et dans certains cas, certains refoulés ou déplacés dénonçaient les bourreaux. C'est ce que Hannah ARENT évoque quand il écrit ceci :

« *Dès qu'un homme est accusé, ses anciens amis se transforment immédiatement en ses ennemis les plus acharnés ; afin de sauver leur propre existence, ils se font mouchards et se hâtent de corroborer par leurs dénonciations les preuves qui n'existent pas contre lui ; tel est évidemment leur seul moyen de prouver qu'ils sont dignes de confiance.* »[96]

En effet, dans la masse, l'homme ne raisonne pas sur les actes qu'il va poser. Il ne contrôle pas ses actions. « La masse ne raisonne pas ». Mais quand l'heure arrive pour établir la responsabilité de chacun du groupe, un individu individualisable répond à ses actes. La culpabilité d'un individu est établie à base de preuves. Néanmoins, certaines personnes peuvent être culpabilisées à partir des preuves montées soit que ces gens sont indésirables dans la communauté ou soit que les dénonciateurs veulent s'attirer une belle image vis-à-vis des détracteurs.

Dans les sites des sinistrés de Bugabira, tout comme chez les personnes restées à la campagne, les difficultés étaient innombrables. C'est le cas de la méfiance réciproque, l'insécurité alimentaire, les maladies diarrhéiques et d'autres. Mais, les autorités locales appuyées par leurs supérieurs dont les ministres et les députés comme Jean Baptiste MANWANGARI et Frédéric BAMVUGINYUMVIRA mobilisaient la population à la paix. Nous pouvons citer les descentes de ces dignitaires en date du 5 mai 1995. Le mot d'ordre était le retour à la paix, la reconstruction et la cohabitation pacifique.[97]

---

[96] ARENT (H), *Le système totalitaire*, Paris, Ed. du Seuil, 1972, p.46.
[97] Procès-verbal, Bugabira, Archives communales, le 5 mai 1995.

2. La sensibilisation à la paix

a. Les descentes des autorités

Le rétablissement de l'ordre et la tranquillité hantaient les autorités nationales et locales. En province de Kirundo, le gouvernement y envoyait certains ministres pour la sensibilisation à la paix. De même, les autorités locales de cette région s'inquiétaient de la situation qui prévalait dans les communes : les tueries, vengeances, maladies dans les camps de déplacés, l'insécurité alimentaire et d'autres maux. Notons aussi que les refoulés installés dans les camps de transit depuis 1994 n'étaient pas épargnés par cette situation.

Dans l'optique d'apaiser cette situation, le gouverneur de la province et ses conseillers politique, économique et social ont entrepris une campagne de sensibilisation à la paix à travers toute la province de Kirundo. En date du 24 avril 1994, le gouverneur envoya son messager en commune de Bugabira. A ce moment, la commune était dirigée par Basile NYAKARERWA. L'envoyé du gouverneur et cet administrateur ad intérim ont animé une réunion à l'intention des déplacés et des refoulés qui entretenaient une méfiance réciproque.

Lors de la réunion, un conseiller du gouverneur intervient en ces mots :

« Ijambo ni Bulamatari n'aho ururimi ni twebwe [...]
Abantu baratemaguranye kubera Presida apfuye [...]
Hari abahungiye mu bihugu duhana imbibe,
Abasigaye nabo bahungira ku ma « centres »,
Presida mushasha yagize isanganya apfira i Rwanda,
I Rwanda ingwano yaradutse,
Abarundi barahunguka ku nguvu,
Impunzi mu gihugu hagati ni nyinshi,
Kwumvikana vyoba ari vyiza,
Amasezerano y'ubumwe twari twarayumvikanye,
Tugire none amasezerano mashasha? »[98]

[98] Procès-verbal, Bugabira, Archives communales, le 24 avril 1994.

Traduction libre :
« Je suis un messager du gouverneur [...]
Des personnes se sont entretuées suite à la mort du Président [...]
Certaines personnes ont fui vers les pays limitrophes,
D'autres rescapés sont installés dans les centres,
Le nouveau Président est mort au Rwanda au cours d'un accident,
Au Rwanda la guerre éclata,
Les réfugiés burundais sont rapatriés forcément,
Actuellement, le pays a beaucoup de sinistrés,
La réconciliation s'avère nécessaire,
Nous avons conclu la Charte de l'unité nationale,
Pouvons-nous penser à une autre ? »

Dans son allocution, l'envoyé du gouverneur a reconnu que tout le monde n'a pas participé aux tueries et cela dans toutes les « ethnies ». Et il n'a pas oublié de préciser qu'il y avait une commission chargée d'enquêter sur les crimes commis au Burundi. Plutôt tout en interpellant à la population de Bugabira à l'unité et à la réconciliation, il se référa à la Charte de l'unité nationale adoptée à plus de 80% dans cette commune. A cette occasion, la population allait se souvenir du contexte dans lequel le gouvernement BUYOYA a songé à cette Charte : l'éclatement de la guerre en 1988 à Ntega et Marangara.

Donnant l'occasion aux participants pour s'exprimer, le conférencier invita chaque intervenant à s'exprimer librement. Ainsi, les sinistrés menacés par la faim et les maladies dans les sites ont émis le souhait de retourner sur leurs collines d'origine si les conditions sécuritaires sont réunies et traduire en justice tout fauteur de désordre. Voici les propos d'un sinistré :

« Dukwiye kurondera ingene twoja ku mitumba, tukarima kuko inzara iri imbere,
Tugakora kuko utwo baduha ku rushi ntitwodutunga,
Ikindi ni gushirahamwe ubwa mbere,
[Hanyuma] gusubira ku mitumba,
Umutekano tukawucungira ng'aho nyene,
Tugarure ivyo dushobora kugarura,
Kuko ivyo intambara yatuzaniye twarabibonye.

Uwugiriye nabi uwundi,
Azohanwe biciye mu ntahe,
Guhana si ukwica gusa. »[99]

Traduction libre :
« Il s'avère nécessaire de trouver des stratégies aidant à retourner sur les collines pour cultiver car la faim est à la porte ;
Nous voulons travailler parce que l'aide alimentaire est insuffisante ;
Mais avant tout c'est la réconciliation ;
[Puis] le retour sur les collines ;
Et tout le monde œuvra pour la sécurité ;
Sauvons ce qui est à sauver ;
Car nous connaissons les méfaits de la guerre ;
Le fauteur des désordres sera puni par les instances habilitées ;
Punir n'est pas uniquement tuer. »

Les archives de la commune de Bugabira montre que les descentes sur terrain ont été multipliées surtout celles des autorités locales. L'avènement du nouvel administrateur, Ildephonse NDAGIJIMANA (nommé en fonction le 24 octobre 1994) n'a pas freiné cette volonté de ramener la paix. Plutôt ce natif de la commune s'engagea lui-aussi dans le processus de la paix. Il sollicitait l'appui des élus (Députés) et autres natifs de la commune en faveur de la sensibilisation à la paix. Alors en date du 5 mai 1995, le député Jean Baptiste MANWANGARI et Frédéric BAMVUGINYUMVIRA accompagnés du Ministre de l'Environnement et du Tourisme se rendirent à Bugabira. Le mot d'ordre de cette équipe était l'appel à la reconstruction, la réconciliation et la cohabitation pacifique. C'est au cours de cette réunion qu'un déplacé de guerre réclama le retour de leurs compatriotes installés dans les camps de transit de Mugendo en commune de Ntega.

« *Ni iki cabujije abari ku Ntega kuza ?*
Ni batahe, baze tubane [...] » [100] (« Qu'est-ce qui empêche les refoulés installés à Ntega de revenir ? Qu'ils reviennent afin de cohabiter avec nous [...] »).

[99] Procès verbal, Bugabira, *Archives communales, le 5 mai 1995.*
[100] MIBURO Emmanuel, dans les *Archives communales.*

Les différentes réunions organisées ainsi que les descentes sur terrain à Bugabira ont amorcé un dialogue franc entre les composantes ethniques de cette commune. Cela a permis de prendre connaissance des vrais problèmes de la population et leur souhait de bâtir la paix. A ce propos nous sommes du même avis que Léonie NIYONKURU :

« *[...] Un dialogue utile dont on espère des fruits doit être organisé et s'instaurer entre les parties concernées par le débat. Il doit s'engager avec la volonté partagée d'aboutir. Le débat aide entre autres à cerner les problèmes et leurs enjeux, à mieux les circonscrire afin d'y apporter des solutions meilleures.* »[101]

En effet, à travers les réunions et débats organisés à Bugabira, le constat a été que la population de la localité avait les mêmes problèmes à contourner (la famine, l'insécurité, problèmes liés à la santé, la reconstruction, la méfiance réciproque, ...). Aussi, la population a constaté qu'il y a des intérêts communs à défendre (la paix et la réconciliation, le labour des champs, scolarisation des enfants, la reconstruction). Ce sont ces intérêts communs qui ont poussé la population à sentir le besoin de la paix et le mal de la guerre. Il est souvent dit que « *Sans la paix nul n'est possible* ».

b. La recherche des semences et les bonnes récoltes

L'appel à la paix ne se limita pas aux descentes des autorités nationales et locales uniquement. Comme la famine était un des problèmes épineux de la population, l'administrateur communal se décida d'aller toquer ça et là pour recevoir des semences. L'administrateur Ildephonse NDAGIJIMANA était convaincu que le « *le développement économique et social est une condition fondamentale de la construction d'une nation.* »[102] En effet, il contacta les bienfaiteurs qui lui seront favorables. Il n'a pas même oublié de toquer à la Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage à Kirundo (D.P.A.E.). Cette D.P.A.E était sous la direction de Pierre NDIKUMAGENGE, natif de Bugabira. Celui-ci vola lui-aussi au secours de ses compatriotes.

[101] NIYONKURU (L.), *Conflit et négociation politique : le cas du Burundi (1993-2000),* Mémoire, U.B., FLSH, 2003, p.26.
[102] CHRETIEN (J-P.), *La crise d'Août 1988,* .....p.56.

Tous ces acteurs espéraient qu'une fois la famine serait maîtrisée, la situation sociale allait s'améliorer. Cela s'inscrit dans la logique de Jacques LECAILLON qui souligne que « à partir du moment où la récolte ne permet plus de corriger certains écarts de revenus [...], le climat social tend à se déstabiliser. »[103]

Ainsi, au début de la saison culturale A de 1994, les habitants de Bugabira ont été secourus en aides. Ils ont reçu des semences (haricots, sorgho). Pour cette saison, le régime des pluies a été clément et les récoltes ont été bonnes. Maints sinistrés ont atteint l'autosuffisance alimentaire.

Dans toute la province de Kirundo, les récoltes étaient satisfaisantes. Au cours de cette période, certains déplacés de guerre et des sinistrés se sont détachés de l'aide alimentaire comme l'écrit Ildephonse RUTIKANGA.

« *Les déplacés sont concentrés surtout dans la province de Kirundo : 46% des déplacés totaux. Dans cette région, le nombre de dispersés a atteint l'autosuffisance alimentaire avec la récolte de la saison 1994. Environ 50.000 bénéficiaires se sont détachés complètement de l'aide humanitaire.* »[104]

En effet, à Kirundo la production était excédentaire. A Bugabira, c'est la satiété. Ceci était prouvé par certains surnoms collés à certains produits agricoles. En cette période, la patate douce était surnommée « Ingorane » (problèmes) et la banane « Ikoti rya nyumbakumi » (=veste du chef de cellule). Ainsi, la patate douce était assimilée aux « problèmes » car elle ne se conserve pas longtemps. Elle pourrit rapidement et elle était à ces jours moins chère. Et pour la banane, qui était elle-aussi moins chère, la population l'assimilait à un habit moins coûteux, celui d'une autorité à la base par rapport à celui d'un Ministre. Dans les différents marchés de la province, la banane n'était pas écoulée. Elle était excédentaire. N'importe qui s'en procurait sans aucun problème.

[103] LECAILLON (J.), *La société des conflits. Les tensions entre l'économie, le social et la politique,* Paris, Le Centurion, 1979, p.37.

[104] RUTIKANGA (I.), *Op. cit.*, p.62.

3. La pratique de réconciliation à Bugabira : « Guhamba amacakubiri »

Au Burundi, les années 1990 ont été marquées par la crise profonde de l'Etat et de la résurgence des conflits identitaires. Des institutions sous-formes de mutualités issues des initiatives privées ou de l'autorité politique ont vu le jour pour pacifier les relations entre les communautés en conflits.[105]

En effet, la stabilité du pays ne pouvait pas venir de soi. Elle devrait être le fruit de l'initiative des autorités nationales (politiques ou religieuses) ou locales. De même, l'initiative des dirigeants de la sous-région et des organismes non gouvernementaux (comme Search for Commonground) est non négligeable dans le processus de réconciliation des Burundais. Si dans certaines communes du pays, la réconciliation des habitants a été orchestrée par certains ONGs (à Ngozi, Gitega,...) ou par certains religieux (à Kayanza), en commune de Bugabira ladite réconciliation s'est opérée sans l'intervention d'une quelconque ONG. La population, sous l'égide de l'autorité communale, s'est forgée un moyen pour rétablir l'ordre et la confiance entre « les ethnies ». Ce moyen baptisé « Guhamba amacakubiri » (enterrer les divisions ethniques), est connu pour la plupart sous l'étiquette d' « umuganuro ».

Normalement, le « Muganuro » se célébrait à la période monarchique vers le mois de décembre. Le roi consommait une pâte de sorgho particulière. Il y avait aussi des sacrifices de taureaux. A l'occasion de la fête, le roi manifestait publiquement sa puissance lors de la redistribution (« kugaba » qui signifie à la fois donner et diriger). On mangeait et pour manifester la joie, on dansait et on chantait. C'était une fête nationale exprimant l'unité du royaume.[106] Mais la transposition du « muganuro » à Bugabira visait l'unité des composantes sociales de la localité. A cette occasion, on mangeait, on buvait, on chantait.

Persuadé que le salut ne viendra pas d'ailleurs, un groupe de personnes dont l'administrateur Ildephonse NDAGIJIMANA, le secrétaire communal Gervais RWABUDURANYA, Cyprien RUHARA, un commerçant et Vincent NZISABIRA ont pensé à une stratégie de réconciliation.

---

[105] UNIVERSITE DU BURUNDI, *Rapport de séminaire sur les institutions traditionnelles de résolution pacifique des conflits et la promotion de la paix dans les Grands-Lacs et la corne de l'Afrique*, Bujumbura, Burundi, le 5-8 décembre 2001, p.16.

[106] MWOROHA (E.), *Op. cit.*, p.214.

A ce propos, l'administrateur Ildephonse NDAGIJIMANA est explicite : « *La révélation nous est venue de la Sainte-vierge Marie. Néanmoins, le premier à lancer l'idée de nous rassembler toutes ethnies confondues autour de la bière est le commerçant RUHARA, lui-même victime de la crise de 1993. Tout en épousant son idée, nous avons commencé à nous rassembler sur la colline de Kigina, puis sur la colline de Gaturanda et ainsi de suite. Ce qui nous a fort étonné, c'est que là où nous faisions la fête, les déplacées y restaient. Ils ne retournaient pas dans le camp [...]. La stratégie nous a semblé efficace.* »[107]

Au moment où l'ancien administrateur communal fait intervenir la puissance extérieure, la Vierge Marie, pour expliquer l'origine de la pratique de réconciliation, le secrétaire communal l'explique par une stratégie de groupe.

« *Twari duhejeje inama n'aba « conseillers », duca twicara harya munsi y'igiti [mu Ruhehe hafi ya Komine]. Hari Musitanteri, Vincent NZISABIRA, umudandaza Cyprien RUHARA na jewe nyene. Turiko turanywa, dufungura n'inkoko twokesheje, niho RUHARA avuka i Nyakarama kandi yabuze benshi, yavuga ati : « Ese uku turi aha turi amoko yose twobigira no mu misozi yose !» Twaciye tuvyemeza, ubonako n'aba « conseillers » batasiba kudutura ico ciyumviro co gusubiza hamwe.* »[108]

Traduction libre :
« Après la réunion avec les conseillers de collines, nous nous sommes retrouvés là-bas [à Ruhehe non loin de la commune]. Il y avait l'administrateur, Vincent NZISABIRA, le commerçant Cyprien RUHARA et moi-même. Quand nous étions en train de boire et manger les poulets, RUHARA, natif de la colline de Nyakarama et victime de la tragédie [1993], nous dit : « Il serait mieux si nous nous rassemblons sur toutes les collines tour à tour et toutes les ethnies confondues comme nous sommes maintenant ! » Tous, nous avons adhéré immédiatement à cette idée ; d'ailleurs les conseillers ne cessaient pas d'apporter cette doléance de réconciliation. »

Somme toute, le changement social est le propre d'un petit groupe qui, par après, influence toute la communauté. En effet, les conseillers sont parvenus à convaincre les leurs sur le bien fondé de la réconciliation.

[107] NDAGIJIMANA Ildephonse, Entretien oral, Ruhehe, 13 mai 2009.
[108] RWABUDURANYA Gervais, Entretien oral, Ruhehe, 13 mai 2009.

La population a finalement salué cette idée salutaire pour elle. Ils se sont convenus sur les modalités des fêtes et sur les cotisations en argent ou en nature. Les journées de rassemblement eurent lieu d'abord sur les collines séparément puis à la commune pour réunir tous les habitants de cette entité.

a. Les cotisations ménagères

Les initiateurs des cérémonies de réconciliation avaient pensé aux modalités de rassembler la population. La collecte des vivres et une « petite » somme d'argent par ménage était la condition de réussite des journées de fête. Selon le secrétaire communal RWABUDURANYA et l'ancien administrateur communal NDAGIJIMANA, la contribution fixée était, à cette époque, accessible pour chaque ménage. Sur base du volontariat, quiconque désirait prendre part à cette fête devrait donner une certaine quantité de sorgho (2kg ou 5kg selon les collines), un régime de banane et de l'argent. Même les démunis participaient à la fête.

A la question de savoir ce qui était exigé pour participer aux fêtes, un de nos enquêtés nous dit :

« *Hasabwa [...] umunyabugabira wese, ubwa mbere, ukwiyumvamwo urwo rubanza, hanyuma agaca atanga ibisabwa nk'amasaka n'amafaranga n'ibindi vyo guteka nk'ibitoke.* »[109]

Ce qui signifie :
« Premièrement, chaque habitant de Bugabira devrait avoir un désir vif de participer et deuxièmement il devrait donner une cotisation fixée comme le sorgho, l'argent et d'autres comme la banane. »

D'autres parmi nos enquêtés sont de cet avis :

« *Kwari ukurwiyumvamwo gusa. N'aho ataco watanga waragenda kandi bakakwakira rupfasoni.* »[110] (« C'était uniquement avoir la volonté de participer. Celui qui ne parvenait pas à avoir la cotisation exigée était le bienvenu. »)

[109] MIBURO Jean Paul, 47 ans, Enquêté, Kigoma, avril 2009.
[110] SEKAGABO Martin, 75 ans, Enquêté, Kigoma, avril 2009.

« *Agatererano kari amasaka ibiro bibiri (2kg). Ku muntu yifise yaraterera n'amafaranga yo kugura inzoga z'ikizungu.* »[111] (« La contribution était fixée à 2 kg de sorgho. Les gens aisés donnaient même de l'argent pour acheter des boissons industrialisées. »)

Selon nos enquêtés, la contribution fixée variait d'une colline à l'autre. En effet, sur les collines de Kigoma et de Kiyonza, chaque ménage donnait deux kilogrammes de sorgho, mais sur la colline de Kigina cinq kilogrammes de sorgo étaient fixés et une somme de 1000Fbu pour chaque ménage. A ce sujet, un habitant de Kigina nous a révélé ceci :

« *Hano iwacu hasabwa ibiro bitanu kuri umwe umwe wese [Serugo]. Umuntu wese yarongerako [...] amafaranga igihumbi.* »[112] (« Ici chez nous, chaque individu [chef de ménage] donnait une contribution de 5kg et [...] une somme de 1000Fbu. »)

La contribution fixée n'était pas une imposition des autorités. Plutôt, elle résultait d'un consensus entre la population de la localité et leur conseiller. L'organisation de ces fêtes au niveau collinaire était une occasion de se remémorer les anciennes pratiques dont les fêtes familiales et les visites entre connaissances et amis. La cotisation permettait une participation effective de tout habitant de la colline.

b. Les journées de rassemblement

Elles étaient des fêtes cérémoniales. Elles s'inscrivaient dans la droite ligne de rétablir la paix et la sécurité à Bugabira. Les objectifs de ces journées ont été définis le 12/8/1995 lors de la réunion des autorités à la base. Ces objectifs étaient :

« - *Ukugenderanira ;*
- *Gutsimbataza amahoro ;*
- *Gusangira ivyimburwa (impeke, ibitoke) ;*
- *Kwenga ku mitumba bagatumirana ;*
- *Gutumira abatwara imitumba.* »[113]

[111] NGABOYISONGA Célestin, 31 ans, Enquêté, Kiyonza, avril 2009.
[112] BIGERINKOKO Thomas, 81 ans, Enquêté, Kigina, avril 2009.
[113] Procès-verbal, Bugabira, *Archives communales*, le 12 août 1995.

Traduction libre :

« - Visites intercollinaires ;
- Rétablir l'ordre et la paix ;
- Partager les récoltes agricoles (bière de sorgho, bananes) ;
- Préparer la bière de sorgho;
- Convier tous les chefs de collines. »

Selon l'ancien administrateur, l'objectif majeur était « la célébration de la journée de la paix retrouvée et de relance des activités agricoles à Bugabira. » D'où les journées de rassemblement étaient organisées au cours du mois d'août et dans la première moitié du mois de septembre. En septembre, étaient organisés les rassemblements au nom de la commune mais en août, c'était des rassemblements sur des collines.

1°) Les rassemblements sur les collines

A ce niveau, l'organisation incombait aux chefs de secteurs aidés par leurs comités d'organisation. Le jour et la date étaient fixés par les organisateurs. Chaque colline s'organisait indépendamment des autres. Le jour de rassemblement, presque tous les habitants étaient présents. Et plusieurs autorités à la base voisines étaient invitées.

Les boissons étaient apprêtées le jour des cérémonies. Plusieurs cruches de boissons étaient alignées. Sur une cruche, trois personnes (Hutu, Tutsi et Twa) passaient boire au même moment à l'aide des chalumeaux. Tour à tour, tous les participants devraient se désaltérer.

A l'occasion de ces journées, des produits alimentaires étaient apprêtés. C'était notamment les chèvres, les vaches, les poules, la banane, les tomates, les haricots, ...

La réussite de la fête n'allait pas de soi. Elle dépendait de la responsabilité des organisateurs. Parmi les membres du comité, il y avait le Président, les distributeurs de boissons, les agents de sécuité et les gardiens du stock. Le Président était généralement le chef de secteur (colline). Il n'est pas aisé de trouver les organisateurs sur chaque colline. Mais nous avons pu retrouver les membres du comité d'organisation de la fête du 31 août 1998 à Kigina dont voici la liste :

Tableau 8 : Comité d'organisation de la fête du 31 août 1998 à Kigina

Nom et prénom	Ethnie	Tâche
1. NKURIYINGOMA Michel	Tutsi	Président
2. NDAYIZEYE Juvénal 3. RUTSINDINTARE J. Bosco	Tutsi Tutsi	Distributeurs de la bière de sorgho aux invités
4. NGABOYUMWAMI Pierre 5. HABARUGIRA Oscar	Tutsi Hutu	Distributeurs de la bière de sorgho aux habitants de Kigina
6. MUSHENGEZI	Hutu	Sécuritaire
7. NYABENDA Evariste 8. GATARI Gabriel	Hutu Tutsi	Chargés de ramasser les vidanges
9. SINDAYIHEBURA 10. MBANZABUGABO	Tutsi Tutsi	Distributeurs de boissons industrialisées
11. MANURA 12. MACUMI Paul	Tutsi Hutu	Distributeurs de vin de bananes (Isongo)
13. NGABONZIZA Frédéric 14. GACUMI Gaspard	Hutu Hutu	Gardiens du stock

Source: Tableau fait par nous-mêmes sur base des données de l'enquête

Rassemblée, la population de la colline recevait un mot de circonstance non écrit. C'était une allocution prononcée par l'un ou l'autre participant qui souhaité s'adresser aux autres. Le point commun de tous les intervenants était l'interpellation à la réconciliation en commune de Bugabira. Selon Oscar MIBURO :

« *Umunsi mukuru w'umuganuro bawugira « secteur » kuri « secteur ». Nyumbakumi yatoza amasahani abiri ku rugo, agaca ayatwara ku mukuru wa « secteur » bagaca bahengera [impeke] bakazozikuraho bazijana mu kibanza baba barumvikanyeko. Bamaze guhimba baravyina bongera bagwana mu nda, barabisha amaboko hasi ngo bahamvye amacakubiri.* »[114]

Traduction libre :
« Le jour d' « umuganuro » s'organisait secteur par secteur. Le chef de cellule prélevait deux assiettes (2 kg) de sorgho à chaque ménage, puis ce sorgho était acheminé au chef de secteur où on fabriquait la bière [de sorgho] et cette bière, à son tour, était acheminée vers la place aménagée pour la fête. Après la satiété, on dansait et s'embrassait, on baissait les bras vers la terre en signe d'enterrer les divisions ethniques. »

[114] MIBURO Oscar, Enquêté, Kigoma, avril 2009.

Selon l'administrateur communal, l'organisation de ces fêtes permettait le retour des déplacés sur leurs collines après avoir fêté avec ceux qui étaient restés à la colline.

« *Dans la plupart de cas, après la fête sur les collines, les déplacés décidaient de rester sur les collines d'origine voyant qu'ils cotisaient là-bas. D'ailleurs, à Kigina, il y a ceux avec qui nous étions ensemble et qui n'ont pas voulu retourner dans les camps de déplacés. Nous avons constaté ce comportement lors de nos tournées sur les collines.* »[115]

Après avoir observé les journées de rassemblement sur toutes les collines, l'administrateur et son comité organisaient une fête cérémoniale au niveau de toute la commune.

2°) Le rassemblement au niveau communal

Les fêtes cérémoniales au niveau de la commune s'organisaient après celles des collines. La contribution matérielle de la population était minime. Néanmoins, les administratifs locaux devraient contribuer à une somme qu'ils fixaient en consensus.

« *Imitumba yose (umwe umwe ukwawo) yaregeranya ibikenewe hanyuma bagategura umunsi n'ikibanza bizoberako. Imitumba yose yaraganuye haca haba umuganuro uhuza komine yose. Muri urwo rubanza nyene niho havugirwa amajambo meza yo gusubiza hamwe.* »[116]

Traduction libre :
« Toutes les collines (chacun de sa part) apprêtaient tout le nécessaire et on fixait par après le jour et la place de rassemblement. Après les rassemblements sur les collines, on organisait le rassemblement au nom de la commune. Au cours de cette journée, les bonnes paroles de circonstance étaient orientées dans le sens de réconciliation. »

Jeunes, adultes, fonctionnaires, écoliers et agriculteurs participaient à cette fête. Les invités étaient innombrables. Le gouverneur de province d'alors Philippe NJONI, le Commandant de la 4ème région militaire, les administrateurs

[115] NDAGIJIMANA Ildephonnse, *Op. cit.*
[116] MURERWA Cassilde, 34 ans, Enquêtée, Ruhehe, avril 2009.

communaux de la province de Kirundo et certains ministres sans oublier les administratifs du Rwanda qui dirigeaient les communes frontalières avec la commune de Bugabira étaient conviés à ces cérémonies.

Comme sur les collines, des cruches remplies de boissons locales et du repas copieux étaient apprêtés. On mangeait, on se désaltérait et on dansait pour manifester la joie. Cette joie prévisageait une cohabitation pacifique.

La pratique de réconciliation avait été inventée en 1995 et la dernière fête a été organisée en août 2002. Son abandon s'explique par plusieurs facteurs à savoir la sécheresse, les mauvaises récoltes, l'aboutissement de l'objectif fixé (d'après bon nombre d'enquêtés). En plus de cela, Ildephonse NDAGIJIMANA, l'ancien administrateur, ajoute l'action propagandiste des rebelles natifs de la localité.

c. Analyse de la pratique de réconciliation

En commune de Bugabira, cette pratique visait l'unité entre les Hutu, les Tutsi et les Twa. Toutes ces composantes sociales se rencontrent sur toutes les collines de la commune. La crise de 1993 avait provoqué la méfiance réciproque. Pour rassembler cette population, il a fallu organiser des fêtes réunissant tout le monde. Ces journées de rassemblement étaient organisées chaque année avant la saison culturale A. Ces fêtes sont connues localement sous le vocable d' « umuganuro ».

Selon les enquêtes menées par Emile MWOROHA en 1972 auprès de Henri SINZOBAKWIRA de Mukenke en commune de BWAMBARANGWE, le mot « kuganura » est comme si on disait « boire ».[117] Dans la région de Bugesera les habitants ont une habitude de confondre « kuganura » aux mots « donner beaucoup à boire gratuitement ». Or, dans le Burundi des monarques sacrés, la fête d'« umuganuro » était la fête des semailles qui se situait au mois de décembre. La population se trouvait dans une abondance relative matérielle.

[117] MWOROHA (E.), *Peuples et rois de l'Afriques des lacs. Le Burundi et les royaumes voisins*, Dakar, N.E.A., 1977, p.310.

Après avoir consommé la pâte du sorgho, le roi donnait l'ordre de planter les nouvelles semences.[118] Le « Muganuro » était une fête nationale exprimant l'unité du royaume. Tous les chefs devaient y assister, les délégations convergeaient de partout.[119]

Néanmoins, le « muganuro » local à Bugabira était lui aussi une fête organisée en deux moments (d'abord sur les collines puis au niveau de la commune). Son objectif majeur était la réconciliation de la population. Souvent on préférait dire « uguhamba macakubiri » (enterrer les divisions ethniques). D'après l'ancien administrateur Ildephonse NDAGIJIMANA, lors de ces journées, il prononçait le mot de circonstance allant dans le sens de réconciliation et de relance des activités agricoles pour la saison culturale A.

Bien que la vision de cette pratique fût la « reconstruction » des cœurs des victimes de la crise, certaines personnes ne voyaient que de la nourriture et les boissons. A ce sujet Pascal KABERA se souvient aisément d'un Mutwa de Ntega qui leur rapporta la scène quand ils étaient en groupe:
« *Iyo sosi n'urwo runyama, mwiswanje bakaba bapfa ubusa.* »[120] (« Cette sauce et la viande succulente, vraiment c'est ça la cause de la guerre. »)

Ce Mutwa voit plutôt loin. La mauvaise répartition des richesses et les injustices sociales s'observaient au Burundi. Le partage était le meilleur moyen de réconcilier les Burundais.

A la question de savoir si la réconciliation a réussi à Bugabira, la population enquêtée (jeunes et vieux, paysans et fonctionnaires, autorités et administrées) répond par l'affirmative. Cette population affirme en outre que les habitants participaient à la pratique de réconciliation en âme et conscience.

Certains des enquêtés nous ont informé qu'ils pourraient participer aux journées similaires à celles déjà organisées si l'objectif est changé :
« *Uwo munsi mukuru boca bawuha iyindi ntumbero kuko intumbero y'umuganuro yarashitsweko. Urubanza rero ruhuza abantu bose ntaworeka kurwitaba.* »[121]

[118] MWOROHA (E.), *Op. cit.*, p. 254.
[119] MWOROHA (E.), *L'histoire du Burundi……*, p.213.
[120] KABERA Pascal, Professeur au Lycée Mukenke, Entretien, Mukenke, août 2009.
[121] Résultats d'enquête, avril 2009.

Ce qui signifie :
« La nouvelle fête devrait avoir une autre vision que celle d' « umuganuro » qui a déjà réussi. Sinon une fête rassemblant tout le monde est la bienvenue. »

« *Twowitaba atangorane kuko tworonkeramwo impanuro zerekeye kubana neza n'abo tudasangiye ubwoko, imigambwe hamwe n'amadini. Uwo munsi woba utandukanye na « meetings » havugirwa ukwishira hejuru kw'imigambwe.* »[122]

Traduction libre :
« Nous pouvons participer aisément à de tels rassemblements car nous espérons y recevoir des conseils allant dans le sens de cohabitation pacifique des personnes ayant de divergences soit ethnique, soit idéologique, ou soit religieuse. Cette journée devrait se différencier des « meetings » des partis politiques. »

En rapport avec la nécessité d'organiser ces journées de rassemblement, d'autres enquêtés affirment que le but assigné à ces fêtes a été atteint.

« *Oya twaramaze kunywana kandi ntitucinubana. Urumva ko umuganuro udakenewe.* »[123] (« Nous nous sommes déjà réconciliés. Un autre « muganuro » serait inutile. »)

De son côté le secrétaire communal Gervais RWABUDURANYA, l'un des initiateurs de la pratique de réconciliation, rapporte que les personnes récemment rapatriées de la Tanzanie réclament de telles journées pour bénéficier d'une meilleure intégration sociale. Malheureusement, les mauvaises récoltes constituent un obstacle sinon la commune organiserait encore ces fêtes.

La réussite de la réconciliation a été conditionnée par la participation de tous les habitants de la commune. Tous y voyaient la possibilité de vivre dans la paix et de vaquer aux activités quotidiennes. C'est ce que Julien NIMUBONA nous dit quand il écrit qu'« *un individu ne s'engage spontanément dans l'action collective qu'à condition d'y trouver un avantage propre.* »[124] De son côté Willy BRANT affirme que la réconciliation est le fruit du respect mutuel et de la reconnaissance des intérêts mutuels.

[121] Résultats d'enquête, avril 2009.
[122] Résultats d'enquête, avril 2009.
[123] Résultats d'enquête, avril 2009.
[124] NIMUBONA (J.), *Op. cit.*, p.83.

« *Le respect d'autrui nous incite à la patience et à la modestie. D'ailleurs le fait de reconnaître franchement les intérêts mutuels existant constitue la base la plus solide capable d'assurer leur conciliation et leur harmonisation.* »[125]

Ainsi donc, animé d'un esprit de paix et de la satisfaction des intérêts communs (retour à la paix, sécurité, etc.), la population de Bugabira aspire à l'harmonie sociale. Suite à ces pratiques dites « Guhamba amacakubiri » (« Enterrer les divisions ethniques »), la population campagnarde a regagné les collines d'origine et elle œuvre pour une cohabitation pacifique.

4. Effets de la stratégie réconciliatrice à Bugabira

a. Promotion de la bonne cohabitation

Cohabiter, c'est habiter ensemble. Les citoyens de Bugabira entretenaient, depuis octobre 1993, des rapports haineux. Ils manifestaient une méfiance réciproque selon leur appartenance « ethnique ». Les déplacés se méfiaient des personnes restées sur les collines et vice-versa. La « reconstruction » des cœurs était indispensable. Cette « reconstruction » allait rendre possible la réconciliation et la cohabitation pacifique de tous les composantes sociales. Et la cohabitation entre la population déplacée et celle restée sur les collines constituait un élément de reconstruction politique.[126]

Dans notre zone d'étude, la confiance interethnique a été conquise au fur et à mesure que les journées de rassemblement étaient organisées. Les mots de circonstance et les chansons des groupes d'animation rappelaient aux gens à la cohabitation pacifique. Le fruit de la pratique dite « umuganuro » a été meilleure. Voici quelques témoignages :
« *Barasubiye kugenderanira no gutumirana bataravye ivy'amoko.* »[127]
(« Actuellement les relations sont bonnes indépendamment de l'appartenance ethnique. »)

[125] BRANT (W.), *Paix. Discours et publication du lauréat du Prix Nobel de la Paix*, Paris :UNESCO, 1971, p.95.
[126] MUJAMBERE (A.), *Op. cit.*, p.91.
[127] MUKASHEMA Laetitie, 24 ans, Enquêtée, Gaturanda, avril 2009.

« *Iyo hataba uwo munsi w'umuganuro, amacakubiri ntabwo yari kuhava muri Bugabira. N'abana bari kuvuka bahasanga ayo macakubiri nayo agaca abakuriramwo [maze] abanyabugabira bakaguma barabana nabi.* »[128]

Traduction libre :
« N'eût été l'« umuganuro », les divisions ethniques persisteraient à Bugabira. Mêmes les générations à venir vivraient les divisions ethniques quitte à ce que les habitants de la commune continueraient à entretenir des rapports haineux. »

« *Ubu umututsi n'umuhutu baratumirana bagasangira [...]* »[129]

Traduction libre :
« Actuellement les Hutu et les Tutsi se convient mutuellement et sont animés d'un esprit de partage. »

« *Ubu abahutu n'abatutsi basigaye bagabirana inka, bagahana n'abageni, bagasangira akabisi n'agahiye.* »[130]

Traduction libre :
« A présent les Hutu et les Tutsi échangent des cadeaux telles les vaches et les filles en mariage ; ils sont aussi animés d'un esprit de partage. »

« *Ubu tubanye neza atakwinubana kandi dusangira akabisi n'agahiye.* »[131]

Ce qui signifie :
« En ces jours, nous cohabitons harmonieusement et nous nous partageons tout. »

En effet, la réconciliation entre les personnes d'« ethnies » différentes a suscité de nouveaux rapports : un désir de solidarité et d'entraide a déjà émergé. Les pratiques ancestrales (échanges de cadeaux, visites, se donner des vaches, etc) ont été reprises. Les personnes quelles que soient leurs différences n'hésitent pas à se réunir en associations agro-pastorales (par exemple l'association des pêcheurs de Bugabira).

[128] MIBURO J. Paul, 47 ans, Enquêté, Kigoma, avril 2009.
[129] NCUTI Antoine, 55 ans, Enquêté, Nyakarama, avril 2009.
[130] BIGERINKOKO Thomas, 82 ans, Enquêté, Gaturanda, avril 2009.
[131] KAREKEZI, 64 ans, Enquêté, Rugasa, avril 2009.

b. Dilapidation des biens agricoles

Quand les hommes désirent sortir de la crise, la paix n'a pas de prix. A Bugabira, la population qui en était capable a accepté de gré à dépenser en argent et en vivres afin de préparer un terrain d'entente.

Curieusement, la plupart de nos enquêtés n'admettent pas que les biens agricoles ont été gaspillés. Pourtant, ils reconnaissent que la contribution fixée n'était pas à la portée de tout le monde. En deux tranches, chaque ménage donnait quelques kilogrammes de sorgho et une somme d'argent. Il arrivait que certaines gens donnent encore un régime de banane. Néanmoins, un agriculteur de la colline de Gaturanda a souligné que l'on dépensait beaucoup : 5kg de sorgho et 1000Fbu chacun. Et certaines gens de cette colline profitaient de l'occasion pour gaspiller leurs biens agricoles en les vendant au marché.

« *Benshi baca bikika mu kiza bagasesagura ivyo batunze. Eka na Musitanteri yarasesagura itunga rya leta.* »[132]

Traduction libre :

« Bon nombre d'hommes en profitaient pour gaspiller leurs denrées alimentaires. Même l'administrateur dilapidait les deniers publics. »

En effet, l'organisation de ces fêtes consacrées à la réconciliation exigeait tant de choses : aliments, boissons locales ou industrialisées en abondance. La population affirme que l'on mangeait et on se désaltérait sans se soucier de rien. Certaines personnes gardent encore en mémoire l'organisation et le déroulement de ces cérémonies.

c. Le démantèlement progressif des camps de déplacés

Les habitants de Bugabira admettent que vivre dans un camp de déplacés n'était pas luxueux. Plusieurs difficultés s'observaient tels le problème de promiscuité, l'insécurité alimentaire, les maladies de mains salles, ... Ces conditions ne favorisaient pas l'épanouissement des déplacés de guerre et le développement de la commune.

[132] BIGERINKOKO Thomas, *Op. cit.*

La situation s'est atténuée avec l'organisation des fêtes collectives réunissant toutes les ethnies sur leurs collines. Grâce à ces fêtes, la confiance a été retrouvée et le sentiment de vivre ensemble a été éveillée. C'est ce que l'administrateur Ildephonse NDAGIJIMANA nous a révélé :

« *Nous nous sommes étonnés après la fête sur la colline de Kigina. Les déplacés avec qui nous étions ensemble ont carrément refusé de retourner dans les camps. Plutôt, ils ont préféré rester sur la colline avec leurs anciens cohabitants. Ce comportement nous a fort encouragés. De tels cas se sont observés ailleurs sur d'autres collines et progressivement les camps ont été démantelés.* »[133]

Exceptée la commune de Bugabira qui, à partir de 1998, n'a aucun site de déplacés, les autres communes de la province de Kirundo enregistrent des sites de déplacés. Dans ces communes, des « sites- villages » ont été érigés car les déplacés craignent encore pour leur sécurité. C'est ce qu'affirment Alfred MUJAMBERE quand il écrit :

« *Quant au retour aux collines d'origine en vue d'une cohabitation, c'est catégoriquement impossible pour les déplacés du site du chef-lieu de la commune Busoni. Ceci est dicté par le fait que les gens qui ont commis les crimes [se] promènent [dans] toute la commune voire la province sans aucun ennui. La population du site craint la répétition de la tragédie du 21 octobre 1993.* »[134]

Cette raison avancée par cette population déplacée de Busoni est partagée avec d'autres personnes déplacées installées dans les « sites-villages » des différentes communes de la province de Kirundo. Néanmoins, les administrateurs de ces dites communes ont tenté en vain organiser les journées de rassemblement afin de réconcilier les leurs. Ils n'ont pas réussi à mobiliser et à sensibiliser la population sous leur autorité. Actuellement, la population de Bugabira vaque normalement à leurs activités mais les habitants installés dans les « sites-villages » dans d'autres communes éprouvent de difficultés liées à la distance séparant les sites et leurs champs.

---

[133] NDAGIJIMANA Ildephonse, Entretien oral, Ruhehe, 13 mai 2009.
[134] MUJAMBERE (A.), *Op. cit.*, p.94.

5. Réinsertion des déplacés et rapatriés sur les collines d'origine

Les déplacés et les rapatriés sont tous des sinistrés. Les déplacés installés dans des camps hésitaient à se réintroduire sur les collines d'origine. Quant aux rapatriés qui venaient du Rwanda dans des conditions médiocres, ils souhaitaient regagner le plus tôt possible les collines d'origines. Ils craignaient pour leur sécurité dans les camps de transit.

La réinsertion de ces sinistrés sur leurs collines d'origine permettrait à cette population de retrouver une vie normale. Ainsi, le gouvernement en place souhaitait le retour sur les collines des populations déplacées. Son action devrait être appuyée par les agences humanitaires ainsi que la population concernée ou avoisinante. Le gouvernement du Burundi avait défini les stratégies de réinsertion et de réinstallation des sinistrés à travers le Ministère de Réinsertion et de Réinstallation des Déplacés et des Rapatriés. Ces stratégies sont :

« - *Collaborer avec les autres ministères dans l'aménagement des sites de réinstallation pour permettre l'accès aux services sociaux de base ;*
- *appui à la reconstruction des maisons ;*
- *réhabilitation des infrastructures socio-économiques de base ;*
- *initiation des projets générateurs de revenus et susceptibles d'aider les déplacés réinstallés à se prendre en charge progressivement ;*
- *implication des bénéficiaires dans toute action de réinstallation et de réinsertion afin qu'ils se l'approprient, ce qui garantit la pérennité.* »[135]

L'action gouvernementale allant dans le sens de mettre en exécution cette politique de réinsertion et de réinstallation des sinistrés a commencé en janvier 1997. A travers le Fonds social culturel, l'Etat burundais disponibilisait 50.000 Fbu par maison destinés à la couverture, aux portes et aux fenêtres. En 1998, le gouvernement a changé de stratégies. Il disponibilisa les tôles dans toutes les provinces. L'octroi de ces tôles était soumis à quelques conditions comme avoir monté une maison et la charpente. Dans les différentes communes de la province de Kirundo, les tôles distribuées pouvaient être détournées et ne pas arriver aux destinataires sinistrés. Ces tôles faisaient quelques fois l'objet de vente ou de pratiques clientélistes. En commune de Bugabira, les sinistrés ayant rempli les conditions exigées recevaient 22 tôles.[136]

---

[135]MUJAMBERE (A.), *Op. cit.*, pp.87-88.
[136] Résultats d'enquête, 23 août 2009.

Dans notre zone d'étude, la réinsertion des rapatriés a été effective. Ensuite suivront les déplacés installés dans les camps éparpillés à travers toute la commune. Ainsi donc à partir de 1998, Bugabira ne compte aucun site de déplacés. La réinsertion s'est faite au gré des sinistrés sur appréciation des conditions de sécurité. De là, la cohabitation pacifique était prévisible. La sécurité était finalement devenue l'enjeu de tous les citoyens habitant la même colline. Cela a permis les rapports harmonieux des composantes sociales et la reprise des pratiques ancestrales comme les visites familiales et échange des cadeaux de toute nature.

6. Echange spécial entre « ethnies » : la femme

Comme nous l'avons souligné plus haut, la solidarité et l'entraide ont déjà émergé au sein de la population de la commune de Bugabira. Les gens échangent des cadeaux variés. Au-delà de ceux-ci, les gens se marient et le choix de l'époux ou de l'épouse a déjà dépassé les limites de l'appartenance ethnique. L'échange de femmes entre les « ethnies » différentes se faisait même avant la crise de 1993. Mais cette dernière avait entaché cette pratique ancestrale. Celle-ci a été reprise timidement en vue de renforcer la solidarité entre familles quelle que soit leur appartenance ethnique. Nos enquêtés le confirment clairement :

« *Icerekana ko abanyabugabira basubije hamwe n'uko abahutu n'abatutsi babana hamwe, ndetse bamwe bakaba bahana n'abageni.* »[137]

Traduction libre :
« Les habitants de Bugabira se sont réconciliés car les Hutu et les Tutsi cohabitent, d'ailleurs certains d'entre eux se donnent des filles en mariage. »

« *Iwacu [Ruhehe] kunywana bimaze gushoboka, SEZIKEYE (Tutsi) yarashingije umukobwa wiwe umuhungu wa NIBIZI (Hutu). Emwe imigenderanire yabo yaciye iba myiza cane.* »[138]

[137] Résultats d'enquête, avril 2009.
[138] NKUNZIMANA Gérard, *Op. cit.*

Traduction libre :
« Chez nous [Ruhehe] après l'aboutissement de la réconciliation, SEZIKEYE (Tusti) a marié sa fille au garçon de NIBIZI (Hutu). Vraiment, les relations entre ces deux familles se sont améliorées. »

Soulignons que les deux jeunes gens (fille et garçon) peuvent décider de nouer leur mariage pour des raisons d'amour ou pour des visées économiques et prestigieuses. A ce propos, Georges CONTOGEORGIS écrit :

« L'homme bien né [...] ne refuse pas de prendre pour femme la fille d'un vilain, si elle lui apporte beaucoup de biens ; point de femme, non plus, qui ne consente à devenir l'épouse d'un vilain, pourvu qu'il soit riche. L'argent, voilà ce qu'on apprécie. L'argent confond les classes... Ah ! Ce n'est pas sans raison que les hommes t'honorent, ô PLOUTOS. [...] La vertu et la gloire suivent la richesse [...]. Le pauvre n'a pas d'honneur parce que la richesse fait l'homme. »[139]

En effet, cette pratique s'observe à Bugabira. Sur la colline de Nyamabuye, un commerçant Mutwa du nom de Georges HATUNGIMANA alias Yoyogo, père de 18 enfants (janvier 2009), s'était marié avec plusieurs femmes légalement et illégalement. Parmi ces femmes, il y avait une « Mututsikazi » et une « Muhutukazi ». Chacune lui a donné deux enfants. Ces deux femmes l'auraient accepté pour des visées économiques. Elles espéraient survivre dans l'opulence avec ce commerçant polygame. Actuellement, Yoyogo s'est converti au protestantisme. Par la suite, les deux femmes ont été congédiées pour rester avec une « Mutwakazi » qu'il avait épousé légalement.

En commune de Bugabira, nul ne peut affirmer que le mariage interethnique est récent. Déjà, quelques familles se sont enchevêtrées indépendamment de l'appartenance ethnique. C'est une pratique datant de très longtemps. Cette pratique aide au rapprochement et au renforcement des liens de solidarité des familles concernées. C'est aussi un bon exemple pour la bonne cohabitation des personnes. Néanmoins, on ne peut pas passer sous silence des maris qui, dans certains coins du Burundi, ont assassiné leurs femmes en les accusant d'être d'une autre « ethnie ». On recense même des fils qui ont tué leurs mères. C'est cela la folie identitaire.

---

[139] CONTOGEORGIS (G.), *Histoire de la Grèce*, Paris, Hatier, 1992, pp.53-54.

7. Une paix retrouvée ?

Les hommes sont amenés à penser que la paix est synonyme de l'absence de guerre ou de la violence. Pour Willy BRANT :

« *Une paix n'est pas seulement l'absence de guerre et de violence, même si nous savons qu'il y a aujourd'hui des peuples qui s'en contenteraient. La paix vaut aussi que nous soyons délivrés de l'oppression, de la faim et de l'incertitude. Ce n'est que dans ces conditions que les hommes et les peuples, peuvent, librement et conscients de leurs responsabilités, développer leurs facultés.* »[140]

Quant à AMADOU-MAHTAR M'BOW,
« *La paix peut n'être qu'une illusion lorsqu'elle masque les conflits latents qu'engendrent la domination raciale, l'exploitation économique ou la famine dont soufrent les pays du Tiers-monde. Et [...] il n'y a pas de paix là où la famine et l'esclavage entretiennent une fermentation permanente.* »[141]

En effet, la sérénité ne vient pas de soi. Elle est rendue possible par la tranquillité de l'âme. Celle-ci peut être perturbée par la guerre, la violence, la famine, l'oppression, la peur, l'incertitude, le déséquilibre terre-population, etc. En bref, il n'y a pas de paix au moment où les personnes vivent dans de mauvaises conditions. Analysant la marche de la modernité africaine, Jean COPAINS révèle que dans le continent noir tout semble être en situation déplorable.

« *Aujourd'hui tout semble en crise : l'agriculture et donc la situation des ressources alimentaires, l'industrie, la ville, la démographie, l'école, [...] les inégalités, les violences sociales et politiques, les paupérisations et les déplacements des populations se multiplient. Ces phénomènes semblent involutifs, ils remettent en cause des situations stables ou du moins acquises.* »[142]

---

[140] BRANT (W.), *Op. cit.*, p.53.
[141] AMADOU-MAHTAR M'BOW et alii, *Op. cit.*, p.129.
[142] COPANS (J.), *La longue marche de la modernité africaine. Savoir, intellectuels, Démocratie*, Paris, Karthala, 1990, p.154.

Somme toute, les ressources alimentaires ne suivent pas le rythme de l'évolution démographique. Le déséquilibre entre la population et la terre s'est déjà annoncée dans certaines localités du pays. Dans notre zone d'étude, les conflits fonciers ne manquent pas. A côté de ces différends, le régime des pluies empire la situation et l'agriculture n'offre pas de bons rendements. Au cours de cette dernière décennie, chaque saison culturale est caractérisée par de mauvaises récoltes. Par conséquent, la famine s'installe et contraint maintes gens à fuir la région vers le Rwanda ou vers d'autres communes du Burundi. Ces personnes en détresse sont finalement réduites à la mendicité.

A ces difficultés liées à la production agricole insuffisante, s'ajoute le vol et l'agitation des partis politiques à la quête des partisans (électorat). Cette compétition partisane apeure certains esprits. L'expérience du passé reste parlante dans cette région. La peur d'être battu ou abattu est causée par la divergence idéologique. En bref, la paix en commune de Bugabira reste relative à voir les conditions dans lesquelles vit la population tout entière. C'est notamment les conditions financières et certains indices du développement (l'espérance de vie, l'accès aux soins de santé, l'accès aux écoles, ...).

CONCLUSION GENERALE

La commune de Bugabira est une des communes périphériques du Burundi. Située dans le Nord-est du pays, cette commune s'étend exclusivement dans la région de Bugesera.

Suite à l'irrégularité des pluies, l'agriculture n'est pas florissante depuis 1998. Or la population majoritaire vit de cette activité. Les gens souffrent incessamment de la faim. Cette famine contraint plusieurs familles à fuir temporairement la commune. Elles partent pour aller s'installer dans d'autres communes ou elles fuient vers le Rwanda. Attachés à leurs terres, les gens de Bugabira qui avaient fui suite à l'insécurité alimentaire, regagnent la commune quand la pluie tombe. Quand il pleut, il tombe abondamment et fait pourrir les récoltes ou il ne tombe pas ; ce qui expose la région d'étude au soleil accablant. Par la suite, les plants se dessèchent avant la maturité et ainsi, la famine est cyclique.

Dans le secteur éducatif, nous avons constaté un énorme retard surtout dans le secondaire. Les quatre établissements secondaires existant manquent en général de professeurs qualifiés. Ce sont les lauréats des humanités générales ou pédagogiques et les lauréats des enseignements techniques (A2) qui prestent dans ces écoles. Cette situation laisse des tâches indélébiles (lacunes) au niveau de la qualité des enseignements. Mais dans le primaire, la situation semble être maîtrisée. Le problème d'enseignants ne se pose pas avec acuité. Néanmoins, les classes ont des effectifs pléthoriques.

Dans le secteur sanitaire, nous avons constaté un manque criant d'infrastructures sanitaires. Les patients peuvent être contraints à aller se faire soigner ailleurs dans d'autres communes. La population de cette commune souffre souvent des maladies diarrhéiques. Ces maladies sont liées à la consommation de l'eau non potable car la majorité de la population de cette commune consomme l'eau du lac Cohoha.[143]

Dans la commune de Bugabira, tout comme ailleurs à travers le pays, la situation-problème innommable a été la crise de 1993. Celle-ci s'est nourrie d'une haine fratricide. Plusieurs vies humaines sont perdues.

---

[143] *Le Renouveau du Burundi* , n°7396 du lundi 10 décembre 2008, p.18.

En effet, le comportement adopté par les composantes sociales après l'assassinat du Président Melchior NDADAYE n'accordait pas une valeur à la vie. Les victimes de la crise étaient réparties entre les Hutu et les Tutsi essentiellement et la méfiance réciproque s'installa. La circulation dans la commune n'était pas libre. Chacun craignait pour sa sécurité.

L'initiative de changer une société (communauté locale) n'implique pas nécessairement un grand effectif de personnes. Ceci est plus aisé dans les entités décentralisées où la population locale prend en main ses destinées. A ce point, A. SAWADOGO souligne que « *la décentralisation diffuse le pouvoir et vivifie la périphérie, facilite l'éclosion des collectivités maîtresses d'elles-mêmes et dirigées par des hommes démontrant leurs sens de responsabilité.* »[144]

Bien que dans les années 1990 la décentralisation fût théorique (les leaders n'étaient pas élus), certaines communes ont reçu des administrateurs responsables. Ceux-ci ont réussi à épargner leurs administrés de la tragédie. Pour le cas de Bugabira, Ildephonse NDAGIJIMANA, nommé administrateur de la commune le 24 octobre 1994, devrait rassembler tous les habitants. Aidé par une poignée de gens dont son secrétaire, il a réussi à faire la paix entre les habitants.

La tâche de réconciliation n'était pas facile. Mais elle était souhaitable par toute la population qui avait ciblé l'adversaire commun (la haine ethnique, peur réciproque, l'incertitude permanente, la famine, ...). Ainsi donc, toute personne adulte a-t-elle participé à la recherche de la paix. Cette participation implique l'engagement de toute la communauté. A ce sujet, DAN BERNFELD affirme :

« *Ce que nous entendons par participation des citoyens, ce n'est pas forcément une acceptation passive de ce qu'on fait, mais l'utilisation active du leadership et des organisations locales qui peuvent contribuer avec profit aux efforts de la communauté.* »[145]

---

[144] SAWADOGO (A.) cité par NDUWAMAHORO (A.), *Impact de la crise sur le secteur socio-économique. Le cas de la commune ITABA,* Mémoire, U.B., FLSH, 2004, p.40.

[145] DAN BERNFELD, *Un nouvel enjeu : la participation. Aspects du mouvement participatif en Afrique, en Asie, aux Etats-Unis d'Amérique et en Europe,* Paris, P.U.F, 1983, p.43.

En effet, hantés par un esprit de paix, certains commerçants, les autorités communales et les chefs des secteurs ont inspiré l'administration de la manière de réconcilier les habitants de la commune. Ensemble, ils ont inventé une pratique qui allait faciliter le rassemblement.

La pratique de réconciliation dite « Guhamba amacakubiri » (« Enterrer les divisions ethniques ») était une cérémonie bien arrosée. Cette dernière reste mémoriale. La population enquêtée affirme que l'objectif ciblé a été atteint. La réussite de cette fête dépendait de l'implication de tout le monde surtout les paysans. Ainsi, « *Ce n'est que l'action elle-même, dans la manière dont les petites gens se sentent concernées et prêtes à intervenir que les choses deviennent décisives [...]. L'émergence d'une volonté majoritaire peut vraiment changer les choses.* »[146]

A Bugabira, cultivateurs et fonctionnaires, hommes et femmes se sentaient concernés par le rétablissement de l'ordre et de la sécurité. Les contributions fournies (en nature ou en argent) traduisaient la volonté de se rassembler autour d'une même cause : la conquête de la paix. Cette dernière a entrainé le retour sur les collines d'origine des sinistrés, la bonne cohabitation et le démantèlement de tous les sites de déplacés. Toutefois, la localité ne s'est pas transformée en paradis. La paix est souvent perturbée par les agitations des partis politiques, la famine car « pas de paix sans pain », le vol,...

En définitive, notre étude portant sur « **Stratégies de sortie de crise en commune de Bugabira (1993-2005)** », n'est pas exhaustive. Elle est un sujet complexe.

En effet, si une question est abordée, elle soulève quelquefois d'autres sous-questions. Néanmoins, nous espérons avoir fourni une base de recherche à nos successeurs-chercheurs sur cette entité. Nous restons convaincu que ces chercheurs pourraient approfondir l'un ou l'autre point resté en suspens du fait qu'il y a eu manque de données fiables causé par le non archivage régulier en cette localité de Bugabira.

[146] DAN BERNFELD, *Op. cit.*, p.11.

BIBLIOGRAPHIE

I. Ouvrages généraux

1. AMADOU-MAHTAR M'BOW et alii, *Le consensus et la Paix*, Paris : UNESCO, 1980.
2. ANSART (P.), *Idéologie, conflits et pouvoir*, Paris, P.U.F, 1977.
3. ARENT (H.), *Le système totalitaire*, Paris, Ed. du Seuil, 1972.
4. BRANT (W.), *Paix-Discours et Publication du Lauréat du Prix Nobel de la paix*, Paris : UNESCO, 1971.
5. BURDEAU (G.), *Traité et science politique*, Tome III, Paris, L.G.D.J, 1982.
6. CHANTEBOUT (B.), *Droit constitutionnel et science politique*, 10è éd., Paris, Armand-Colin, 1991.
7. CHARLOT (M.), *La persuasion politique*, Paris, Armand-Colin, 1970.
8. CHRETIEN (J.P.), *La crise d'août 1988 au BURUNDI*, Paris, Karthala, 1989.
9. CHRETIEN (J.P.), *Le défi de l'ethnisme. Rwanda et Burundi: 1990-1996*, Paris, Karthala, 1997.
10. CONTOGEORGIS (G.), *Histoire de la Grèce*, Paris, Hatier, 1992.
11. COPANS (J.), *La longue marche de la modernité africaine. Savoir intellectuel et démocratie*, Paris, Karthala, 1990.
12. DAN BERNFELD, *Un nouvel enjeu : la participation. Aspects du mouvement participatif en Afrique, en Asie, aux Etats-Unis d'Amérique et en Europe*, Paris, Karthala, 1975.
13. DAYHAW (L.T.), *Concepts et méthodes de la statistique*, Tome I, Paris, Karthala, 1975.
14. DEBBASCH (Ch.) et PONTIER (J-M.), *Introduction à la politique*, 3è éd., Paris, Dalloz, 1991.
15. DOOB (L.W.), *La résolution des conflits,* Lousanne, Nouveaux Horizons, 1984.
16. EASTON (P.), *Education des adultes en Afrique noire*, Tome II, Paris, Karthala, 1984.
17. GAHAMA (J.), *Le Burundi sous administration belge : la période du mandat : 1919-1939*, Paris, Karthala ,1983.

18. HALLAK (J.), *Investir dans l'avenir : définir les priorités de l'éducation dans le monde en développement*, Paris, Harmattan, 1990.
19. LECAILLON (J.), *La société des conflits. Les tensions entre l'économie, le social et la politique*, Paris, Le Centurion, 1979.
20. MWOROHA (E.), *Histoire du Burundi. Des origines à la fin du XIX*ème *siècle*, Paris, Hatier, 1987.
21. MWOROHA (E.), *Peuples et rois de l'Afrique des lacs. Le Burundi et les royaumes voisins*, Dakar, N.E.A., 1977.
22. NDAYIRUKIYE (S.) et alii, *La géographie du Burundi*, Paris, Hatier, 1991.
23. NGAYIMPENDA (E.), *Crise socio-politique et déstructuration des ménages au Burundi*, Bujumbura, Février 1999.
24. RUZSOHAZY (P.), *Pour comprendre l'action et le changement politique*, Paris, Duculot, 1996.
25. SCHWARTENBERG (R-G.), *Sociologie politique. Eléments de science politique*, 3è éd., Paris, Montchrestien, 1977.
26. SCHWARZ-LIEBERMANN VON WAHLENDORF, *Politique, Droit, Raison*, Paris, L.G.D.J., 1982.

II. Mémoires et cours

1. BANYANKIYE (M.), *Evolution politico-administrative en territoire et province de Bujumbura (1933-1993)*, Mémoire, U.B., FLSH, 1999.
2. BUKURU (P.), *L'organisation et le déroulement des élections communales et législatives au Burundi (1960-1961)*, Mémoire, U.B., FLSH, 1990.
3. GAHAMA (J.), *Question d'histoire du Burundi*, Cours de la 1ère Licence, Histoire, Année Académique 2003-2004.
4. GAHUNGU (B.), *Vivre en camp de déplacés intérieur : le cas des camps de Muhanga. Réflexion sur la violation de la vie intime des communautés*, Mémoire, U.B., FLSH, 2003.
5 MANIRAKIZA (A.), *Les vingt-cinq premières années de coopération entre le Burundi et la Belgique (1963-1987)*, Mémoire, UB, FLSH, 1992.

6. MUJAMBERE (A.), *Mémoire d'une population déplacée : le cas du site du chef-lieu de la commune Busoni*, Mémoire, U.B., FLSH, 2003.
7. MURARA (J.), *La population étrangère au Burundi. Un fait social et économique*, Mémoire, U.B., FLSH, 1982.
8. NDAYISHIMIYE (J-B.), *L'image de l'autre qui me fait peur*, Mémoire, U.B., F.P.S.E, 1997.
9. NDAYISHIMIYE (P.), *Les tentatives d'explication des crises des régimes politiques africains post-coloniaux (1960-1995) : Cas du Burundi*, Mémoire, U.B., FLSH, 1996.
10. NDAYISHIMIYE (T.), *Impact socio-économique de la crise d'octobre 1993 à 2003. Cas de la commune MPANDA*, Mémoire, U.B., FLSH, 2006.
11. NDUWAYO (A.), *Analyse socio-politique d'une entité décentralisée : le cas de la commune Itaba. De 1982-2002*, Mémoire, U.B., FLSH, 2004.
12. NDUWAYO (G.), *La crise d'octobre 1993 au Burundi. Essai d'interprétation*, Mémoire, UB, FLSH, 1998.
13. NIMUBONA (J.), *Election présidentielle du 1er juin 1993 au Burundi : problématique de la légitimation en situation de dynamique socio-politique*, Mémoire de D.E.A., Université de Bordeaux I, 1994.
14. NIYONKURU (L.), *Conflit et négociation politique. Le cas du Burundi (1993-2000)*, Mémoire, U.B., FLSH, 2003.
15. NSHIMIRIMANA (J-B.), *La crise de Ntega et son impact sur la population du Bugesera (1988-1994)*, Mémoire, U.B., FLSH, 2002.
16. NSHIMIRIMANA (S.), *Evolution historique des déplacés de guerre au Burundi de 1988 à 1999*, Mémoire, U.B., FLSH, 2002.
17. NTAWUHORAKOMEYE (D.), *Effet de l'aide prolongée sur la psychologie des personnes déplacées de guerre*, Mémoire, U.B., F.P.S.E, 2000.
18. NZOJIBWAMI (L.), *Comportement politique des habitants de la commune Mugamba face aux changements politiques intervenus au Burundi de Février 1991-juin 1996. Essai d'analyse*, Mémoire, U.B., FLSH, 2002.

19. RUGEMINTWAZA (G.), *Evolution démographique des communes Kirundo/Bugabira d'après les registres missionnaires de Kanyinya (1940-1990),* Mémoire, U.B., FLSH, 1992.
20. RUTIKANGA (I.), *La crise d'octobre 1993 : comportement de la population de la commune de Busoni*, Mémoire, U.B., FLSH, 1996.

III. Dictionnaires

1. *Dictionnaire Le Petit Robert*, Paris, 1984.
2. *Dictionnaire Petit Larousse*, Paris, Larousse, 1994.
3. *Dictionnaire Universel*, 5ème édition, Paris, Hachette, 2008.
4. LAFON (R.), *Vocabulaire de psychologie et de la psychiatrie de l'enfant*, 6è éd., Paris, P.U.F, 1991.

IV. Documents officiels et rapports

1. MPDRN/PNUD, *Monographie de la commune de Bugabira*, 2006.
2. Procès-verbal, Bugabira, Archives communales, 1994.
3. Procès-verbaux, Bugabira, Archives communales, 1995.
4. REPUBLIQUE DU BURUNDI, Ministère de l'Aménagement du Territoire, du Tourisme et de l'Environnement, Direction générale de l'Aménagement du Territoire, *Schéma provincial de l'aménagement du Territoire de Kirundo. Rapport de présentation et plan-programme*, Septembre 2007.

5. UNIVERSITE DU BURUNDI, *Rapport de séminaire sur les institutions traditionnelles de résolution pacifique et la promotion de la paix dans les Grands-Lacs et la Corne d'Afrique*, Bujumbura, Burundi, le 5-8 décembre 2001.

V. Article de revue et périodique

1. *Le Renouveau du Burundi, n°7396 du lundi 10 décembre 2008.*

ANNEXES

HABONIMANA Charles-Tyler
UNIVERSITE DU BURUNDI
FACULTE DES LETTRES
ET SCIENCES HUMAINES
DEPARTEMENT D'HISTOIRE
2ème Licence

Chers Monsieur, Madame,

Je suis étudiant à l'UNIVERSITE DU BURUNDI, à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines. A la fin de nos études, nous devons réaliser un travail de recherche en rapport avec la formation académique reçue. C'est ce travail qui nous permet d'obtenir un Diplôme universitaire. Pour cela, j'ai préféré travailler sur les « **Stratégies de sortie de crise en commune de Bugabira (1993-2005)** ».

Comme vous êtes la personne la mieux indiquée pour me fournir des informations fiables d'autant plus qu'il s'agit d'une situation que vous avez-vous-mêmes vécue, veuillez compléter ce questionnaire en cochant dans la place réservée à la réponse. Au cas où vous seriez amené(e) à vous justifier, vous écrirez au verso de la feuille-questionnaire, si la place de réponse est insuffisante.

Je vous garantis que je serai fidèle à votre information et vous remercie d'avance de votre franche collaboration.

QUESTIONNAIRE D'ENQUETE

1. **Identification**
   - Nom et prénom :
   - Localité (colline) :
   - Zone :
   - Age :

2. **- Profession**
   - Fonctionnaire ☐
   - Commerçant ☐
   - Agriculteur ☐
   - Sans ☐

   - Quelle est votre religion ?

3. Etes-vous satisfait des infrastructures sanitaires existantes dans votre commune ?
   Oui ☐
   Non ☐
4. Etes-vous satisfaits des infrastructures scolaires existantes dans votre commune ?
   Non ☐
   Oui ☐
5. Quelles ont été les conséquences des événements de Ntega et Marangara sur la commune de Bugabira?
   Oui ☐
   Non ☐
6. Quels souvenirs avez-vous de la campagne électorale de 1993 ?

a. Quelle a été votre attitude ?
   - Obéissant ☐
   - Désobéissant ☐
   - Indifférent ☐
   - Autre ☐ : Précisez

b. Lors de la victoire du FRODEBU en 1993 ?
   - Joie ☐
   - Frustration ☐
   - Indifférent ☐
   - Autre ☐ : Précisez

c. Après l'assassinat du Président NDADAYE ?

7. Votre commune a-t-elle connue des massacres ?
   Oui ☐
   Non ☐

Si oui, quelles sont les raisons d'après vous ?

8. Y a-t-il eu des déplacés de guerre à Bugabira?
   A quel endroit

9. Y a-t-il eu des réfugiés en commune de Bugabira?
   Oui ☐
   Non ☐

10. Qui étaient dans les camps de déplacés ?
    - Les Hutu seulement ☐
    - Les Tutsi seulement ☐
    - Les Twa seulement ☐
    - Tous les composantes ensemble ☐
    - Chaque composante à part ☐

11. Les sinistrés de guerre de Bugabira auraient-ils bénéficié de l'aide humanitaire ?
    Oui ☐
    Non ☐
    - Si oui, qu'est-ce qu'ils recevaient ?
    - Comment appréciez-vous la qualité et la quantité ?

12. Pour sortir de la crise, quelles stratégies adoptées pour normaliser la situation ?

13. Quelles sont les difficultés qu'un déplacé ou un réfugié rencontre dans le camp de déplacés ou de réfugiés ?

14. Comment était organisée la fête d' « uguhamba amacakubiri » dite « umuganuro » qui était célébrée à Bugabira depuis 1995 ?

15. Quel était le rôle des chefs locaux surtout les chefs de zones et de secteurs dans l'organisation de cette fête ?

16. Quel était le rôle des notables « Bashingantahe » dans l'organisation de cette fête ?

17. Quelles étaient les conditions exigées pour participer ?

18. Où est-ce que les rencontres eurent lieu ?

19. Quels étaient les invités ?

20. Appréciez-vous la façon dont était organisée cette fête ?
    Oui ☐
    Non ☐
21. Comment appréciez-vous la parole du jour à l'occasion d cette fête ?
22. Quels sont les effets positifs ou négatifs laissés par la célébration de ces fêtes dites « Guhamba macakubiri » ?
23. La réconciliation a-t-elle réussi à Bugabira?
    Justifiez-vous
24. Participiez-vous à ces cérémonies (fêtes) en âme et conscience ?
25. Actuellement, pourquoi cette pratique a été abandonnée ?
26. Pouvez-vous prendre part si les autorités locales réorganiseraient encore ces fêtes dites « umuganuro » ?

LISTE DES INFORMATEURS

Nom et prénom	Age	colline	Zone	Profession	Religion
1. BANANI Léonidas	33 ans	Gaturanda	Kigina	Enseignant	?
2. BARANSANANIYE Edouard	?	Kiri	Kiyonza	Cultivateur	?
3. BIGERINKOKO Thomas	71 ans	Gaturanda	Kigina	Cultivateur	?
4. GAFYIRITI Pierre	65 ans	Kigoma	Kigoma	Cultivateur	Catholique
5. HABINEZA Alice (*)	?	Kabanga	(Busoni)	Enseignante	Protestant
6. HAKIZIMANA Jean Népo	33 ans	Kiyonza	Kiyonza	Enseignant	Protestant
7. KABANYANA Bénigne	25 ans	Kigoma	Kigoma	Sans (Lauréat du secondaire)	Protestant
8. KABAYABAYA Lazard	?	Kiyonza	Kiyonza	Chef de zone	?
9. KABERA Pascal (**)	30 ans	Mukenke	(Bwamba-rangwe)	Enseignant	Catholique
10. KAMANZI Evariste	27 ans	Kigoma	Kigoma	Lauréat du secondaire	Catholique
11. KAREKEZI	64 ans	Rusaga	Kigoma	Cultivateur	Catholique
12. KARERANGABO Léonidas	?	Ruhehe	Kigina	Enseignant	?
13. KWIZERA Pascaline	28 ans	Ruhehe	Kigina	Sans (Lauréate du secondaire)	Protestante
14. MABONDO Sylvain (*)	45 ans	Mukenke	(Bwamba-rangwe)	Enseignant (ancien député)	Catholique
15. MBANZABIGWE Sylvestre	59 ans	Kigoma	Kigoma	Cultivateur	Catholique
16. MIBURO J. Paul	47 ans	Kigoma	Kigoma	Cultivateur	-
17. MIBURO Oscar	50 ans	Kigoma	Kigoma	Cultivateur	Protestant
18. MUGABONIHERA Dieudonné	34 ans	Ruhehe	Kigina	Enseignant	?
19. MUKASHEMA Laetitie	25 ans	Gaturanda	Kigina	Sans (Lauréate du secondaire)	Catholique
20. MURERWA Cassilde	34 ans	Ruhehe	Kigina	Enseignante	Catholique
21. N. Marc (*)	?	Mukenke	(Bwamba-rangwe)	Rebelle au camp de cantonement	?
22. NDAGIJIMANA Ildephonse	?	Ruhehe	Kigina	Enseignant (ancien administrateur)	Catholique
23. NCUTI Antoine	55 ans	Nyakarama	Kiyonza	Cultivateur	Protestant
24. NGABOYISONGA Célestin	31 ans	Kiri	Kiyonza	Enseignant	Catholique
25. NKUNZIMANA Gérard	?	Ruhehe	Kigina	Sans (Mémorand)	Catholique

26. NKURIYINGOMA Michel	?	Kigina	Kigina	Cultivateur (ancien chef de zone)	?
27. NKURIYINGOMA Emmanuel	?	Rusaga	Kigoma	Conseiller collinaire	?
28. NKURUNZIZA J.M. Vianney	?	Nyamabuye	Kigoma	Sans (Mémorand)	Catholique
29. NSABIMANA Fabien (**)	33 ans	Mukenke	(Bwamba-rangwe)	Enseignant	Catholique
30. NIYORUREMA Déo	32 ans	Kiri	Kiyonza	Cultivateur	Protestante
31. NYANDWI Rosalie	89 ans	Kiri	Kiyonza	Cultivatrice	Catholique
32. NDIKUMANA J. Baptiste	29 ans	Kigoma	Kigoma	?	?
33. SEKAGABO Martin	75 ans	Kigoma	Kigoma	Cultivateur	Catholique
34. RWABUDURANYA Gervais	52 ans	Ruhehe	Kigina	Secrétaire communal	Catholique

(*) Informateurs natifs de la commune de Busoni

(**)Informateurs natifs de la commune de Ntega